Vol. 5 No. 5 • Du 17 au 23 Août 2011

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Martelly pran yon souflèt an Ajantin

Page 6

MINUSTAH: DÉVERSEMENT D'EXCRÉMENTS DANS LES RIVIÈRES

Voir page 4

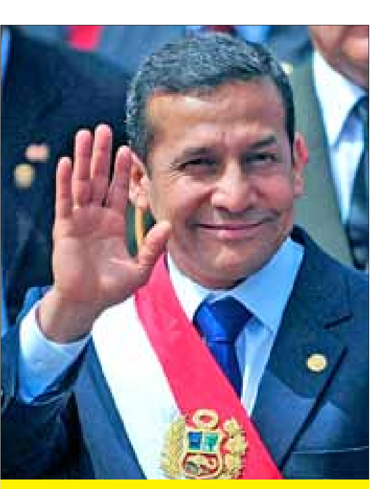


Au Centre d'Haïti, le 6 Août dernier, les habitants ont été surpris de constater que les soldats de la Minustah déversent des matières fécales dans les rivières de Guayamouc, non loin de la frontière haïtiano-dominicaine



Au Secours : la droite macoute revient !

Page 7





Pérou : Discours d'investiture du Président Ollanta Humala

Page 10



OÙ VA-T-IL CONDUIRE LE PAYS ?

Voir page 4

Le président du Sénat Jean Rodolphe Joazil et le chef de l'Etat Joseph Michel Martelly au Parlement



Non à la répression d'Etat de la jeunesse britannique

Page 17

Le complot des assassins !

Par Berthony Dupont

Aucun doute n'est désormais possible. C'est sous la poussée des Etats-Unis, le chef de file de l'impérialisme et du colonialisme, que l'apprenti sorcier Michel Martelly s'était rendu en Amérique du Sud plus précisément au Chili pour s'entretenir avec son homologue, le riche réactionnaire, Sebastián Piñera, celui qui, pour défendre le modèle néolibéral mis en place depuis la dictature de Pinochet, recourt présentement à une répression farouche du peuple chilien et cela sans crainte d'être désavoué. Martelly s'y est rendu pour se frotter à l'école de la dictature civile, d'autant qu'à l'heure actuelle, la police chilienne réprime violemment les manifestations des lycéens, étudiants et universitaires qui se déroulent dans plusieurs villes de ce pays.

C'est dans cette optique qu'il est aisé de comprendre comment et pourquoi les Etats-Unis, par tous les moyens tentent de sauvegarder les énormes intérêts stratégiques et économiques qu'ils détiennent en Haiti. Et pour ce faire, ils ont tenu à ce que Martelly aille se familiariser avec les menées d'un acteur clé de la politique répressive pro-impérialiste, farouchement pro-néolibérale en Amérique du Sud, en l'occurrence Piñera.

En effet, la menace dictatoriale potentielle de Martelly s'est muée en un danger immédiat car l'objectif primordial de sa visite au Chili a été tout d'abord de parer à la menace du Brésil d'enlever ses forces de la Minustah, ce qui serait de très mauvaise augure pour un gouvernement qui peut et doit s'attendre à de grandes mobilisations dans les jours à venir, d'autant que la prochaine rentrée des classes s'annonce sous des auspices de grogne, de ras-le-bol, face à un président incapable de tenir ses promesses électorales d'éducation gratuite pour un demi-million d'écoliers, voire même s'il en serait encore intéressé.

Potentiellement déstabilisateur, il faut aussi compter avec une misère atroce, un taux de chômage galopant, la douloureuse tragédie des rescapés du séisme condamnés à vivre l'enfer sur terre, la progression inexorable du choléra, et même une récidive des Casques bleus à polluer au grand jour des sources d'eau tant dans le Sud que dans le Plateau Central. Martelly semble avoir pris les devants pour s'assurer que les militaires chiliens au passé répressif connu, prennent, le cas échéant, la relève des Brésiliens pour mater, fût-ce dans le sang, toute révolte populaire.

C'est à ce propos que Martelly s'en était allé négocier avec Piñera, afin que le Chili prenne la relève en cas de défection du Brésil, pour assurer la continuité de la force occupante et créer les conditions susceptibles non seulement de garantir les intérêts des grandes puissances, mais aussi de lui assurer d'accomplir pleinement son mandat fût-ce même dans le sang de ce peuple qui n'entendra pas s'avouer vaincu à si bon compte.

En passant, il n'est pas superflu de rappeler que le peuple haïtien, qu'il soit en diaspora ou en Haiti a en maintes fois dit non à l'occupation du pays et exige que ne soit pas renouvelé le mandat de la Minustah en Octobre prochain.

Nous en sommes sûrs : l'oligarchie au pouvoir tant au Chili qu'en Haiti, n'a qu'une seule réponse dès qu'il s'agit de la défense de ses intérêts : la violence et la répression. Et c'est dans cette même optique qu'une quarantaine de policiers haïtiens sont déjà en formation au Chili.

Cependant, pour cacher l'objet réel de sa visite, Martelly s'est contenté, dans une conférence de presse, de répéter les mêmes refrains d'antan de Préval à savoir transformer la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) en Mission de développement. C'est à la lumière de ces observations qu'il faut éclairer les péripéties de notre baladin en tournée dans l'Amérique du sud. Il semblerait que le dictateur chilien lui ait même donné son accord, car Martelly n'a pas manqué de souligner qu'*« avec la volonté du Président Piñera, nous allons voir dans un premier temps, comment transformer une partie de la Mission chilienne en Mission de développement. »* Une façon de détourner, calmer les esprits et du même coup saboter les mobilisations contre l'occupation. Franchement, il faudrait être singulièrement naïf pour prêter foi aux paroles de l'apprenti sorcier.

Par ailleurs, il faut le dire net, nous comprenons clairement le complot d'envergure que concoctent les assassins des peuples contre les masses populaires. Nous n'allons tolérer aucun état répressif dans le pays et nous nous préparons à toute éventualité.

Martelly est l'unique président qui en exercice depuis trois mois en Amérique, avec Lobo au Honduras, n'a jamais effectué un voyage soit au Venezuela soit à Cuba pour avoir une idée des relations de ces pays frères avec le nôtre. Alors que notre champion en est à toute une série en République Dominicaine, aux Etats-Unis, en Espagne. Pas un seul en Equateur, en Bolivie, au Nicaragua, à Cuba et au Venezuela.

Déjà un bon nombre de compatriotes étudient gratuitement à Cuba, sans oublier Pourquoi ? Tandis, les coopérants cubains et vénézuéliens ont fait leur preuve, dans le domaine de la santé et dans d'autres domaines, ce qui pour le Président ne revêt de toute évidence d'aucune importance.

C'est donc dans cette optique qu'il faut comprendre pourquoi les Etats-Unis ont tant manoeuvré afin de mettre Martelly au pouvoir, s'assurer que leur présence soit pérenne en Haiti pour en finir avec le nationalisme haïtien et briser ainsi le moral des combattants en désorientant les masses populaires pour faciliter l'acceptation des mercenaires et des laquais comme dirigeants.

Pour l'histoire, rappelons aux forces occupantes et à Martelly que le temps des humiliations coloniales est passé et que le vent libérateur qui s'était levé au Bois Caïman engendrant la révolte des esclaves, il y a de cela 220 ans, se lèvera encore pour mettre un terme à l'agression, à l'oppression, à l'exploitation et à la spoliation auxquelles est soumis le peuple haïtien. Nous lutterons contre le complot des assassins internationaux, jusqu'à ce que le dernier soldat étranger ait quitté le pays et qu'Haiti retrouve la place qui lui revient dans le concert des nations dignes, libres et souveraines.

Rapatriement de 152 haïtiens par le Bahamas

Par Jackson Rateau

Le ministère bahaméen de l'immigration a rapatrié en Haïti la semaine dernière 116 compatriotes haïtiens dont 76 hommes, 32 femmes et 8 enfants. 29 de ces compatriotes étaient des illégaux haïtiens détenus dans une prison appelée Centre de Détention Carmichaël Road. Les 86 autres avaient débarqué le 1e août 2011 dans la localité de Yamacraw aux Bahamas.

Tout en précisant que le ministère bahaméen de l'immigration dispose d'un budget d'un million de dollars US pour ces genres d'opération, et qu'en utilisant le Bahamas Air, chaque vol coûte 26 mille dollars US, le responsable a aussi déclaré qu'il s'agit de la première opération de rapatriement pour l'année fiscale.

En juillet dernier, les autorités bahaméennes avaient répondu négativement à la demande du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de L'Homme (HCDH) de cesser de rapatrier les haïtiens illégaux vers Haïti.

Des mineurs haïtiens abusés par les casques bleus onusiens

Le bataillon de la MINUSTAH, composé en majeur partie de troupes brésiliennes, basé à Port-salut, département du sud, honteusement scandalisé, est décrié par la population de cette région qui réclame justice pour ses enfants abusés et le départ immédiat de la MINUSTAH.

Ces actes répulsifs et barbares ont été dénoncés depuis cela des semaines par la Commission de Recherche pour le Développement et l'Organisation de Port-salut (CREDOP). Les casques bleus de la force d'occupation onusienne d'Haïti, sont accusés d'être impliqués dans des actes répugnants et humiliants de prostitution des mineurs haïtiens âgés entre 12 et 17 ans.

Les troupes onusiennes, après les avoir couché, prennent les photographies de ces enfants nus à partir de leurs téléphones portables pour les montrer en suite, en exploit, à leurs frères d'armes. Les soldats, au moment de leurs actes sexuels avec les enfants, consomment de la drogue.

Bien avant l'émission d'un rapport de la commission, dénonçant les faits, l'influent Ordre des avocats du Brésil avait publié un document dans lequel il dénonçait la violation des droits humains par les troupes brésiliennes déployées en Haïti.

Une adolescente violée et assassinée à Petit-Goâve

Le mardi 9 août dernier, dans la localité de Losier, 4e section communale de Petit-Goâve, Joanne Saint Louis, 17 ans, a été trouvée morte dans le dit quartier. L'adolescente a été brutalement violée avant d'être assassinée.

Dans le cadre d'une enquête concernant ce crime odieux, Kelly Désiré, accusé d'être le meurtrier de la jeune fille, a été mis aux arrêts.

Enquête de la FIFA sur le président de la Fédération haïtienne de football pour corruption présumée

La commission d'éthique de la Fédération Internationale de Football (FIFA) lance une enquête contre Yves Jean Bart, président de la Fédération Haïtienne de Football (FHF).

L'investigation contre Yves Jean Bart concerne des pratiques supposées de corruption. Le responsable du football haïtien est soupçonné d'avoir reçu un pot-de-vin de $40 000 USD lors d'une réunion de l'Union Caribéenne de Football (CAFUNION) qui s'est déroulée à Trinité et Tobago les 10 et 11 mai 2011.

Quinze autres dirigeants régionaux du football auraient également reçu ce même montant et sont concernés par l'enquête. Eb effet, outre M. Jean-Bart, figurent sur la liste des officiels visés par l'enquête Osiris Guzman et Felix Ledesma de la République Dominicaine et Richard Groden de Trinidad & Tobago, pays d'origine de Jack Warner, l'ancien président de la CONCACAF et vice-président de la FIFA qui, justement, avait dû démissionner, à la mi-juin.



Yves Jean Bart, président de la Fédération Haïtienne de Football (FHF *(Photo: Yonel Louis le Nouvelliste)*

Ils auraient accepté cette somme en vue d'accorder leurs voix à Mohammed Bin Hammam, ancien rival de Joseph Blatter, dans le cadre des dernières élections à la présidentielle de la FIFA, tenue en juin dernier.

Mohammed Bin Hammam a été écarté de la course électorale par cette même commission en raison d'actes de corruption.

Conflit Exécutif/Législatif : Où va-t-il conduire le pays ?

Par Yves Pierre-Louis

Le conflit qui oppose les représentants du pouvoir Exécutif à ceux du pouvoir Législatif dans le cadre du processus de la ratification d'un Premier ministre, depuis environ trois mois, suscite des réactions et des commentaires d'ici et d'ailleurs. Les dernières déclarations du président Michel Joseph Martelly à la Télévision de Radio Canada, concernant l'option de gouverner par décrets et la constitution ont provoqué d'autres critiques acerbes contre le chef de l'Etat qui déclarait : « *Toutes les options sont là, je dois vous dire que je n'y pense pas aujourd'hui, parce que je continue de travailler, j'avance bien en ce qui me concerne* [...] *l'une des pièces qui nous empêche d'avancer est cette constitution, une constitution que nous avons votée en 1987, lorsqu'on est finalement sorti de la dictature de l'exécutif. En voulant éviter la possibilité que cela se reproduise, on est allé un peu trop loin de l'autre côté et aujourd'hui, on remarque que nous vivons tout simplement une dictature législative.* »

Suite à cette déclaration tendancieuse, des réactions sont venues de partout : des parlementaires, des leaders de la classe politique traditionnelle, de l'International et des simples citoyens des rues. Certains parlementaires estiment que le président Martelly s'est trompé de langage : « *c'est une dictature des lois qui oblige le chef de l'Etat à composer avec le Parlement pour doter le pays d'un Premier ministre* », ont-ils répliqué. Le président de la Chambre des députés, Sorel Jacinthe a rappelé à Michel Martelly qu'il n'a que trois députés et aucun sénateur élus sous la bannière de la Plateforme politique Repons Peyizan, qui l'a élu président. « *Quand le chef de l'Etat ne dispose pas d'une majorité au Parlement, il doit consulter le président du Sénat et celui de la Chambre des députés avant de désigner son premier Ministre. Le président est obligé d'accepter la dictature des lois et des procédures.* »

Le premier secrétaire de la Chambre basse, Guy Gérard Georges, quant à lui a indiqué clairement ce que fait le Parlement n'est pas une dictature, il encourage plutôt Martelly à trouver une majorité comme ses deux prédécesseurs. « *Lorsque M. Aristide était président, il avait une majorité parlementaire à sa cause, il faisait voter ce qu'il voulait. Et, lorsque Mr. Préval est devenu président, il n'avait pas la majorité, mais il a cherché à la créer. Aujourd'hui avec M. Michel Martelly, je pense que l'apprentissage de la démocratie est beaucoup plus direct. Par exemple le président peut souhaiter que nous allions au point A, mais après analyse, les parlementaires trouvent que le point A est mauvais, dans ce cas nous ne disons pas que nous n'allons pas nous déplacer, nous disons que nous n'irons pas par le point A, mais plutôt le point B, ce n'est pas une dictature parlementaire...* »

Le questeur de la Chambre basse, Cholzer Chancy, représentant de la circonscription d'Ennery, supporter des deux choix du Premier ministre désigné par Martelly lui non plus n'admet pas l'existence d'une dictature parlementaire en Haïti. Il encourage Martelly à intensifier ses efforts comme chef de l'Etat afin de dégager une majorité tant au Sénat qu'à la Chambre des députés. « *La solution la plus sage est d'avancer dans la voie du dialogue pour éviter un bras de fer entre l'Exécutif et Législatif...* »

Au Sénat de la République, c'est le même son de cloche, du côté des sénateurs de la plateforme Alternative et alliés qui supportaient les deux choix de Martelly, Daniel Rouzier et Bernard Gousse. Le sénateur de la Grand'Anse, Andris Riché a critiqué l'incapacité de Michel Martelly à négocier avec la majorité du groupe des 16 au Sénat. Pour lui, la seule façon de faire passer sa politique, c'est par la négociation. « *Lorsqu'il dit par exemple que nous avançons vers une dictature, ça prouve plutôt l'incapacité du président Martelly et de son équipe à négocier, c'est-à-dire que le président est arrivé au pouvoir avec ses deux mains vides. Il savait avant de devenir président qu'il y avait un Parlement et qu'il n'avait personne au Parlement, et s'il voulait faire passer sa politique, normalement il devait négocier avec toutes les instances et groupes parlementaires pour dégager une majorité...* »

Le sénateur de l'Artibonite, François Anick Joseph critique également les propos du président Martelly, qui sont selon lui « *une honte pour le pays* ». Il croit que le président devrait faire des excuses publiques pour cet affront au pouvoir législatif, qualifiant les déclarations de Martelly de « *plaisanterie et d'absurde* ».

De son côté, le sénateur de Nippes de Konba, William Jeanty considère que le principal responsable de la dégradation de la situation politique d'Haïti n'est autre que le président de la République Michel Martelly. Le problème n'est plus au niveau du Parlement. « *Je pense que le président est plus responsable que tout le monde de la situation actuelle du pays, il est supposé connaître la mentalité de la classe politique, il connaît qui sont les personnes qui sont au Parlement, il sait tout ce qu'il doit faire pour débloquer la situation. Si maintenant il cherche un faux-fuyant ou autre chose pour expliquer l'immobilisme, je pense que c'est vraiment malheureux...* »

Après trois mois de Michel Martelly à la tête du pays, la classe politique traditionnelle commence à se réveiller, des leaders politiques se prononcent également sur le conflit qui oppose l'Exécutif et le Législatif

Suite à la page (18)

Les soldats de l'ONU continuent de déverser des excréments dans les cours d'eau d'Haïti

Par Yves Pierre-Louis

Au début du mois d'Aout 2011, la population de deux départements géographiques d'Haïti, Sud et Centre a pu constater que les soldats des forces d'occupation de l'ONU, en Haïti depuis Juin 2004, sous le label de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH), continuent de déverser des excréments dans les rivières du pays. Dans le Sud, particulièrement à Port-Salut, des endroits destinés aux activités touristiques, la population dénonce des exactions des soldats Uruguayens de la Minustah qui ne cessent de jeter des matières fécales, des déchets et des ordures ménagères aux abords du littoral de l'aviation civile de Port-Salut.

Dans une note de presse rendue publique, le Comité de recherches pour le développement et l'organisation de Port-Salut, (CREDOP) dénonce les actes de violation des droits de l'homme et les agissements déshonorants des casques bleus du contingent Uruguayen de la Minustah à Port-Salut. Selon cette note, la population de Port-Salut accuse les soldats de l'ONU d'avoir jeté des excréments, et d'autres déchets aux abords des rivières et des cours d'eau de la zone. Selon l'un des responsables de cette organisation Ernso Valentin, les casques bleus de l'ONU sont coupables de diverses autres exactions : « *Les soldats de l'ONU se livrent à la prostitution, ils ont à l'intérieur de leur base des rapports sexuels avec des enfants défavorisés dont ils profitent de la situation de misère. Et le pire est qu'ils prennent des photos de ces enfants nus sur leurs téléphones pour les montrer aux autres frères d'armes* », a-t-il indiqué. Ils prennent plaisir également à fumer de la marijuana en présence des mineurs. Les dirigeants de CREDOP par cette note de presse voulaient attirer l'attention de l'opinion publique nationale et internationale sur de graves violations des droits humains et du comportement méchant, méprisant, insultant, irrespectueux, humiliant, malhonnête, révoltant et répugnant des soldats onusiens envers les pauvres habitants et l'environnement dégradant de Port-Salut.

Ils ont lancé un vibrant appel aux autorités haïtiennes afin de prendre des dispositions urgentes et nécessaires pour évacuer de la zone les soldats uruguayens de l'ONU. Ils profitent également de l'occasion pour annoncer des mouvements de protestation contre la Minustah pour faire entendre leurs voix. Des jeunes de Port-Salut ont même menacé d'organiser un mouvement de suicide collectif pour forcer le retrait des soldats de l'ONU du pays.

Au Centre d'Haïti, le 6 Août dernier, les habitants ont été surpris de constater que les soldats de la Minustah déversent des matières fécales dans les rivières de Guayamouc, non loin de la frontière haïtiano-dominicaine. Cet acte récidiviste a été qualifié par les autorités locales de vagabondage, d'atteinte à la dignité humaine et de violation du droit de l'environnement qui est un droit transversal des droits humains. Depuis lors la population et les autorités de ce département sont montées au créneau pour dénoncer les soldats de l'ONU qui continuent de déverser des excréments dans des fosses septiques situées à quelques mètres de la rivière de Guayamouc.



Le chef civil de la Minustah, le chilien Mariano Fernandez et Joseph Martelly

Les habitants de Hinche, Chef-lieu du département disent avoir constaté cette action criminelle de la Minustah, mais ils ne pouvaient pas l'en empêcher. Ils sont obligés de fuir la zone à cause des odeurs nauséabondes qui se dégagent et qui vont, en tout état de cause engendrer d'autres épidémies génocidaires dans le pays. Le maire de la ville exige le départ des contingents népalais de la zone pour éviter tout nouvel accrochage entre la population et les casques bleus. Déjà, plusieurs jeunes de la région menacent d'entamer des mouvements de révolte contre la Minustah dans le département.

En Octobre 2010, le déversement des excréments dans la rivière Meil à Mirebalais a occasionné la propagation de la maladie de Choléra en Haïti. Des recherches scientifiques notamment françaises et étasuniennes ont conclu que le Choléra a été importé en Haïti. Dès la fin de l'année 2010, quelques mois après l'apparition de l'épidémie, l'épidémiologiste français, Renaud Pierroux avait mené une enquête pour les autorités haïtiennes, en Haïti, et avait découvert que la souche ne pouvait provenir ni de l'environnement ni des camps des sinistrés du séisme du 12 janvier 2010. Pour lui l'épidémie avait été importée.

Dans la foulée, une autre étude réalisée par les centres pour le contrôle et la prévention des maladies (Centers for Diseace control and Prevention, CDC) avait établi un lien direct entre l'arrivée en Haïti du contingent népalais de la Minustah logé à Meil, à environ 2 Km de la ville de Mirebalais et l'éclosion de l'épidémie de Choléra en Haïti. Le 30 Juin 2011, la porte-parole de la Minustah, Sylvie Van den Wildenberg, lors d'une conférence de presse a réagi immédiatement après la publication des résultats de l'étude scientifique, en déclarant : « si des preuves scientifiques peuvent établir que l'épidémie est bien partie de la base népalaise de Mirebalais, la Minustah serait prête à faire des excuses au peuple haïtien. » Le peuple haïtien de son côté n'exige pas seulement des excuses publiques, il veut avoir également des réparations pour plus de 7 mille Haïtiens tués par le Choléra et que la Minustah parte inconditionnellement d'Haïti.

Dans cet ordre d'idées, le nouveau ministre brésilien de la défense, Celso Amorim, à l'occasion de son entrée en fonction le lundi 8 Août dernier, a envisagé le retrait du contingent brésilien de la Minustah. Celso Amorim justifie sa décision par l'essoufflement de l'économie brésilienne. « Au plan international, l'heure est au désengagement militaire et du point de vue économique, la croissance brésilienne s'est essoufflée ». Le Brésil qui commandait les forces d'occupation de la Minustah en Haïti occupe la première place au niveau de l'effectif avec un contingent d'environ 2 mille soldats.

Le Chili de son côté a pris le commandement politique et diplomatique depuis juin 2011 par l'ancien chef de la diplomatie chilienne, Mariano Fernandez. La Minustah qui compte 13,331 soldats dont 8940 militaires et 4391 policiers occupe Haïti depuis premier Juin 2004 suite à un coup d'Etat criminel contre un président démocratiquement élu, Jean Bertrand Aristide pour un mandat de cinq ans. Depuis lors des milliards de dollars ont été gaspillés au nom de la stabilité en Haïti, et pourtant le pays plonge constamment dans l'insécurité chronique par le choléra, la misère, le chômage, la violation des droits de l'homme. Le dernier budget de fonctionnement de la Minustah pour l'exercice allant du premier juillet 2010 au 30 juin 2011 a été crédité de 853, 827,400 dollars US, approuvé la résolution 65/256 de l'Assemblée générale de l'ONU.

En 2006, l'ancien président René Préval avait proposé la transformation de la mission de la Minustah. Il avait émis le souhait que la Minustah se transforme en un instrument de développement en lieu et place de mission de la paix. Cette proposition a été récemment reprise par le président Michel Martelly lors de sa visite au Chili la semaine écoulée.

"Maman Bijou" s'inquiète et "Papa Kébreau" s'entête

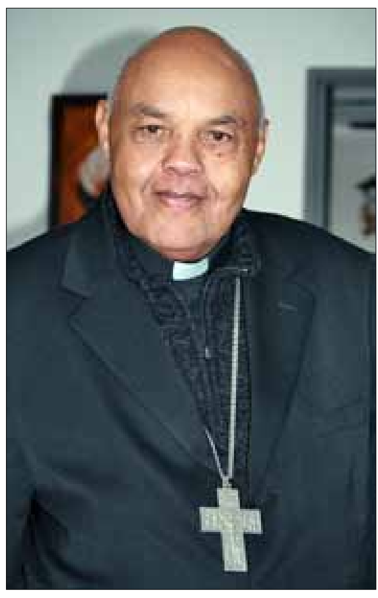
Par Fanfan La Tulipe

Depuis les zélections de novembre 2010 et mars 2011, Port-au-Prince vit les heures trépidantes d'un grand carnaval politique au rythme endiablé du président du Konpa, pardon, du président de la république. Diable ! Que de contorsions, que de déhanchements, que de gesticulations sous l'œil enjoué et complice du chef d'orchestre! Cul du diable ! C'est Micky qui mène le bal. C'est ce qu'il a d'ailleurs fait pendant toute sa vie de chanteur-musicien-GNBiste tout en s'amusant à exhiber ses fesses. C'est ce en quoi il excelle. Il danse, entre en transe mais n'arrive pas à transcender ses vilaines habitudes: ta gueule, pouillard de journaliste, oui, *fèmen djòl ou*. Arrête de dénigrer ce beau pays que je vais bientôt reconstruire avec la CIRH où j'ai placé mes copains Karl Jean Louis, Laurent Lamothe, Patrick Rouzier, Klauws Eberwein, Harold Charles et Serge Coles Jr. Récompenses méritées. Juteux salaires. Gros fric. A bord les plus capables ! Embarquez ! *Sa k pa kontan, anbake !*

A défaut d'exhiber aujourd'hui son postérieur présidentiel, ce qui risquerait de ramener plus d'un à la réalité fessarde et pas mal bâtarde des fanatiques du bébé gâté, Micky fait des siennes. Il lâche son poulain Rouzier et le laisse aller se jeter dans la fosse aux lions tandis que Monsieur le musicien-président prend l'avion à destination de Miami pour un "check-up" médical, un *gresesere* de ses organes entamés par l'alcool et la drogue. Vous vous en doutiez peut-être, mais sachez-le, les docteurs en Haïti n'ont plus la main. Ergo, on va se faire se faire tripatouiller par les toubibs étrangers. Entre-temps, les gueux sous les tentes, ils n'ont qu'à endurer leur malheur, puisqu'il n'y a pas encore de Premier ministre, pas de gouvernement, personne pour leur tendre la main, voire pour leur faire subir un «check-up». Laissons la misère leur faire un «check-down», doivent ricaner les menteurs de la présidence, et les parlementeurs.

Comme le spectacle des sans-abri en face du Palais national et sur le Champ-de-Mars n'est pas particulièrement réjouissant et stimulant, le président s'est payé un voyage en République dominicaine. Qu'est-ce qu'il a bien pu aller discuter avec son homologue qui, selon WikiLeaks, avait eu, une fois, le malheur d'avancer qu'il n'y avait aucune raison à ce qu'Aristide ne puisse retourner dans son pays et participer à la vie politique. Au moins, Fernandez avait pu faire preuve de bon sens. Mais le compas du président konpa lui a toujours indiqué le nord des coups d'Etat, la liquidation d'innocents coupables de leur conviction politique, un rejet coriace de tout ce que lui rappelle le mot lavalas. Alors, que diantre est allé faire Sweet Micky de l'autre côté de la frontière ? «Rationnaliser» le commerce d'esclaves vers les bateys ? Préparer le terrain pour ses copains qui s'intéressent à établir des ateliers de misère dans la zone frontalière?

Et Micky continue de mener le bal. Certes, on ne lui connaît pas (encore) une volonté de fer, n'empêche, il s'est embarqué dans un bras de fer nickelé avec 16 parlementaires qui lui avaient fait savoir à l'avance que Me. Gousse n'était pas un biftek assez juteux pour calmer leur appétit. Mais l'animal s'est laissé emberlificoter, mystifier, leurrer, illusionner par son entourage qui lui a fait voir le mirage de 18 sénateurs qui voteraient haut la main pour son poulain qui leur inspirait pourtant un haut le cœur au départ. La lune ayant échappé au président, il est parti en Espagne à la recherche de fromage: Manchego de Castille, Idiazabal de Navarre, Zamorano de Castille, tous des produits de lait de brebis. Après tout n'est-ce pas la firme espagnole Ostos & Sola qui était en charge de la campagne du candidat Martelly depuis au moins octobre 2010 ? N'était-ce pas M. Antonio Sola l'ange gardien de Martelly qui a orchestré le grand battage médiatique pour présenter aux faibles d'esprit le chanteur au soutien-gorge rose comme un «outsider» ? N'était-ce pas lui qui veillait au grain lors des tournées de Micky à travers le pays ?


Mgr. Louis Kébreau


N'était-ce pas M. Antonio Sola l'ange gardien de Martelly qui a orchestré le grand battage médiatique pour présenter aux faibles d'esprit le chanteur au soutien-gorge rose comme un «outsider» ?


Mme Josette Bijou

Autour du président, une camarilla respire le pouvoir, s'amuse au bal-cal-carnaval-nopal-régal du chef sans regarder ni derrière, ni devant à travers les vitres teintées de leurs 4x4. Elle se déplace avec lui en voitures «blindées», prend l'avion avec lui aux frais d'on ne sait quelle princesse, ronge ses freins de ne pouvoir mater le pouvoir des 16 sénateurs récalcitrants accusés de faire de la «dictature législative», gère de façon insensée des fonds censés promouvoir l'éducation pour le plus grand nombre, ce sans l'aval du parlement. Autour du président-chef d'orchestre konpa se dégage un parfum de joie de vivre, d'ivresse de pouvoir. Entretemps le spectacle-guignol agace certains danseurs qui voudraient eux aussi *rale* quelques pas de *maskawon*, se déhancher un peu parce qu'à leurs yeux et, surtout, à leurs oreilles ce n'est plus du konpa qui se joue au Palais national mais bien des méringues lentes à danser «sur deux carreaux» de réflexion. C'est ainsi que le Dr. Josette Bijou et Mgr. Louis Kébreau ont décidé de *tonbe nan won*, de «frapper» et de faire du bal présidentiel un vrai carnaval, une vraie bande òtofonik labe.

Dans une lettre ouverte au président qui semble avoir perdu son compas, Mme Bijou déclare avoir «*accepté d'abandonner la lutte pour l'annulation de la mascarade du 28 novembre, pour endosser votre candidature aux élections du 20 mars*», une deuxième mascarade, aurait-elle pu dire. Elle a donc rejoint la bande à Mickey «*par mon grand désir et mon devoir d›accompagner le peuple haïtien*». Tout à l'honneur de Madame, bien sûr. Madame qui a ferraillé plusieurs années au ministère de la Santé et dont on ne sait quelles ont été ses grandes réalisations, découvre que «*nous avons un pays à sauver, un peuple à sortir de la misère*». Eternel sentiment de culpabilité des «élites» au pouvoir exprimé à travers des vœux pieux, des projets bidon et des réalisations bidonnes .

Madame Bijou sachant que le président-chanteur-voyageur est «*un croyant*», lui rappelle que «*si Dieu nous recommande la pauvreté, il condamne par contre la misère… Jésus Christ a non seulement enseigné à ses disciples, il a nourri les affamés, il a guéri les malades et les estropiés. Aujourd›hui il nous commande de refaire ces mêmes gestes*». Un «croyant» qui prenait langue avec les *atache*, les militaires et les macoutards de Cedras pour participer à la liquidation systématique de milliers de paisibles citoyens des quartiers pauvres qui, au demeurant, n'avaient qu'à se satisfaire de leur condition puisque «*Dieu nous recommande la pauvreté*».

Martelly n'ayant *ni voum ni pwèt* à la lettre, Madame Bijou s'est faufilée derrière les micros de Radio Magik pour faire entendre sa voix. D'entrée de jeu, elle annonce qu'elle n'a «*nullement l'intention de vilipender ou de critiquer le chef de l'Etat*». Pourquoi cette déclaration insipide et inutile, d'autant que personne ne lui a encore prêté aucune mauvaise intention? Eternel sentiment de culpabilité des «élites» qui face au pouvoir veulent ménager la chèvre de la critique et le chou de «*beaucoup d›admiration pour le président de la République*» qui du reste – tenez-vous bien – la «*considère comme une mère*», tout en enchaînant: « *mais je suis désolée, je ne suis pas une mère qui accepte tout de ses enfants. Je sais donner des fessées quand il le faut*». Alors que Martelly mériterait plutôt des rigoisées pour son incapacité manifeste à se débarrasser de Sweet Micky, personnage fantasque, bohème, imprévisible, impulsif, qui a du mal à se libérer de sa défroque de musicien fou, excentrique et vagabond.

Selon Radio Magik, madame dit constater un flou autour du projet du président qui vise à permettre à 500.000 enfants d›avoir accès gratuitement à l›éducation. Chiffre revu à la baisse, depuis. Il serait autour de 130.00. Drôle de perspicacité maternelle qui ne s'est pas rendu compte dès le premier jour que son fiston n'est qu'un petit farceur qui au cours de sa campagne électorale voulait attirer des électeurs trop crédules et n'a pu séduire que des nigauds, des godiches, des benêts, des naïfs et des simples d'esprit. «*Rien de ce qui se dit autour de ce projet n'est encore clair*», **s'étonne «Maman Bijou»**. Elle finira bien par se rendre compte de l'opacité de l'affaire. D'ailleurs son instinct maternel l'avertit que «*la rentrée des classes ne peut pas attendre. Déjà, il est même trop tard pour parler de réouverture en septembre*». Je connais bien des enfants qui vont attendre jusqu'à devenir des pois tendres.

Priez bien le bon Dieu, «Maman Bijou», vous avez peut-être plus de chance du côté du Ciel que du côté des sonores extravagances du musicien devenu président par la grâce des Clinton, de Washington et de M. Mulet qui ont mis tout leur poids dans la balance, menacé le CEP croupion pour, en un premier temps, neutraliser les ambitions de Jude Célestin, et en un deuxième temps forcer Gaillot Dorsinville à de basses manœuvres nocturnes en faveur de leur poulain Micky pour en faire un président de la honte.

On ne s'attendait vraiment pas à voir Mgr. Louis Kébreau entrer en transe dans la danse déhanchante du carnaval Mickiste par un spectaculaire tour de rein en direction du président. L'heure du tambour et du goupillon. Joies lascives dessous la soutane. Et contrairement à madame Bijou qui a fait appel au «bon cœur» du musicien et aux préceptes du Nazaréen, notre prélat a préféré prendre la tête de la bande *òtofonik labe*. On sent «Papa Kébreau» encore sous le charme peu discret des frasques grouilladantes et obscènes du musicien connu pour ses honteux débordements de langage. En effet, ne vient-il pas, récemment, de demander au «président» de «*mettre son pantalon de Sweet Micky pour pouvoir diriger ce pays*». **Selon l'homme d'église** s'exprimant à l'espace «Invité du jour» de radio Vision 2000, **Martelly aurait besoin de la** «*fougue du musicien qu'il était pour gouverner le pays*». Déclaration que «*plus d'un qualifient déjà de scandaleux*», lit-on dans Le Nouvelliste du 9 aout 2011. **Mgr. Kébreau rêverait-il de voir** son lubrique Micky jouer fougueusement nu sur le toit du Palais national, fesses au vent? **Fougue fessière, ardeur à lâcher des gros mots lascifs et injurieux, ferveur libidineuse à guetter votre maman. Voilà à quoi se résume Micky en qui «Papa Kébreau» s'entête à mettre toutes ses complaisances. Ecoutez-le (divaguer).**

Et toujours selon Le Nouvelliste : «*Alors que des parlementaires demandent à Michel Martelly d'abandonner son côté fantasque et impulsif afin de s'adapter à sa stature d'homme d'Etat, le président de la Conférence épiscopale d'Haïti, l'Archevêque du Cap, Louis Kébreau, croit qu'il lui faut faire l'inverse*». Le mec n'en a pas assez fait de sordides pitreries et d'obscènes bouffonneries. Il a fallu qu'un homme d'église vienne mettre l'abcès sous le clou pour ajouter au scandale international. Scandale à ce point éclaboussant que la présidente de l'Argentine vient de trouver malséant et peut-être nauséabond de recevoir à la Casa Rosada un mec aussi inquiétant et excentrique que peu fréquentable.

On est alors conduit à se demander si le bon Dieu lui-même ne pratique pas une sorte de politique de roule-moi des deux bords, en glissant à l'oreille de Mme Bijou de conseiller le chemin de la vertu au président, et à l'ecclésiastique de faire l'inverse, c'est-à-dire recommander au président du konpa de rester sur le chemin du vice, du dévergondage, de l'inconduite, de l'immoralité, bref du péché et de la damnation éternelle. *Libera eum, Domine, de morte politica.* **Libère-le, Seigneur d'une mort politique.** *Et salvam fac rem publicam*. Et protège la république.

Muscadin Jean Yves Jason vle wete viktim 12 janvye yo sou Channmas la



Kèk tant viktim 12 janvye yo sou Chanmas la anfas palè nasyonal

Majistra Pòtoprens lan, Muscadin Jean Yves Jason menase pou l wete viktim tranblemanntè 12 janvye 2010 yo san Leta pa ba yo kay pou yo rete. Majistra kache dèyè fenomèn ensekirite a pou l deplase moun yo sou Channmas la.

Apre tranblemanntè a kominote entènasyonal la te bay Ayiti yon èd finansye, ki evalye a 4 milya dola vèt. Lajan sa te pase nan men ONG yo ak gouvènman ayisyen an, jounen jodi a genyen plis pase yon milyon viktim k ap viv toutjou anba tant, kote lapli ap mouye yo, solèy ap seche yo, Kolera menm ap taye banda epi anba gwo menas espilsyon fòse anba men mèt tè yo.

Se nan sans sa a Rasanbleman Viktim 12 janvye 2010 yo (RAVIK 12 janvye 2010) te rele laprès madi 16 out la pou opinyon nasyonal kou entènasyonal sou tray y ap pase anba men otorite yo nan peyi a e ki dispozisyon y ap pran pou fòse otorite yo tande revandikasyon yo. :Nou menm viktim potansyèl tranblemanntè 12 janvye 2010 yo, nou sòti nan silans nou pou nou adrese n ak Leta peyi nou paske, « pitit pa kriye pa bezwen tete ». Nou menm sinistre k ap goumen ak lavi chak jou anba solèy, lapli ak van nan kan yo, nou lage 2 bra balanse san sekou. Nou pèdi tout avwa nou, nou pèdi pitit nou, papa, manman, madanm, mari, sè, frè ak pwòch nou.

Soufrans, kalamite, emosyon fè nou prèske bliye si nou se moun. Pirèd otorite peyi a pa gen menm atitid ak nou. Kòmsi nou menm viktim tranblemanntè 12 janvye yo nou pa gen dwa pou n viv tankou moun. Sevre nou se reskape lanmò , nou pa t poukont nou, menm zòt sòti kite nou nan lanfè a



Majistra Pòtoprens lan, Muscadin Jean Yves Jason

paske kondisyon ekonomik yo pa t pi mal pase sa. « Anba anba nèt, mal sele k ap foule », wi se nou ki foule a, jouk jounen jodi a gou anmè a toujou nan bouch nou.

Anba tonèl malè nou, yo te envite nou, pou n al vote, se te yon devwa. Men kounye a, yo vyole dwa nou, pou yo rekonpanse nou se ak kout baton, zam fannfwa yo vle dechouke lavi nou « granmesi chen se kout baton ». nan kanpay elektoral kandida tout koulè monte desann nan tout kan ebèjeman yo, yo tout te gen pwojè retire viktim yo nan yo. Pibèl pwomès yo se nan dezyèm tou kanpay elektoral yo. Kandida ki la jounen jodi a te gen nan men li 5000 kay pou viktim nan kan yo, se sèlman pouvwa li te manke pou li te distribye yo bay viktim yo. Nou vote li avèk gwo espwa kounye a li chèf Leta tout pouvwa yo nan men li. 3 mwa gentan pase, kòm rekonpans nou wè :

1) se majsitra yo lage nan dengonn viktim yo.

2) Lapolis ak Minustah k ap ban nou baton ak gaz.

3) Kolera pi rèd, Tèt kale nan kò nou

4) Se timoun 12 zan k ap ansent nan kan yo

Mezanmi kote 5000 kay yo ? Yo bloke sou lanmè ? Yo poko ka retire nou nan kan dife lanfè yo alewè pou lekòl gratis obligatwa pou timoun viktim yo anba tant: van, lapli, solèy elatriye.

Nou pa ta kwè byen bonè konsa se ta politik zoboukechen an k ap aplike la: "Menmman parèyman". Otes toi que je m'y mette" "et quand on veut tuer son chien on l'accuse de rage". Kòmsi viktim 12 janvye yo ki toujou anba tant yo ta gentan jounen jodi a kriminèl, kidnapè, zenglendo, kidonk viktim yo pa sitwayen ankò yo pèdi dwa vòt yo, kounye a fòk yo dechouke yo, netwaye vil yo, renmèt espas la vit, kounye a se « viv laprezidans , aba pèp ». Pa konsekan, nou menm viktim 12 janvye 2010 yo, k ap soufri nan kan yo, n ap rete mobilize pou nou ka jwenn kay, travay ak lekòl gratis obligatwa. Tann modòd, paske se : Pèp k ap goumen ki gen viktwa.

Viv lit viktim 12 janvye yo 2010 !

Aba dekourajman !

Yves Pierre-Louis

Martelly pran yon souflèt an Ajantin



Martelly ak Prezidan Chilyen an Sebastian Pinera



Cristina Fernandez de Kirchner

Sou envitasyon prezidan Chili ak Ajantin lan, Sebastian Pinera ak Cristina Fernandez de Kirchner, prezidan Tèt Kale ayisyen an, Michel Joseph Martelly ki pa janm koupe fache ak vye pratik Sweet Micky yo, te pati kite Ayiti ki chaje ak pwoblèm, pou l al rankontre ak mesye dam sa yo. Martelly te kite Ayiti nan yon Dyèt li toujou lwe pou mil 500 dola vèt chak inèdtan pou l vwayaje ak ekip li yo, mèkredi 10 out la pou l te retounen dimanch 14 Out la. Premye kout pye misye fè li te fè l nan peyi Chili, etan l te nan peyi Chili ap bwè gwòg li, koule chanpay, monte desann al gade kijan dirijan peyi sa a òganize yo lakay, gade plan sekirite peyi a elatriye, se konsa, ministè Afè Etranjè peyi Ajantin lan fè konnen, yon kominike li te fè sòti vandredi 12 out la gran bonè nan maten randevou politik li te genyen ak chef Leta ayisyen an pap ka fèt ankò paske tou senpman li genyen yon bèlfi li ki fè yon avòtman. Abandone yon randevou politik ak yon chef Leta ki deplase, ki nan wout pou l al rankontre yon lòt chef Leta nan peyi l, pou rezon sepman familial la se yon souflèt pou diplomasi ak prezidan ayisyen an.

Aprè imilyasyon sa a, prezidan Martelly te depeche yon delegasyon ki te genyen nan tèt li konseye politik li sou kesyon entènasyonal yo, Daniel Supplice pou al chita pale ak responsab ministè defans peyi Ajantin lan. Lè l te retounen dimanch lan ak prezidan li an, men sa l te di lè li te diskite ak parèy li yo : " Nou te pale sou 3 bagay: pozisyon ekip Martelly a sou kesyon Minustah a e nou te di yo, Minustah enpòtan pou nou, men li pa ka rete an ayiti pou tout tan, lòske nou fin mete fòs pa nou an kanpe, ki pou ban nou sekirite, Minustah prale yon aprè lòt. Dezyèm bagay yo te vle konnen, èske prezidan Martelly ta vle chanje manda Minustah, nou te reponn prezidan Martelly byenklè sou kesyon sa a, li di l plizyè fwa, Minustah pa ka rete yon misyon pou mete lapè, paske an Ayiti pa genyen yon sitiyasyon patikilye ki egzije prezans yon fòs militè. Lènmi peyi a se sou-devlopman, grangou ak mizè, kidonk li ta pi bon pou fòs Minustah a ta transfòme, pou l tounen yon fòs k ap fè devlopman, nan fè wout, fè kanal, pon ki t ap pi itil pou nou. Twazyèm pwen an yo te soulve ak nou, kòm nou toujou di nou vle yon fòs defans nasyonal, nou te esplike yo sa nou genyen nan tèt nou, nou te di yo tou sepman, genyen 2 aspè nan kesyon sa a, aspè defans nasyonal la ak aspè sekirite piblik la. Sekirite piblik la se

Suite à la page (15)

Zòn Franch, Pak endistriyèl, Faktori: Move chwa ekonomik pou rezoud chomaj nan peyi Dayiti

Koze mete popilasyon peyi a nan travay pa janm jwenn bon repons nan men responsab Leta yo. Majorite popilasyon an ap viv nan milye riral. Se la pou yo ta koumanse mete travay, òganize travayè yo nan aktivite ki pi enpòtan pou peyi a, sa vle di nan agrikilti, nan elvay, nan lapèch, nan atizana, nan touris lokal. Se pa sa dirijan Leta yo janm fè nan tout listwa peyi a. Popilasyon milye riral la, popilasyon sou fwontyè a, popilasyon sou zile yo, se yo ki pi abandone nan peyi a; chak ane gen plis pase 100 mil moun k ap kite andeyò pou debake lavil.

Leta chwazi fè politik anfavè popilasyon lavil kont popilasyon nan milye riral la.

Avèk divival moun k ap kouri kite milye riral la pou antre chache lavi miyò nan kapital la, zòn boulvès politik yo vin plis chita nan Pòtoprens ak lòt vil ki gen gwo konsantrasyon yo tankou Okap, Gonayiv, Podpè, Okay. Gouvènman yo plis chache gen kontwòl bidonvil yo ki kapab sous enstabilite politik pou yo. Tanzantan, dirijan Leta yo inogire yon dispansè, yon fontèn dlo potab, yon ti lekòl, mete kèk adoken nan kèk riyèl, yon fason pou jere popilasyon katye popilè yo ki gen kapasite



Yon faktori rad an Ayiti

fè bri, fè manifestasyon kont yo. Politik fasilite komès enpòtasyon manje nan bese taks ladwann, pèmèt manje sinistre antre nan peyi a, patisipe nan kase pri manje ki sòti nan milye riral la, nan apovri travayè latè pou louvri vant peyi a pi rèd. Nan sans sa a Leta pa gen ankenn enterè, ni volonte pou poze epi rezoud yonn nan pi gwo pwoblèm serye ki gen nan peyi a, ki se kesyon chomay la, kesyon mete pèp la nan travay pou li jwenn solisyon ak mizè li, kit se nan nivo edikasyon, sante, lojman, grangou, elatriye.

Majorite fòs kouray ak entelijans popilasyon an ap gaspiye akòz enkapasite ak malfezans Leta ayisyen.

Dabò nan kesyon travay la, an nou raple biwo Leta yo, nan tout peyi a apèn bay 60.000 dyòb. Sekte prive biznis fòmel la, sa vle di ansanm antrepriz ki anrejistre nan DGI, ki deklare kantite anplwaye yo genyen, kantite anplwaye ak ouvriye sa yo pa depase 200.000. Sa vle di pou tout peyi a, anplwaye leta plis anplwaye ak ouvriye sektè prive

Suite à la page (15)

L'archevêque du Cap-Haïtien réclame le Sweet Micky musicien



Monseigneur Kébreau est-il donc impatient de voir revenir dans le vieux musée de Fort Dimanche, les redoutables membres de la milice paramilitaire des VSN « Volontaires de la Sécurité Nationale »

Par Jackson Rateau

Le mardi 9 août dernier, l'archevêque du Cap-Haïtien, Louis Kébreau, dans un entretien avec la Radio Vision 2000 à Port-au-Prince, a suggéré au nouveau président d'Haïti Michel Martelly, que s'il veut vraiment diriger le pays, il doit se revêtir de ses vieilles défroques de Sweet Micky et faire montre de sa fougue de musicien *engendré*. Tandis que, certains parlementaires de la 49e législature, de leur côté, lui ont conseillé que l'unique façon de se comporter en chef d'Etat, est de se dépouiller de ses fantasmes, de ses impulsions, de ses 'tanga', de ses 'bastingal', de ses jupettes et de ses juppe-culottes.

Mais, depuis quelques temps, plus d'un ont constaté qu'il s'agit d'une véritable confusion autour du personnage trop controversé. Le candidat Sweet Micky Martelly, tout au long de sa campagne électorale, avait essayé d'insinuer dans l'esprit de certains écervelés, que Michel Martelly et Sweet Micky sont deux personnages. Histoire d'amadouer les esprits pour sauvegarder sa moralité. Demandez-donc comment va-t-on procéder pour dissocier ces deux personnages. Car, chasser le naturel, il revient au galop, dit le vieux proverbe.

L'archevêque Kébreau, le monseigneur ou seigneur lui-même, que sais-je, invite son burlesque président à redevenir Sweet Micky, le chanteur obscène à brandir sa guitare tel un 'bazooka' géant, sinon, il ne pourra jamais diriger le pays de nos ancêtres. Mais, souvenez-vous monsieur le président-maître chanteur, que ce pays appartient à une race rebelle qui avait défié la plus puissante armée du 18e siècle.

Ce qui revient à réaliser que, selon l'archevêque, le président doit enfiler le veston d'acier de Papa Doc Duvalier. Question de nostalgie d'antan. Le seigneur, «notre» seigneur, monseigneur Kébreau est-il donc impatient de voir revenir dans le vieux musée de Fort Dimanche, les redoutables VSN, épouvantails en gros bleu aux foulards cramoisis enfilés dans des boîtes d'allumettes ?

« *Je lui ai dit qu'il fallait vraiment mettre son pantalon de Sweet Micky pour pouvoir diriger ce pays. On ne peut pas vivre dans la tergiversation pour pouvoir vraiment remette Haïti sur les rails… Nous vivons dans un pays de marronnage* ».

Oui ! L'archevêque Kébreau reconnaît le rôle du marronnage dans l'histoire de la longue lutte de libération de notre peuple, dans l'histoire de la longue bataille pour la suppression de la servitude.

L'ecclésiastique se cache-t-il sous une soutane de déveine pour préconiser une nouvelle ère de violence duvaliérienne ? On est en droit de se le demander. Il a même tenté de s'expliquer ainsi : « *On ne peut plus tergiverser aujourd'hui. On ne peut plus jouer avec la vie de 8 millions d'habitants…* », mais notre monseigneur oublie vite qu'il avait aidé Guy Philippe et ses acolytes à mettre en péril la souveraineté de la nation.

Au Secours : la droite macoute revient !

Par Evens Dubois

La chute de la dictature des Duvalier avait mis sous le boisseau une certaine droite haïtienne orpheline d'un leader et en panne d'idées. D'aucuns avaient interprété ses velléités de faire obstacle à tout changement comme un combat d'arrière garde, visant à ne pas disparaître complètement du paysage politique. Une grande partie de la population avait vomi cette entité malgré les intermèdes des généraux Henry Namphy et Prosper Avril.

Le peuple haïtien avait consenti à d'énormes sacrifices comme en témoignent les luttes en faveur des libertés démocratiques lors de la transition (1986-1990). Ce rejet s'est affirmé et affermi avec l'élection du Prêtre Jean-Bertrand Aristide à la magistrature suprême de l'Etat. Une façon magistrale de signifier au monde entier la rupture avec l'entité macoute. Mais le coup d'Etat du 30 septembre 1991 était venu comme une piqûre de rappel pour souligner la capacité de nuisance des sbires du statu quo ante. La droite macoute n'a jamais pu engranger des points ni obtenir un score honorable dans toutes les élections organisées avant novembre 2010. C'est à cette date que les élections/sélections avaient propulsé au deuxième tour deux éléments de droite, sous la pression de la Communauté internationale, Mirlande Manigat et Michel Martelly, alias Sweet Miki son nom de night clubs et autres endroits sordides.



De gauche à droite : Me Grégory Mayard Paul, Me Gervais Charles, Jean Fritz Jean-Louis et Klaus Eberwein (Photo: Robenson Geffrard, Le Nouvelliste)

Finalement, le travesti-politicien a eu gain de cause avec l'appui des concepteurs du 29 février 2004. Michel Martelly n'a jamais caché son accointance avec la frange la plus réactionnaire d'un secteur de la population (la hiérarchie de l'église catholique, des éléments de la défunte armée et l'oligarchie). Son avènement frauduleux à la tête du pays flotte comme un parfum de mauvaise odeur. Ses démarches semblent, pour l'instant, fédérer une certaine partie de la droite derrière lui à quelque exceptions près : Mirlande Manigat fait de la résistance. Cette droite qui gravite autour de lui conserve les mêmes reflexes, la même mentalité, la même étroitesse d'esprit et la même arrogance. On dirait que le temps s'est arrêté le 7 février 1986.

Quand Michel Martelly parle, dans les médias, le timbre de sa voix, un tantinet désagréable, traduit l'esprit du petit chef qui le caractérise. Fort heureusement, Père l'Eternel n'a pas encore inventé la machine à remonter le temps. Sinon, tous les acquis démocratiques seraient effacés pronto, pronto. Cette droite macoute a un contentieux historique à régler avec le peuple haïtien. Son drame a viré à la psychanalyse. Elle n'a jamais accepté le traumatisme de la perte du pouvoir vingt-cinq ans plutôt. Le secteur démocratique avait volé le pouvoir macoute: il faut se le réapproprier quitte à prendre une revanche sur cette époque. La chute de la dictature des Duvalier a permis l'émergence du puissant mouvement des masses populaires écartées depuis des lustres dans les affaires de ce pays. Tous les gouvernements néo-duvaliéristes et assimilés comme celui de Gérard Latortue ont utilisé de gros moyens comme ceux du massacre de la ruelle Vaillant, lors des élections avortées du 29 novembre 1987, la terreur installée dans les quartiers populaires au lendemain du coup d'Etat du 29 février 2004.

Cette droite macoute n'a jamais pardonné au peuple de vouloir faire la politique, entendez par là, le droit de choisir ses dirigeants, de participer aux affaires du pays, de revendiquer une vie meilleure et de ne plus accepter de vivre comme des bêtes de somme. Michel Martelly , alias Sweet Miki est venu, avec sa clique de revanchards, exacerber les contradictions de cette société, frisant le néo-colonialisme, approfondir beaucoup plus les inégalités dans un pays sans repères ou le bling-bling tient lieu de moralité.

La droite haïtienne n'a jamais placé le bien-être de la population au centre de ses préoccupations. Ses clients ont toujours soutenu un pouvoir fort, appuyé par des forces répressives créées pour mater tout mouvement populaire revendicatif. Ils sont allergiques aux troubles sociaux, synonymes de remise en question de l'accaparement du pouvoir par un petit groupe. Cette droite, très rétrograde, n'a jamais eu une vision et n'a jamais le sens de l'histoire. Elle est partisane d'un discours musclé. Elle joue sur la division et sur la peur. En ce sens, la réaction du monarque de Péguy-ville, lors de la soi-disant tentative d'assassinat sur sa personne, au Cap –Haïtien, est très significative. De plus, dresser une typologie de la droite haïtienne est un véritable obstacle. C'est un fourre-tout idéologique où les adeptes du désengagement de l'Etat, cohabitent avec une approche étatiste, des individus rêvent d'une élection au second degré sous prétexte que le peuple est analphabète et ne peut choisir ses dirigeants.

Les Haïtiens ont besoin de croire en l'avenir, créer des perspectives sans interférences étrangères. Il ne s'agit pas de réécrire le passé en clamant à tout bout de champ que rien n'a été fait durant ces vingt cinq dernières années, mais de construire l'avenir. La droite dirigée par Michel Martelly alias Sweet Miki est l'ennemi de la Nation. Il faut l'apport de tous les démocrates pour lui barrer la route. Il faut travailler à son échec. Cette droite et le fantoche Sweet Miki ne sont pas à la hauteur de cette société à construire, sinon à réinventer.

Michel Joseph Martelly, trois mois plus tard

Par Catherine Charlemagne

Dans quelques jours, le Président Michel Joseph Martelly atteindra ses cent premiers jours à la tête d'Haïti. Quel sentiment a-t-il de ces trois mois passés aux commandes de ce pays qui, selon certains, recherche un Commandeur à la manière d'un James Bond, au service de sa Majesté ? Est-il satisfait de sa réussite ou est-il déçu de sa performance ? Quant à nous, nous attendons encore avant de tirer une quelconque conclusion. Loin de jeter de l'huile sur le feu, l'on tentera, au moment opportun, de regarder ce qui a marché et ce qui n'a pas marché et pourquoi. Néanmoins, trois mois après toute prise de fonction ou de responsabilité, il demeure nécessaire pour l'intéressé de tirer un bilan, même partiel, de ses activités afin de savoir s'il est utile de continuer ou de s'arrêter.

Après tout, être à la tête ou être responsable d'une institution, d'un organisme, voire d'un Etat, cela suppose qu'on a un objectif clair, un plan précis et surtout une vision de ce qu'on entend faire de cette entité. Dans le cas d'un directeur général, en principe ses chefs hiérarchiques lui donnent une lettre de mission à laquelle s'adjoint un cahier des charges dont il est responsable de la réussite ou de l'échec. Pour un Premier ministre, c'est par sa déclaration de politique générale qu'il s'engage, devant l'Assemblée Nationale dont il est responsable, à mettre en œuvre la politique du nouveau gouvernement. Un Président de la République n'échappe pas à cette règle.

Il a une obligation de résultat comme les autres dans la mesure où il est supposé prendre ses fonctions après avoir été élu avec un programme clé en main. D'où l'idée qui est faite par tout le monde et les observateurs politiques en particulier qu'à près de cent jours, soit plus de trois mois passés à diriger les affaires de la Cité, il faut un premier bilan, histoire de savoir si oui ou non les choses se passent comme on les avait prévues. Dans le cas du Président Martelly, l'on se souvient que l'équipe de la présidence avait attiré l'attention des médias et de la population sur ses éventuelles réalisations durant ses 30 premiers jours à la présidence haïtienne.

Une démarche qu'on avait trouvée surprenante pour la simple raison que le chef de l'Etat était déjà dans l'impasse avec la désignation de son premier Premier ministre. Et à ce moment on avait même écrit que les Conseillers du chef de l'Etat auraient dû lui déconseiller de ne pas trop en faire, car il n'y avait pas de quoi. Aujourd'hui, la donne est un peu différente même si la situation politique n'a point évolué pour le Président. Après plus de trois mois, en effet, il y a, pour le chef de l'Etat, suffisamment d'éléments capables de lui fournir les moyens de porter un jugement même relatif sur sa propre présidence.

Il dispose des données, certes minimes, mais pouvant lui permettre de tirer ce premier bilan en tant que premier mandataire de la République. Tout d'abord, quel a été l'apport de ses différents déplacements à l'étranger et à travers le pays ? Selon lui, ces voyages changent-ils les regards des étrangers vis-à-vis du pays ? Et sur le plan intérieur, la population a-t-elle tiré un quelconque bénéfice de tous ces déplacements ? Voilà déjà sur quoi l'équipe présidentielle peut déjà travailler pour attirer l'attention de ses patrons.

Naturellement, en-dehors des problèmes sociaux existants auxquels le Président tente de trouver des solutions à sa manière, sans grande réussite pour le moment, il reste ces deux épineuses questions à répondre. Le Président Martelly pourra-t-il mettre en œuvre sa première promesse électorale, à savoir envoyer des milliers d'enfants supplémentaires à l'école grâce à des millions de dollars déjà cumulés en provenance de la diaspora ? Rien n'est moins sûr du fait qu'aujourd'hui encore, rien n'est vraiment défini sur comment utiliser cette somme placée pour le moment sous la responsabilité de la Banque centrale d'Haïti (BCH). Car, après tout, nous vivons jusqu'à maintenant dans un régime démocratique où le Parlement a un regard non négligeable sur le budget de fonctionnement de nos institutions.

A aucun moment et ceci même pour la bonne cause, le Président de la République ne peut se permettre d'utiliser les fonds des contribuables sans l'aval des parlementaires. Bref, cet argent amassé par le biais des différents bureaux de transfert d'argent des compatriotes de l'étranger attend qu'on décide légalement de son sort. Le chef de l'Etat, dans son bilan, peut bien se targuer d'avoir fait rentrer dans les caisses de la banque centrale des millions de dollars de la diaspora, mais ces fonds demeurent donc intouchables jusqu'à ce que le Parlement dise son dernier mot d'après la Constitution, s'agissant d'une nouvelle taxe. Concrètement, peut-on dire que le Président a un bilan près de cent jours après son investiture à la présidence de la République ? La réponse est sans conteste oui.

En revanche, a-t-il réalisé des choses concrètes? Pas vraiment. Sinon rien. Et là, nous sommes obligés de revenir dans le cul-de-sac dans lequel s'est engouffré le chef de l'Etat avec le Parlement dans la désignation de son Premier ministre. Incontestablement, c'est le point noir du premier bilan de Michel Martelly. Certes, il n'avait pas perdu de temps pour désigner Daniel Gérard Rouzier. Mais depuis, on sait qu'il n'avait pas donné suffisamment de provisions à ce dernier pour mener à bien les négociations avec le Parlement. Etant chef de l'exécutif, la faute lui incombe naturellement.

Le cas de Me. Bernard Gousse a fini par faire perdre au chef de l'Etat une partie de son crédit auprès de l'opinion publique voire de la Communauté internationale ne comprenant pas son obstination à désigner une personnalité aussi décriée par une majorité des parlementaires. Après deux échecs politiques consécutifs, personne, même la plus déterminée, ne peut sortir renforcée d'une telle épreuve. Malgré toute la fougue qui caractérise l'aptitude du Président et son coté fonceur à l'instar d'un Zorro ne fuyant devant aucun danger, ce sont plutôt ses faiblesses que les spécialistes relèvent dans ses discours. Loin de gagner la partie, le Président fait comme si de rien n'était et se présente en victime du pouvoir législatif sans tenir compte de sa non représentativité dans les deux Chambres.

La preuve de cette faiblesse dont parlent les experts en science politique c'est quand le chef de l'Etat évoque de la « dictature parlementaire » pour expliquer son double échec face au Parlement. Pour eux, c'est la preuve que le Président ne tire ou n'a tiré aucune leçon de la manière dont il a abordé la problématique de désignation de son Premier ministre face à une assemblée qui lui est hostile. Or, tous les observateurs politiques savent qu'à partir du moment où un pouvoir exécutif commence à parler de dictature du Parlement, c'est qu'il a lui-même une mauvaise idée en tête : celle d'instaurer sa propre dictature. Dans sa dernière interview sur radio Canada, le Président n'a-t-il pas évoqué l'hypothèse de gouverner par décret, histoire de contrecarrer, pense-t-il, le pouvoir constitutionnel du Parlement.

On s'étonne d'ailleurs que le Président Martelly puisse faire allusion à un tel scénario catastrophe sachant qu'il n'a aucune chance de concrétiser un tel projet machiavélique. La conjoncture politique nationale, régionale et internationale ne lui permettrait jamais de mettre ce souhait à exécution. D'ailleurs, par un tel discours irresponsable, le Président Michel Joseph Martelly ne fait qu'accentuer la méfiance que certains avaient envers lui bien avant son élection. Nous l'avons dit et redit, aujourd'hui en Haïti, il n'y a point de place à la dictature. Et ce, quelle qu'elle soit. Mario Andrésol, le Directeur général de la police haïtienne l'a très bien compris quand il a déclaré : « *Si la force pouvait garantir le pouvoir, de nombreux régimes seraient encore en place* ».

Pourtant, ce vétéran de l'ancienne Forces armées d'Haïti (FADH), synonyme de coup d'Etat et de coup tordus, sait de quoi il parle. Il a vu des dictateurs ou des têtes brûlées s'écrouler comme des châteaux de cartes. Finalement le patron de la police a donné une belle leçon de démocratie aux Conseillers du Président qui le poussent à la faute : « *Les choses ne peuvent pas se faire au moyen de la force ou de façon arbitraire* » dit-il en sortant de sa convocation au Sénat. Personne, en tout cas aucun Haïtien censé ne se réjouit de l'absence d'un nouveau gouvernement dans le pays.

L'actuel Premier ministre, Jean-Max Bellerive et son gouvernement démissionnaire sont épuisés et forcément inefficaces. Ils ne répondent plus à l'aspiration et à l'attente de la population. Avec la rentrée scolaire, les choses risquent de se gâter et la tension monter d'un cran contre le pouvoir. Le Président Martelly a le plus grand intérêt de trouver rapidement une porte de sortie avec les parlementaires en vue de la désignation d'une personnalité capable de transcender entre un pouvoir exécutif qui n'inspire pas confiance et un pouvoir législatif soucieux de sauvegarder ses prérogatives constitutionnelles et politiques.

On comprend que le Président, avant de se faire élire pensait que c'était facile de diriger un pays, il suffisait d'avoir le pouvoir. Mais après trois mois passés au Palais National, il doit se rendre à l'évidence qu'il ne suffit pas de s'habiller en marinière ou d'avoir le pied marin pour devenir capitaine de bateau. S'il veut arriver à bon port avec tout le monde à bord, comme il le répète souvent, il doit garder : Tèt Frèt (tête froide).

C.C

Qu'est-ce qui est à la base de la démission du directeur d'Oxfam en Haïti ?

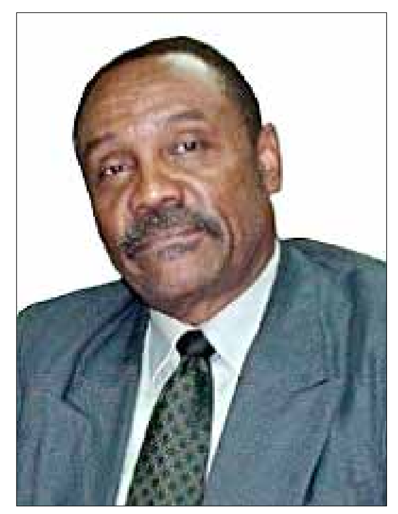
Par Yves Pierre-Louis

Oxfam, une organisation internationale non-gouvernementale, a fait objet d'un scandale de corruption depuis quelques jours, ce qui a provoqué la suspension d'une partie de son personnel en Haïti et la démission de son directeur en Haïti, Roland Van Hauwerneiren. Selon une agence en ligne, Alertnet, une enquête a été diligentée pour déterminer les vraies causes et qui sont responsables des actes d'inconduite au sein de cette organisation.

La porte-parole de l'organisation humanitaire internationale, Jen Corlew, qui n'a pas voulu fournir des détails sur les raisons de ces suspensions, a annoncé la fin de l'enquête d'ici la fin du mois d'août. Cette investigation devra révéler quelles sont les personnes impliquées dans des actes d'inconduite, combien elles sont et ce qui leur est reprochée. « *Ce que nous voulons, c'est d'être responsable et transparent sur ce qui s'est passé, mais malheureusement c'est difficile.* » a-t-elle déclaré. «*Nous ne sommes pas en mesure de divulguer des renseignements jusqu'à ce que l'enquête soit terminée.*»

La directrice exécutive d'Oxfam Grande Bretagne (GB) Barbara Stocking, pour sa part a déclaré que « *l'organisation ne tolère jamais les fautes de ses travailleurs humanitaires. Nous allons prendre des mesures énergiques et immédiates en attendant le résultat de l'enquête,* » a-t-elle indiqué.

La directrice régionale d'Oxfam GB pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Françoise Vanni, elle aussi a indiqué qu'au moins cinq membres du personnel de l'organisation ont été impliqués dans des actes de mauvaise conduite. « *Oxfam prend les problèmes de mauvaise conduite de son personnel très au sérieux et prendra des mesures drastiques*



Roland Van Hauwerneiren directeur d'Oxfam en Haïti

contre toute personne reconnue coupable de mauvaise conduite, » a-t-elle ajouté.

Selon les informations fournies par les responsables de l'Oxfam après le tremblement de terre du 12 janvier 2011 en Haïti, l'organisation a collecté environ 98 millions de dollars US pour aider les victimes de cette catastrophe. Ce scandale de corruption ou/et de mauvaise conduite a provoqué la démission du directeur Van Hauwerneiren.

Par ailleurs, dans un rapport publié le 6 janvier 2011 soit environ un an après le tremblement de terre qui a ravagé trois départements du pays, Van Hauwerneiren a ouvertement critiqué la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH), dirigée par Bill Clinton et Jean-Max Bellerive, respectivement ancien président des Etats-Unis et actuel Premier ministre démissionnaire d'Haïti. Selon le rapport, environ 12 mois après le séisme, aucun des projets majeurs de reconstruction n'a débuté et l'organisation recommande à ce que la commission s'investisse d'avantage pour impliquer les ministères, les collectivités territoriales et la population haïtienne dans le processus de planification et de la mise en œuvre des projets.

C'est « *une année de tâtonnement qui a mis la reconstruction d'Haïti en suspens,* » écrit-il, un an après le séisme du 12 janvier 2010. « *Près d'un million de personne vivent encore sous les tentes ou des bâches et ne savent toujours pas quand ils pourront rentrer chez eux.* » Il a en outre indiqué que la plupart des fonds décaissés pour le pays sont pour des logements de transition et peu d'argent pour déblayer les décombres ou réparer les maisons. Soit un an après, 5% des décombres ont été dégagés et à peine 15% des logements temporaires et base nécessaires ont été construits.

Il a conclu pour dire : « *malheureusement, la CIRH, sous forte pression des Etats-Unis, n'est jusqu'à présent pas parvenue à remplir sa mission.* »

Selon toute analyse faite sur ce dossier d'Oxfam-Haïti, peut-on conclure est-ce la mauvaise conduite qui n'implique pas vraisemblablement des incidents de fraude ou bien des critiques sévères portées contre l'inaction de la CIRH qui a coûté la tête du directeur de l'Oxfam-Haïti, Roland Van Hauwerneiren ?

Et, malgré toutes les critiques fondées portées contre cet instrument de domination qu'est la CIRH, le président Martelly a recommandé de la reconduire pour un nouveau mandat. Pour s'assurer de sa reconstruction, il a nommé six nouveaux membres, presque tous de son cercle intime. Il s'agit de : Laurent Lamothe, Patrick Rouzier, Klaus Eberwein, Hérold Charles, Serge Coles Jr., et Jean Louis.

Différentes organisations progressistes et populaires exigent la fin de la CIRH pour que chaque ministère et les collectivités territoriales chargées du développement du pays puissent remplir leur mission.

Foreign Interests Mar Haiti's Recovery

Political disputes and foreign intervention lie at the root of Haiti's seemingly intractable problems

By Roger Annis

It has now been five months since the conclusion of Haiti's two-round presidential and legislative national elections. The presidential winner, Michel Martelly, has failed to form a government that might begin to tackle the enormous challenges facing the country. This failure is mainly because Martelly has insisted on nominating only his right-wing cronies for the post of Prime Minister.

The legislature (whose approval is required) has recently rejected Martelly's second nomination, that of former *de facto* Justice Minister Bernard Gousse. The Parliament has clearly indicated that it will not accept such unilateral nominations. Indeed, the Constitution instructs the President to choose a candidate "*in consultation*" with the heads of Haiti's two legislative houses. But President Martelly refuses to do this, vainly trying to stir up popular outrage at "*stubborn and unreasonable*" legislators in order to get his way. Instead of a reconstruction plan, Haiti gets a debilitating and destructive political dispute.

Martelly's provocative conduct outstrips his feeble mandate. The election that hoisted him to power was marred by many obstacles to voter participation, including the massive disruption caused by the earthquake, inadequate and fraudulent voter registration, and an insufficient number of voting stations (a fraction of what existed in previous elections). Haiti's largest political party – the Fanmi Lavalas of former president Jean Bertrand Aristide – along with smaller parties were banned from running. In the end, less than 25% of the electorate participated.

Haitian and international political-rights organizations (including 45 members of the U.S. Congress) said from the get-go that a fair election could not be held under these circumstances. But the foreign powers that have dominated Haiti since Aristide's overthrow in 2004 were determined to get a pliant and reliable president into office. They paid for the election and dismissed all criticism of its shortcomings, as recent WikiLeaked U.S. Embassy cables published by *Haïti Liberté* have shown.

Critics were proven correct during the vote's chaotic first round on Nov. 28, 2010, which was called a "*fraud*" or "*fiasco*" by almost every independent observer on the ground. Capitalizing on the confusion, Washington meddled via its Organization of American States (OAS) to name the run-off candidates, who advanced to a second round on Mar. 20, 2011. As planned, the winner, Martelly, is a trustworthy representative of Haiti's economic elite and its foreign allies.

Foreign powers have conspired for decades to enfeeble Haiti's government and national institutions, a history that Dr. Paul Farmer explains forcefully in his just-published book, *Haiti After the Earthquake*. Martelly's election is just another chapter in this long story.

On Jun. 28, 2011, the International Crisis Group (ICG) released a report on the post-earthquake humanitarian crisis. It said:

"*Although efforts to develop a shelter and resettlement policy began in May 2010, it is still being debated because there is no government interlocutor at a technical or policy level who can sign off on an option. …*

"The housing office (Entreprise publique de promotion des logements sociaux) still is without a comprehensive policy and effective authority to consolidate peace and order by improving urban housing. Nor does it have ministerial status or the capacity to bring together the core resources to respond to more than one million displaced. …

"Beyond a planned but not yet built industrial park [to the east of] Cap Haitien, there are few signs that Haiti is building back better since donors pledged to contribute more than $5.7 billion over 18 months and $10 billion over 10 years to finance recovery.

"Eighteen months after the earthquake, the future remains uncertain for most citizens – in part because they have not been sufficiently included in the decision-making processes. Forced evictions from camps have caused further disruption in the lives of the displaced.

Canadian media has reported next to nothing about Haiti's reconstruction plan, or lack thereof. While the ICG report, among others in recent months, looked at governance, shelter, health care (including the growing cholera epidemic), and other dimensions of Haiti's crisis in considerable detail, these issues have gone largely unreported in Canada. (The latest in-depth analysis on this topic in mainstream media appears in the Aug. 4 edition of *Rolling Stone*.)

Canadian government "*assistance*" to Haiti (as distinct from charity and NGO efforts) is focused exclusively on police training and equipping prisons and rarely examined.

Few of Canada's parliamentarians have shown any serious, ongoing interest in critically examining Haiti, or in proposing new ideas and alternative approaches. Parliament's Standing Committee on Foreign Affairs and International Development rarely discusses Haiti, and, when it does, it draws from limited and selective information sources.

A Canadian fact-finding delegation that I recently led to Haiti has issued a 17-page report on our findings. We observed a country in political and social crisis. Little measurable progress is being made towards meaningful and lasting development. We will circulate this report to members of Canada's Parliament, print and broadcast media, and the many social and political organizations that have shown interest and concern for Haiti. We hope this may encourage more discussion regarding Haiti's fate, including what has worked and what must change in Canada's role in providing assistance.

An earlier version of this article was published in the Canadian online journal ***The Mark****. Roger Annis lives in Vancouver, British Columbia and is co-ordinator of the Canada Haiti Action Network (CHAN). In late June, he returned from leading a three-person, 10-day fact-finding mission to Haiti. You can read the delegation's report on the CHAN website: www.canadahaitiaction.ca. Go to the "Human Rights Reports" page of the website.*

Bishop Kébreau's Ungodly Advice to President Martelly

By Wadner Pierre



Wadner Pierre

Haitian Bishop Louis Kébreau calls on President Martelly to enforce "law and order" after he dismissed Father Gérard Jean-Juste, a democracy activist, from his duties and supported his jailing.

Did Catholic Bishop Louis Kébreau, President of the Haitian Episcopal Conference, call on Haitian President Michel Martelly to be ruthless and dictatorial?

That is what many Haitians believe after Kébreau, the only bishop to attend Martelly's inauguration, urged the president to "*put his Sweet Micky pants on*" in order to "*put Haiti back on track,*" in an Aug. 11 interview published in the daily *Le Nouvelliste*. He later said that he was calling on Martelly to enforce "*law and order and discipline.*"

"*Sweet Micky*" was the name of Martelly's vulgar *konpa* music persona, whose greatest claim to fame was as the principal cheerleader for Haiti's bloody 1991 and 2004 coups d'état. "*Sweet Micky*" defended and celebrated the repression that followed Aristide's overthrows, during which a combined total of some 8,000 Haitians were killed.

Now President Martelly remains without a Prime Minister because both of his nominees – Daniel Gérard Rouzier and Bernard Honorat Gousse – were staunch defenders of the coups. The Parliament rejected both of them.

The Catholic Church hierarchy has a deplorable history of backing repression in Haiti. The Vatican, virtually alone in the world, recognized the Cédras military dictatorship of 1991-1994. Recent Wikileaks published by *Haïti Liberté* have exposed the Vatican's behind-the-scenes encouragement of and collaboration with U.S. efforts to undermine Haiti's elected government prior to the 2004 coup. After the coup, the Vatican told U.S. officials that it had "*no regrets*" about Aristide's ouster.

Responding to criticism, Bishop Kébreau said, on Radio Magik 9, that he was misinterpreted and that there was "*no question of repression, no question of dictatorship.*" He added that "*If we continue to undress the President, we will go nowhere.*"

I am outraged by Bishop Kébreau's hypocrisy and brazen partisan intervention in Haitian politics. I was a Catholic altar-boy at St. Claire's church in Ti Plas Kazo under the late Father Gérard Jean-Juste. He was a vocal supporter of Aristide and a courageous resister of the coups. For his defense of the poor and repressed, Father Jean-Juste was suspended from carrying out his priestly duties and three times imprisoned by the government of *de facto* Prime Minister Gérard Latortue (2004-2006). It was Bishop Kébreau himself who signed the letter to suspend Father Jean-Juste from his sacerdotal functions in 2006. Nor did Kébreau ever speak out against Father Jean-Juste's illegal and brutal imprisonment.

While human rights groups from around the world, including Amnesty International, called for Jean-Juste's release, the Catholic hierarchy supported Jean-Juste's punishment with a Pontius Pilate silence.

But Kébreau is ready to break his silence to support a neo-Duvalierist who came to power with a tiny mandate in an openly rigged election. None of this is surprising for anyone who has followed the Catholic Church's role in Haiti's political affairs even before the nation's independence in 1804. The hierarchy has always been on the side of the elite – about 5% of the population.

My prayer is this: May the Catholic Church's hierarchy become, one day, promoters of democracy and social justice, not of despotism and social injustice. Amen.

Haiti: Between a Rock and a Hard Place

By Berthony Dupont



Allison Shelley/Getty Images South America

President Michel Martelly (right) with former U.S. President and IHRC co-chair Bill Clinton

(Haiti Liberté's editorial from the Jul. 28, 2011 edition. Translated from French.)

Everyone knows that the latest electoral farces that catapulted Joseph Michel Martelly to Haiti's presidency and the majority of Parliament's members into the Legislature were the product of manipulations, maneuvers and interventions of the "international community" led by the United States.

But since the birth of its runt, the "international community" seems to be taking a cautious approach, waiting for the new Haitian leaders to start up the government's machinery so as to pretend that the country is functioning, despite the MINUSTAH-introduced cholera that continues to kill the poor masses still living under the tents of misery.

More than two months after the Tèt Kale regime's installation, nothing yet has moved towards crystallizing a definite policy that favors putting the country onto another path, towards a new horizon. Everything that's been done up to now shows that the forces in power are nothing but troublemakers, elements hostile to the change so desired by the Haitian people.

It is not from this perspective that the "international community" has hurried to come and dictate the rules of the game to the different protagonists, but rather from one of not letting the situation degenerate so as not to lose control. Thus, U.S. Ambassador Kenneth Merten has stressed the impatience of the "international community." Henri-Paul Normandin of Canada, for his part, has considered that the political crisis that prevails since Michel Martelly's arrival in power has grave consequences for Haiti's cooperation with these "friendly" countries.

The Secretary General of the Organization of American States (OAS), José Miguel Insulza, did not mince words in stating: "*It is my hope that an agreement is quickly reached between the President and the Parliament, of a sort that allows a government to be quickly established, in order to revive the great projects of reconstruction and development.*"

France has also had a word to say: "*We truly hope wholeheartedly that the Haitian elites, particularly the political elites, make the necessary compromises so as to ensure that there is an interlocutor facing the international community,*" declared three French Parliament members visiting Haiti on Monday, Jul. 25, 2011.

They have clearly succeeded in putting a little water into the wine of some recalcitrant members of Parliament but also and especially into that of their good fellow, Martelly. In fact, during the seventh meeting of the Board of the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC) on Jul. 22, 2011, the forces occupying Haiti had an easy time of putting all their weight in the balance for placing the dots over the i's

continued on p(15)

PÉROU : DISCOURS
PRÉSIDENT OL

Ci-dessous, nous reproduisons le discours d'investiture du Président Ollanta Humala à la première magistrature de l'Etat péruvien le 28 juillet dernier. Il s'agit d'un chef d'Etat bien imbu de la situation sociale et économique de son pays, avec un projet de société très clair, une vision non moins claire de son mandat à savoir que «*la croissance économique et l'inclusion sociale marchent de pair*». Et le président d'ajouter : «*nous voulons construire un chemin original, un modèle péruvien de croissance avec de la stabilité, une démocratie et une insertion sociale*». *On notera l'accent mis sur «l'inclusion sociale» et «l'insertion sociale». Conscient des difficultés qui vont de pair avec la mise en place d'un nouveau gouvernement, le président Humala affirme haut et fort : «Notre idéal de changement ne se conçoit pas sans concertation, sans dialogue politique et sans la collaboration des gens». Le lecteur pourra faire la comparaison avec le ton brouillon, le dire très vague et le 'faire cabotin et égoïste' du président Martelly.* **[F.L]**

C'est avec profond respect et ferveur patriotique que je reçois le mandat de Président de la République.

Je déclare devant le Congrès, devant les présidents amis réunis ici et devant le peuple péruvien que, fidèle au mandat des urnes et en total respect à l'État de Droit, je consacrerai toute mon énergie à créer les bases nécessaires pour que nous effacions définitivement de notre histoire la face poignante de l'exclusion et la pauvreté en construisant un Pérou pour tous, toujours attentif envers les plus faibles de nos frères. J'exigerai de toute l'équipe qui m'accompagne dans l'Exécutif le même engagement et la même énergie.

La démocratie péruvienne sera complète lorsque la justice et la paix sociale, la souveraineté nationale et la sécurité de nos familles constitueront le socle de notre nation, lorsque l'égalité sera le patrimoine de tous et lorsque l'exclusion sociale aura disparu, même dans les endroits les plus éloignés du pays. Nous voulons que l'expression même d'« exclusion sociale » soit effacée pour toujours de notre langage et de notre réalité. J'assumerai cette gageure avec ma parole et avec ma vie.

Il y a presqu'un siècle, en 1914, Víctor Andres Belaúnde, un des grands intellectuels et politiciens du XXème siècle, à la fin d'un discours à l'Université Nationale Majeure de San Marcos, a interpellé les jeunes dans une déclaration qui était, en même temps, un cri de guerre et une requête : NOUS VOULONS UNE PATRIE !

Plusieurs années après, cette déclaration a été reprise par José Carlos Mariátegui et Víctor Raúl Haya de la Torre, en la transformant en pensée et en action. Cette revendication de la patrie et de la nation a été, tout comme maintenant, le rêve brûlant des générations et des peuples.

Depuis la fondation de la République, la patrie constitue une aspiration vers un destin commun, un espoir, une promesse inachevée pour laquelle le peuple péruvien a été toujours prêt à donner sa vie dans la paix et dans la guerre, pour la défendre et pour la léguer à ses enfants avec fierté et conviction.

La patrie est notre Histoire commune, c'est le lieu dans lequel tous les péruviens et toutes les péruviennes veulent vivre en paix et en démocratie. Pour cette raison, nous nous sentons tous fiers de notre drapeau, symbole de nos luttes et de notre amour de la paix.

Cette aspiration à une patrie accueillante est celle qui ouvre le chemin au progrès social. Pour la rendre possible nous nous présentons devant le peuple et c'est pourquoi nous sommes ici. J'assume cette gageure comme un défi et comme une promesse que j'exprime aujourd'hui devant tous les péruviens et péruviennes, et spécialement devant mes fils et devant tous les enfants du pays, qui seront le futur de cette nation. C'est notre patrimoine le plus riche. Pour eux et grâce à eux, je vais réaliser ma promesse de faire de ce pays un lieu où tous puissent jouir du même droit à l'épanouissement et au bonheur, à une vie digne et à une vieillesse protégée.

Péruviennes et péruviens : Le cinq juin une majorité de citoyennes et de citoyens a exprimé son désir de voir que la croissance économique et l'inclusion sociale marchent de paire pour transformer notre pays en une patrie de chances pour tous.

L'accroissement démesuré des conflits, beaucoup d'entre eux démesurément violents, nous prouvent, jour après jour, qu'il est urgent de réparer les injustices, de redresser le cap et de rétablir le dialogue dans notre société.

Le Pérou est un pays polyglotte et multiculturel. Cette diversité multiple constitue sans doute notre plus grande richesse. Toutefois, pendant longtemps, il a existé un discours et une pratique de l'exclusion, du rejet de la différence, un « toi, tu n'es pas pareil que moi !» qui a protégé la discrimination et l'intolérance. Ceci s'avère pour le moins étrange car les comportements exclusifs proviennent souvent de ceux qui font l'éloge de notre diversité culturelle.

Mais, précisément cette diversité culturelle vient du fait de comprendre que notre nation est un creuset de races et de traditions. Ce sont elles qui, par exemple, soutiennent notre extraordinaire gastronomie, aujourd'hui admirée et reconnue dans le monde. Parce que nous sommes différents, mais au fond semblables, nous basons notre existence sur le travail et l'effort quotidien. Nous sommes diversité et créativité. Nous sommes imagination et travail. Et cette diversité, que nous voulons intégratrice et non marginale, constitue le fondement de notre richesse.

Notre pays, laborieux, honnête et divers, est brisé et blessé. Il souffre de l'abandon des politiciens et d'un État insensible, bureaucratique et centralisateur. Un État qui a tourné le dos à l'intérieur du pays, un État qui souffre du « mal des montagnes » et qui refuse de gravir les Andes et de s'étendre dans notre Amazonie. Un État guetté par la corruption et le gaspillage, éloigné de ses citoyens, incapable de les protéger de la violence et de la criminalité.

Je rêve d'un Pérou où la vie ne serait pas un danger, où les villes seraient des espaces sûrs où le citoyen serait protégé. Pour cela, nous avons besoin davantage d'état, de plus de patrie et que la corruption soit sanctionnée.

La démocratie a exprimé dans les urnes un mandat et ce mandat doit être honnête. Reconstituer la valeur de la parole donnée devant le peuple constitue l'axe de la récupération d'un système de valeurs morales inhérentes à la République.

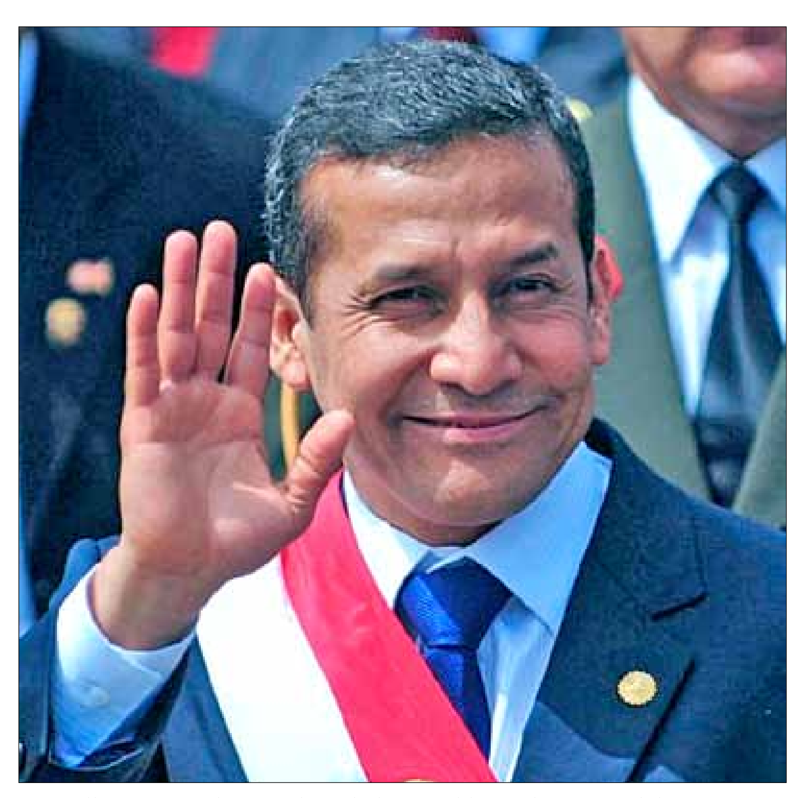
Toutefois, transformer le pays n'est pas une tâche facile. Non seulement parce que le changement est toujours une tâche multiple, mais aussi parce qu'il implique la prise de conscience et le dépassement de nos problèmes et la volonté d'une nouvelle forme de coexistence. La réalité exige des transformations afin que l'égalité, la tolérance, la reconnaissance de notre diversité et un développement qui nous englobent tous soient, en même temps, un acte civique et un engagement collectif. La réalité nous interpelle quotidiennement et exige de nous un nouveau contrat social qui rende possible la coexistence harmonieuse de tous les péruviens.

J'évoque ici à nouveau la figure de Haya de la Torre et de son héritage, concrétisé singulièrement dans la Constitution de 1979, qui constitue pour moi une véritable inspiration par son contenu national, de démocratie et de liberté.

Le grand Nelson Mandela, dans un célèbre discours prononcé dans le cadre de l'UNESCO, a affirmé, avec la conviction qui le caractérisait, que l'égalité, l'équité économique et la justice sociale étaient la base de toute démocratie. Il a dit : « Il n'y a pas démocratie avec de la misère, il n'y a pas démocratie avec des disparités sociales ». Et parce que je crois dans la justice de cette phrase, j'ai juré de respecter et de défendre la démocratie, la fortifier dans ses valeurs égalitaires pour la rendre légitime devant le peuple et il en sera ainsi.

Aujourd'hui, devant vous je renouvelle ce serment. Je veux que vous voyiez en moi un véritable soldat de la République, un gardien jaloux de l'État de Droit et un défenseur des droits humains et de la liberté de presse et d'expression.

Déjà en 1931, l'historien Jorge Basadre affirmait que « le Pérou devait terminer son processus de formation historique. Lié plus que jamais au continent et à l'humanité, le pays doit trouver en lui, sa réalité et sa solution » C'est



M. Ollanta Humala Président de la République du Pérou, délivrant son discours d'investiture le 28 juillet dernier à Lima

pourquoi, pour chercher et trouver pour le Pérou, pour notre Pérou une solution intégratrice aux « des compartiments étanches» que décrit Basadre, nous proposons une Grande Transformation, le début d'une nouvelle époque, qui n'est pas autre chose qu'une nouvelle coexistence entre tous les péruviens.

Notre administration sera un gouvernement pour tous. Les caractéristiques de ce gouvernement peuvent se résumer dans les termes suivants : réforme, démocratie, libertés, inclusion, redistribution, croissance, paix avec justice, sécurité, décentralisation, transparence, souveraineté et concertation.

Notre volonté n'est pas celle de copier des modèles, nous voulons, comme Basadre, que le Pérou cesse d'être le lieu problématique qu'il était et qu'il est encore ; pour cela, nous voulons construire un chemin original, un modèle péruvien de croissance avec de la stabilité, une démocratie et une insertion sociale. Nous prendrons ce qu'il y a de bon dans d'autres expériences, mais comme disait le sage indien José Carlos Mariátegui, il n'aura pas de plagiat ni de copie mais une création héroïque.

Le mandat auquel nous avons fait référence exige une responsabilité dans la conservation des valeurs sociales, économiques et culturelles effectuées jusqu'à présent et qui sont un patrimoine de tous.

Pour cette raison, nous maintiendrons et consoliderons une croissance saine de l'économie et de ses standards macro-économiques ; nous respecterons les règles fiscales pour affronter des crises externes éventuelles ou des catastrophes naturelles ; la construction des ouvrages d'infrastructure, grands et petits ; les programmes sociaux ; la promotion du tourisme et de la culture péruvienne et nous honorerons les accords commerciaux avec des pays et des blocs amis.

Nous favoriserons une économie nationale de marché ouverte au monde qui rende réel notre engagement de croissance en incluant le social et la démocratie.

Ceci implique que l'État agisse comme promoteur non seulement de la croissance, mais aussi du progrès social. En donnant la priorité à l'éducation, à la santé et à la nutrition infantile, en améliorant les conditions de travail, particulièrement le CAS et les Services Non Personnels. En investissant dans des infrastructures, des écoles, des centres médicaux, des crèches et en améliorant le salaire de base.

Un État qui utilise ses ressources pour aider à régulariser l'inconséquence, qui offre un crédit avantageux aux patrons de petites et moyennes entreprises et qui aide l'esprit d'entreprise des péruviens qui souhaitent créer une affaire et la faire prospérer.

Je veux profiter de cette intervention pour communiquer que le Salaire Minimal Vital des travailleurs soumis au régime de l'activité privée subira une augmentation immédiate de 75 sols à partir d'août et de 75 sols de plus en 2012, pour atteindre ainsi 750 sols. Mais ces augmentations doivent favoriser un processus continu de réévaluation du salaire de base, lié à la productivité et à la croissance économique, en rapport avec une politique globale de réduction de l'inconséquence de protéger et de renforcer les petites et moyennes entreprises.

Notre défi est d'effectuer cette grande transformation de manière progressive et persistante pour qu'elle ne soit pas accompagnée de pressions déstabilisatrices de nos équilibres budgétaires et macro-économiques.

Notre idéal de changement ne se conçoit pas sans concertation, sans dialogue politique et sans la collaboration des gens. Dans ce but, nous installerons un Conseil Économique et Social, sur la base de l'actuel Accord National dont nous avons souscrit les politiques. Ce Conseil sera dirigé depuis la Présidence de la République avec l'appui du Président du Conseil des Ministres, et il sera composé par des chefs d'entreprise, des travailleurs et des représentants de la société civile. Il sera consacré à élaborer des études pour la mise en œuvre de politiques publiques du gouvernement et aura un caractère consultatif.

Faire de l'intégration sociale une priorité exige que l'ensemble des programmes sociaux soit groupé et soit articulé dans un Ministère du Développement et de l'Intégration Sociale, pour que le développement puisse effectivement arriver à ceux qui en ont le plus besoin.

Le programme ENSEMBLE sera progressivement étendu pour atteindre les 800 secteurs les plus pauvres du pays.

Les adultes en situation de pauvreté et qui ne reçoivent aucune aide de l'État doivent recevoir la solidarité de la nation. Des foyers dans lesquels se conjuguent l'âge avancé et la souffrance de la pauvreté, exigent une action sociale qu'on ne peut pas reculer. À ces foyers nous ferons arriver les 250 sols du programme PENSION 65. Sa mise en œuvre sera immédiate et nous atteindrons les 800 secteurs les plus pauvres de pays progressivement.

Le programme « Crèche Plus » pour les enfants de 0 à 3 années sera également appliqué progressivement dans les 800 secteurs de pauvreté extrême du Pérou, aujourd'hui sur la base du programme ENSEMBLE. Le



Le Palais présidentiel à L



Le président du Venezuela Hugo Chave



La démocratie péruvienne sera complète lorsq nationale et la sécurité de nos familles c

combat CONTRE la malnutrition infantile sera une priorité, soutenu par la mise en œuvre d'un programme de nutrition infantile qui comprendra des petits-déjeuners et des déjeuners dans les écoles.

Nous ferons les efforts nécessaires pour atteindre dans tout le système éducatif la journée de 8 heures d'étude et stimuler la culture du sport et des loisirs, en renforçant les compétences interscolaires dans le domaine de la culture et des disciplines sportives, en réponse à la donnée alarmante que plus qu'un tiers d'élèves dans les grandes villes du Pérou courent un risque d'obésité.

Nous entamerons le programme « bourse 18 », qui intégrera les programmes existants et qui permettra que les jeunes de basses ressources économiques et de hauts résultats scolaires puissent continuer leurs études de niveau supérieur dans des institutions publiques et/ou privées, dans des programmes universitaires ou de techniciens supérieurs.

Nous renforcerons le système d'accréditation universitaire. Les diplômes nationaux qui, dans certains cas, sont pratiquement donnés, fe-

D'INVESTITURE DU LANTA HUMALA


Lima sur la place d'armes


ez et son ami du Pérou Ollanta Humala



ue la justice et la paix sociale, la souveraineté constitueront le socle de notre nation…


Le ministre des Affaires étrangères Cubaines, Bruno Rodriguez, recevant le président du Pérou, Ollanta Humala, lors de sa visite à Cuba

ront l'objet d'une procédure nationale rigoureuse pour sauvegarder la qualité éducative.

Dans le cadre Santé, nous renforcerons le système de santé et installerons le Système d'Attention Mobile d'Urgence (SAMU) par une expérience pilote à Lima et trois autres capitales de département ainsi que la création d'un Programme de Fourniture d'Accès aux Génériques de Qualité.

Nous renforcerons les premiers soins dans les secteurs les plus pauvres de Pérou. Durant les 5 prochaines années nous construirons des hôpitaux dans chacune des 50 capitales de province où il n'y en a pas encore. Nous réaliserons ainsi notre engagement d'avoir au moins un hôpital dans chaque province du Pérou.

Les paysans du Pérou et, en général les pauvres du milieu rural, seront prioritaires. AGROBANCO recueillera des fonds pour l'octroi de crédits à l'agriculture familiale, et nous établirons des modules de développement agricole, accessibles aux différentes formes d'associations agricoles et de producteurs.

Le Pérou établira une nouvelle relation entre l'État et le marché, différente de celle inefficace de l'État interventionniste ou de l'État minimal et exclusif. Dans cette nouvelle relation, l'État sera un promoteur de l'investissement et du développement, garant de l'exercice des droits et des libertés, promoteur des chances pour tous.

Une bonne partie des conflits de la planète sont dus au manque d'eau. Il n'est pas possible que le Pérou que nous voulons construire ne développe pas une politique souveraine d'utilisation des ressources naturelles, une politique qui garantisse l'exploitation rationnelle et équilibrée de l'eau, la terre, les forêts, la biodiversité, le gaz et les minéraux. Ces ressources de tous les péruviens contribueront à l'éradication de la pauvreté et de l'inégalité. On encouragera l'activité privée sur les ressources naturelles, mais celles-ci seront exploitées dans des conditions de respect des populations, des travailleurs et de l'environnement.

De même, nous évoluerons profondément dans la politique d'ordre territorial qui nous permette d'établir de manière participative l'utilisation rationnelle de notre territoire.

Les profits extraordinaires des entreprises minières doivent contribuer à l'effort national pour le combat contre la pauvreté. Les contrats seront respectés et la négociation permettra, je n'en doute pas, je le répète, je n'en doute pas, que cette contribution significative profite à tout le pays. Ma détermination est très claire, j'ai la volonté et la conviction pour atteindre cet objectif. Dans cette affirmation se trouvent ma parole et mon engagement vis-à-vis du peuple péruvien.

Le gaz du Lot 88 de Camisea, sera prioritairement orienté vers la consommation interne. Nous mènerons une politique de massification de la consommation du gaz naturel pour le faire arriver dans les maisons. En 5 ans la ville de Lima pourrait disposer approximativement de 400.000 branchements.

Avec la garantie de respecter la législation en vigueur qui établit le caractère obligatoire de l'approvisionnement du marché interne, nous mettrons en œuvre des actions pour que le prix du ballon de GLP diminue significativement, ce qui se répercutera favorablement dans l'économie de la majorité de la population péruvienne, sans introduire des distorsions sur le marché, ni favoriser la contrebande. De même, nous augmenterons l'utilisation du GNV comme combustible bon marché et accessible à tous.

Nous insisterons sur la diversification de la source énergétique en faveur de gaz et des énergies renouvelables et favoriserons le développement de l'industrie pétrochimique. Dans cette mesure nous fortifierons la réglementation et l'accès compétitif aux sources d'énergie pour le transport, en évitant les suppléments tarifaires.

Nous encouragerons la construction de stations hydro-électriques, en renforçant Electroperú et les entreprises électriques étatiques régionales, et en promouvant les usines privées, par un bilan adéquat qui accorde la priorité à la demande nationale. L'État évaluera la participation d'Electroperú dans les nouveaux accords d'investissement.

Nous reconstruirons une véritable Marine Marchande du Pérou pour exécuter les dispositions de la « Loi Réactivation et Promotion de la Marine Marchande Nationale. Nous renforcerons le SIMA y ENAPU comme entreprises efficaces et nous chercherons à ce que la construction de plus d'aéroports soit aussi orientée vers la promotion du tourisme.

Nous prendrons les mesures nécessaires pour que le Pérou ait sa ligne aérienne phare et que le marché commercial aérien soit plus ouvert et plus concurrentiel, surtout pour abaisser les tarifs et étendre la communication à l'intérieur du pays.

Dans le domaine de l'infrastructure, on continuera l'exécution de travaux relatifs aux routes tels que les projets IIRSA Interocéanique du Sud, Interocéanique du Nord, les programmes côte-Montagne et nous soutiendrons l'élaboration et la construction de projets ferroviaires.

Le gouvernement national sera le principal allié des gouvernements régionaux et locaux. Une de nos premières mesures sera l'installation d'un mécanisme de relations fluides entre le gouvernement et les présidents régionaux, y compris la reconnaissance de l'Assemblée de Gouvernements Régionaux.

Pour l'exécution des politiques publiques nationales, le gouvernement effectuera des réunions décentralisées en recherchant le dialogue avec les autorités régionales, maires et représentants de la société. Les engagements d'obligation mutuelle feront l'objet d'un suivi depuis le gouvernement.

Nous consoliderons le processus du budget participatif. Nous favoriserons l'utilisation des Conseils de la Concertation Locale et Régionale actuellement affaiblis voire dans certains cas harcelés, comme moyen d'aborder une analyse de gestion partagée.

Dans le cas concret de Lima, qui a grandi de façon désordonnée et chaotique, nous donnerons suite à l'investissement pour le transport public dans la ville.

J'annonce que dans un délai de deux mois, une nouvelle étape dans la reconstruction des villages du sud touchés par le séisme de 2007 sera entamée, ce qui sera effectué avec le concours des équipes d'ingénierie des FFAA.

Le gouvernement en réponse à l'alerte mondiale sur le changement climatique s'engage à renforcer le règlement et se consacrer avec sérieux aux tâches de préservation de notre biodiversité, de la ressource hydrique et des glaciers. La prévention de catastrophes sera une priorité pour nous.

Le gouvernement observe qu'un des graves problèmes qui provoque crainte et frustration dans la population est celui de l'insécurité. C'est le résultat de 30 ans d'échecs et de très peu de réussites et ceux qui subissent les conséquences de la violence du crime organisé, le trafic de drogues et des bandes organisées sont les plus pauvres. Nous voulons changer cette absence d'ordre politique et le manque d'une politique d'état efficace en la matière.

Il est nécessaire de refuser l'idée que l'insécurité est un problème exclusif de la police. C'est pourquoi j'annonce que, puisque le Président de la République préside le Conseil de la Défense Nationale, je présiderai aussi un Conseil National de la Sécurité citoyenne et politique de lutte contre la Criminalité afin de lui donner un caractère plurisectoriel.

En effectuant un effort financier de l'État, nous entamerons un processus progressif d'élimination du système 1 × 1 dans le service policier. Nous augmenterons les salaires de la police dans le cadre d'un système plus vaste qui inclut la réforme de rémunérations du PNP. Nous activerons un Service Policier Volontaire, nous équiperons et relierons les commissariats au réseau numérique, nous installerons des pénitenciers en dehors de Lima et des principales zones urbaines du pays, nous mettrons en oeuvre le travail physique pour les condamnés pour des infractions graves. Nous dissuaderons, par des condamnations plus fortes, l'usage d'armes de feu dans la commission d'infractions de tout ordre. Dans mon gouvernement, il n'y aura pas de pardon pour les violeurs, ni pour aucune violence commise contre un enfant. Nous combattrons le féminicide et proposerons une révision de la législation en vigueur.

Nous mènerons une politique contre les drogues qui consolide le modèle de développement alternatif intégral et soutenable péruvien afin de transformer les producteurs, aujourd'hui illégaux, en agents d'une économie légale. Nous ne resterons pas indifférents face à l'accroissement alarmant de drogues entre les adolescents et les jeunes. Nous respecterons le débat qui a été ouvert durant ces années autour de ce sujet, à l'intérieur et dehors du pays, mais nous ne légaliserons aucune drogue ni les cultures illicites mais, au contraire, nous allons les combattre.

Notre politique antidrogue sera souveraine et demandera que la responsabilité partagée avec les pays consommateurs soit une réalité. Nous serons intransigeants sur le contrôle des facteurs de production chimiques et le combat aux bandes de narcotrafiquants.

Nous réduirons la surface illégale de champs de coca, nous ne permettrons pas l'extension de cultures illégales, encore moins dans des parcs nationaux et des zones écologiques. En même temps, le Pérou pourra prendre l'initiative de convoquer un Sommet Présidentiel Régional Antidrogues avec la participation des pays producteurs et consommateurs, leurs présidents étant très préoccupés sur ce sujet.

La corruption est pour nous un élément qui affaiblit l'État et affecte son développement. C'est, par conséquent, un problème de sécurité. En ce sens, je défends l'imprescriptibilité des infractions de corruption attaquant l'État et la déclaration d'inhabilité à perpétuité d'exercer toute fonction publique pour leurs auteurs ou complices; je propose la suppression des peines conditionnelles des condamnations pour corruption afin que la détention soit accomplie effectivement ; et je défends la suppression des revenus pénitentiaires dans les cas de corruption.

Nous devons mettre fin aux séquelles de la violence terroriste vécues et procéder aux réparations individuelles et collectives. Il est nécessaire que les victimes et «*deudos*» refassent leurs vies personnelles et familiales, qu'elles voient leur futur avec d'autres yeux car elles vivent dans une patrie qui les acceptent et qui les reconnaît comme péruviens, péruviennes.

Quant à la Défense nationale, nous voulons d'abord récupérer le moral de nos Forces Armées et les équiper de manière adéquate. On réformera le système de rémunération des FFAA en cherchant à combler la fracture salariale qui existe entre les différents degrés. On fera cela en sauvegardant l'obligation qu'a l'État d'honorer le paiement de pensions, ce qui est un droit fondamental acquis.

Nous maintiendrons la retraite reconductible et effectuerons des ajustements salariaux progressifs. Notre premier investissement militaire sera pour le soldat. Nous stimulerons le Service Militaire, en améliorant la paie des conscrits et en installant un Institut Technologique des FFAA pour l'enseignement de spécialités à ceux qui sortent du Service Militaire.

Je confirme mon engagement de développer une politique extérieure multilatérale face à notre région qui a tellement changé au cours de la dernière décennie. L'intégration dans le cadre de UNASUR et de la Communauté Andine de nations sera la principale ligne d'action.

La résolution pacifique des litiges internationaux est la philosophie qui m'inspire et particulièrement en ce qui concerne nos différends avec le Chili. Convaincu par les fondements de notre cause que je défends ardemment, j'affirme que nous accepterons le jugement du tribunal de Haye en ce qui concerne notre réclamation sur la frontière maritime et je suis convaincu que le Chili en fera de même.

Nous vivons dans un monde qui change chaque jour et d'où émergent de nouveaux pouvoirs régionaux. Les conditions sont réunies pour mener à bien une intégration fructueuse dans la région. Nous ne souhaitons pas une économie autarcique, qui se surveille elle-même, isolée du processus de globalisation. Nous préférons une économie intégrée. Intégrée d'abord avec la région et, spécialement, avec nos voisins andins et sud-américains.

Notre région est immense et riche dans des ressources mais aussi en histoire et en cultures communes. Je veux vous rappeler que notre indépendance a été un processus régional, dans lequel nous nous sommes tous unis fraternellement pour obtenir notre liberté et notre souveraineté. Le combat héroïque de nos hommes illustres tels que le général José de San Martín et le libérateur Simón Bolívar, conscients de l'urgence de l'union des peuples de l'Amérique, ont été les précurseurs de l'élan intégrateur actuel. » Sûrement, écrivait Bolivar, c'est l'union qui nous manque pour compléter l'oeuvre de notre régénération ». C'est encore l'objectif en attente pour tous les peuples d'Amérique.

Le gouvernement se propose de reconnaître et de revendiquer les 3 millions de péruviens migrants. Pour commencer, nous améliorerons la défense consulaire des péruviens à l'extérieur et nous réduirons le coût des envois au moyen de conventions qu'effectuera la Banque de la nation. Nous souhaitons que celui qui souhaite revenir dans sa patrie le fasse et pour ce faire nous favoriserons qu'il obtienne des crédits.

Les détails de ces politiques énumérées ici seront présentés par la présidence de Conseil des Ministres devant le Parlement, comme il se doit.

De la tradition militaire que je n'oublie pas et que je garderai dans le coeur jusqu'à la mort je conserve la fierté, la ténacité, l'austérité et l'amour pour le Pérou et pour ses intérêts. Dans cette tradition, contrairement à ce que pensent certains, on sait commander mais aussi obéir, il y a une hiérarchie mais aussi de la fraternité, il y a de la discipline mais aussi des échange d'opinions.

Cette tradition se fond avec l'esprit généreux du Pérou, éloigné de la haine. Je ne viens pas pour faire la guerre mais pour faire la paix, sans vengeance et sans rancœur. Moi, qui ai été accusé de presque tout, j'ai appris à pardonner il y a de nombreuses années, avant même de faire de la politique.

C'est pourquoi, je demande à ceux qui persistent encore dans la rancune de baisser les armes.

À ceux qui demandent des salaires et des droits, je dis qu'ils ne baissent pas leurs drapeaux mais qu'ils sachent que tout changement, pour être soutenable, doit être progressif et rationnel.

À mes partisans je demande responsabilité, loyauté, sacrifice, intelligence et honnêteté.

J'appelle l'opposition à la responsabilité. Je lui demande d'être vigilante et que depuis sa position, elle respecte aussi la décision des urnes, sa décision et la nôtre.

En terminant ce message je réitère que je suis un soldat de la démocratie. Et comme dit la hymne de l'indépendance : « fermes et heureux par l'union ».

Merci beaucoup à tout le pays, Vive le Pérou !

Traduit de l'espagnol par Françoise Bague

Le Parti de Gauche 10 août 2011

Mieux vaut allumer une bougie que de maudire les ténèbres (Lao Tseu)

Par Erl Jean-Pierre

Alors que des bergers égarés semblent nous demander de fourbir nos armes, alors qu'en plus de la réactivation de la question de couleur et de classes, se profile une guerre sous couvert de religions, projetant le pays dans un chaos encore plus profond, nous sommes dans l'urgence de combattre de toutes nos forces cette haine, ce mépris et cette grande disparité entre les classes, les couches, les strates qui font la part belle des politiciens de toutes sortes.

Il me semble, hélas, que la communauté nationale, toutes couches et classes confondues, n'a rien compris ou appris malgré les retards cumulés durant les 25 dernières années ; malgré les élections du 29 novembre 87 avortées dans le sang; malgré les deux sanglants coups d'état qui ont assassiné notre démocratie naissante et fait des milliers de victimes; malgré les différentes occupations de notre territoire national; malgré les errements d'un retour détourné vers un populisme de mauvais goût; malgré l'intervention de la tortue plus rapide que le lièvre dans le détournement et la dilapidation des biens de l'Etat et l'assassinat des militants populaires lavalas des bidonvilles sous les applaudissements des uns et le silence des autres; malgré deux années infernales, d'une soi-disant opération Bagdad, suivies jusqu'à présent de kidnappings des honnêtes citoyens ; malgré la catastrophe du 12 janvier 2010 qui semblait devoir nous rappeler que sur cette portion de terre, le sauve-qui-peut individuel est fragile et ne peut déboucher que sur le naufrage collectif. Il est temps de faire acte de conscience, de dépassement et d'unité afin que la communauté internationale, que dis-je, que l'Univers prenne aussi conscience que nous avons tous compris le message du 12 janvier 2010.

Il ne s'agit pas de reconstruire car ce qui a été construit durant les deux cents dernières années porte dans la base de son édifice le mal qui ronge notre pays: l'injustice sociale, la division entre les élites créoles et l'exclusion de cette vaste majorité qui demeure encore aujourd'hui, le pays en dehors. Ils étaient les Suisses utilisés lors de la révolte des affranchis puis remis aux autorités, ils étaient les va-nus-pieds, ils étaient les cacos, ils étaient ces macoutes des bidonvilles livrés à la haine populaire pour être brûlés vifs sur l'autel de la démocratie naissante. Ils étaient les attachés qui rasaient les quartiers populaires sous les gouvernements militaires. Ils étaient les chimères qui grimaçaient, terrorisaient et faisaient chanter les classes moyennes laborieuses et la classe possédante. Ils étaient les *grenn nan mouda* et les anciens militaires armés le temps du dernier coup d'Etat. Ils sont peut-être aujourd'hui les kidnappeurs et les moutons transformés en loups par chaque nouveau maître afin de ratisser les biens des citoyens le temps d'imposer un résultat électoral ou de se débarrasser d'un premier ministre trop encombrant. Toujours, ils sont abandonnés et livrés aux appétits revanchards des nouveaux vainqueurs au moment des règlements de compte.

Ils sont nos gardiens de maison et nos servantes, descendants des esclaves et des Marrons qui nous ont légué la liberté et qui se voient obligés de nous vendre pour une pitance la part de liberté que nos ancêtres ont payée de leur sang. Ils sont ces '' moun andeyò" contraints de nous vendre leurs enfants comme esclaves-restavèk pour que nous daignions apaiser leur grand goût avec les miettes de notre table parce qu'ils ne peuvent pas les nourrir. Ce sont eux qui s'entassent dans les bidonvilles. Leurs filles nous servent leur chair et la colère de leurs fils alimente nos cauchemars quotidiens.

Il est temps de rassembler la nation et de travailler à la rédemption. Il ne peut plus s'agir de la rédemption d'un groupe, d'une classe, d'un parti, d'un clan ou d'une catégorie. Il s'agit de la rédemption de tous les Ayitiens, de toutes les classes, de toutes les couleurs, de toutes les nuances, de tous les partis, de toutes les catégories sociales et de toutes les religions. Il s'agit de la rédemption de la bourgeoisie, des classes moyennes, des couches et classes populaires. Il s'agit de la rédemption des masses populaires qui souffrent depuis la mort de Dessalines…

Il s'agit de la rédemption des ancêtres Taino et des ancêtres Marrons, comme de celle des fondateurs de la patrie. Il s'agit de la rédemption de la terre, de ses montagnes aujourd'hui décrépites, de ses rivières asséchées, de ses plantes naturelles disparues, de sa faune décimée et de sa flore éparpillée. Il s'agit de la rédemption de la culture taino, de la culture nationale, de la religion nationale et authentique, de nos loas et esprits, de nos dieux et de notre Dieu, de toutes les bandes afin de les mettre sous la lumière divine et qu'elles soient mues par l'énergie de notre Dieu de la liberté et de l'amour. Il s'agit de la rédemption de nos sites culturels, historiques et religieux (nos grottes, temples, lakous et reposoirs) afin de présenter une nouvelle approche de notre vision de l'industrie touristique. Il s'agit de la rédemption des classes moyennes divisées, appauvries et meurtries. Il s'agit de la rédemption de la bourgeoisie que les autres appellent des MRE et qui attendent des opportunités pour se développer et participer au développement du pays. Il s'agit de la rédemption de notre indépendance et de notre identité. Il s'agit de retrouver notre statut de Perle des Antilles et de berceau de la spiritualité en Amérique. Cet appel est lancé à tous ceux de tous les camps et de toutes les classes qui croient qu'est venu le temps de prendre le destin du pays en main et de le replacer dans sa voie vers la dignité. Il nous faut combattre de toutes nos forces cette haine, ce mépris et cette grande disparité entre les classes, les couches, les strates qui font la part belle des politiciens de toutes sortes.

Il ne s'agit pas de reproduire en pire ce que nous avons connu durant ces dernières décennies. Il ne faut pas que la peur de l'un nous pousse dans les bras d'un autre en pire. Il faut que les classes et que les couches saines de la société manifestent bruyamment leur honte et leur réprobation. J'ose le dire au nom de tous ceux qui se taisent, par crainte ou par souci de bien se positionner pour grappiller une partie de cette manne susceptible de tomber des restes de la table des dirigeants d'aujourd'hui. J'ose le dire au nom de la portion saine de notre classe d'affaires ; j'ose le dire au nom de la portion saine de la classe moyenne duvaliériste, mulâtre et/ou noiriste; j' ose le dire au nom de tous les anciens militaires intègres et patriotes; j'ose le dire au nom de tous ces étudiants qui s'échinent à croire dans les études, au nom des professeurs sous-payés, au nom de tous les professionnels, des journalistes qui, au prix de leur sang, ont combattu pour la démocratie, au nom de nos valeureux Ayitiens de la diaspora qui sont les éternelles vaches à lait des politiques douteuses et qui sont obligés de baisser les yeux quand leurs amis étrangers

Suite à la page (15)

Pour qui Sonne le Glas Lugubre de Monseigneur Kébreau ?

Par Castro Desroches



Louis Kébreau et Micky Martelly au cours de la campagne électorale

Près de cent jours sans gouvernement ? Micky Martelly est mal parti. « La situation actuelle est arrivée à un degré dangereux de pourrissement. » C'est avec ces propos lapidaires que Mirlande Manigat, ancienne candidate à la présidence, vient de résumer l'atmosphère qui prévaut en Haïti sous la bannière du ripou Sweet Micky. Trois mois après la date fatidique du 14 mai, l'avenir politique du président cousu de fil rose paraît de plus en plus incertain. Nostalgique du bon vieux temps de la dictature duvaliériste et militariste, il n'arrive pas à s'ajuster dans le corset rigide de la Démocratie. Il prétend même pouvoir diriger par décrets si l'envie lui en vient. La lune de miel aura été très courte, fait remarquer avec justesse l'hebdomadaire Jeune Afrique. De son côté, le Washington Post ne mâche pas les mots. Le journal américain se demande avec inquiétude si les errements de Michel Martelly sont le résultat de « l'incompétence », de « l'inexpérience » ou des deux à la fois. Conclusion de l'article : Martelly « s'enlise dans la boue ». Entretemps, le choix du Premier ministre a été confié à une commission formée des mêmes écervelés qui ont accouché de Bernard Gousse. Le gros bozo fait du tourisme. Je m'appelle Micky Martelly et je suis le président d'Haïti. De retour à Port-au-Prince, il balbutie des phrases bizarres, imbibées d'alcool et de crack : « Je sais qu›ils travaillent mais on ne peut pas forcer d›avancer, on attend d›avancer, on espère avancer, mais on ne peut pas forcer. »

Délire de persécution. « Tout m'afflige et me nuit et conspire à me nuire. » Nuit après nuit, le gros bozo s'ennuie et constate avec impuissance qu'il n'a pas la longitude et la latitude de diriger le pays à sa guise. Il n'arrive pas à se hisser à la hauteur de la situation. Il fait bec à terre. Il n'est tout simplement pas de ce métier-là.

En attendant le dénouement de la crise, c'est la guerre des nerfs sur l'échiquier politique haïtien. Cabale autour des déclarations tendancieuses de Micky Martelly à Radio Canada. Scandale à chaque fois qu'il ouvre la bouche pour laisser voir les « gorges profondes » de la tentation. Levée de bouclier contre l'Archevêque Louis Kébreau qui invite le président tet kale à jeter le masque pseudo-démocratique et à reprendre ses défroques de Sweet Micky. Marche et prends-les Micky, marche et prends-les. Chaque jour apporte son lot de nouvelles inquiétantes et de déclarations alarmantes.

La prochaine rentrée scolaire programmée pour le 5 septembre va constituer un test déterminant en ce qui a trait à la concrétisation des promesses électorales du maître chanteur. Même cette rentrée risque d'être reportée à une date ultérieure. Installé dans son palais de carton-pâte, le gros bozo ne semble pas très pressé à pourvoir le pays d'un Premier ministre de consensus. Il fait le gros dos. Il ronronne. Il tourne en rond en attendant de trouver un troisième larron. Haïti est à la dérive avec un gouvernement démissionnaire qui liquide bon gré mal gré les affaires courantes. A la recherche d'argent en Argentine ? La nouvelle randonnée en terre étrangère de l'homme-orchestre s'est soldée par un cuisant échec. Le président tet kale dilapide les maigres ressources de l'État.

« Dieu, protégez-moi de mes amis. » Micky Martelly reçoit de très mauvais conseils de la part de ses zélés supporters. C'est ce qui se confirme à travers les déclarations très peu catholiques de l'Evêque du Cap-Haïtien, Louis Kébreau. « Je lui ai dit qu'il fallait vraiment mettre son pantalon de Sweet Micky pour pouvoir diriger ce pays. » Cette tirade serait-elle une invitation à peine voilée à la violence ? Voulait-il faire allusion au Sweet Micky cagoulard ? Ninja ? Putschiste ? Trafiquant ? Serait-ce là un cri lugubre de la pintade perchée sur le Bonnet-à-L'Evêque ? « Pour qui sont ces serpents qui sifflent sur vos têtes ? »



L'Archevêque Louis Kébreau invite le président tet kale à jeter le masque pseudo-démocratique et à reprendre ses défroques de Sweet Micky

L'Archevêque a provoqué un véritable tollé en demandant au chanteur président de reprendre ses manières d'antan. Propos inquiétants de ce « drôle de paroissien » de qui on attend un peu plus de bon sens et de décence. « C'est un conseil digne d'un voyou et fauteur de trouble, pas d'un dignitaire de l'Église » opine un internaute sur le site du journal Le Matin. Comme à l'époque du général Antonio « Thompson » Kébreau, la tentation totalitaire est là. Ce n'est pas la volonté politique qui manque à Micky de passer à la répression. Plus de 30 personnes ont été arrêtées et déportées illégalement à Port-au-Prince à la suite de la « tentative d'attentat. » Le hic, c'est qu'en Haïti on n'arrive jamais à identifier les vrais coupables. Dans une déclaration surprenante et pleine de combativité, le Directeur Général de la PNH, Mario Andrésol condamne « l'arbitraire » et « l'usage abusif de la force ». La PNH ne serait donc pas disposée à marcher dans la logique répressive de l'ancien putschiste devenu président d'opérette.

La profanation de la Cathédrale du Cap dans la nuit du samedi 6 août dernier a été vigoureusement condamnée par tous les secteurs. Comme à l'accoutumée, l'enquête se poursuit sans pouvoir se rattraper. Ad vitam aeternam. En Haïti, même les Saints ne sont plus à l'abri au sein même des églises. Au lieu d'insister sur la nécessité d'une investigation sérieuse en vue de mettre la main au collet des vandales, l'Archevêque Kébreau s'est engagé dans des déclarations tendancieuses qui confirment ce que l'on ne savait que trop. Il est un suppôt de…Sweet Micky. En livrant son âme à l'incarnation du Mal, il est devenu à son tour un vandale des valeurs les plus élémentaires. « Je connais bien M. Martelly et en tant que prêtre je l'ai accompagné dans la célébration de son mariage. » Noces de sang. Messe noire. Magie blanche. En tenue de Ku Klux Klan, Louis Kébreau condamne avec véhémence ceux qui osent « parler mal » de Micky Martelly. Péché mortel. Quel crime abominable ! Docteur Josette Bijou a dû donc prendre les précautions d'usage en vue d'éviter l'ex-communion et les imprécations des Ayatollahs de Micky Martelly. « Je n'ai nullement l'intention de vilipender ou de critiquer le chef de l'État. » Pourquoi pas ? Allez-y ! La Patrie vous en sera très reconnaissante. Mais, parler de Micky n'est pas une affaire de tout repos. Particulièrement, lorsque l'ancienne candidate ajoute : « Je sais donner des fessées quand il le faut. »

Y aurait-il une parfaite communion de pensée et d'action entre Sweet Micky et l'Archevêque Kébreau ? Le prélat s'est couvert de ridicule en s'en prenant à ceux qui veulent « ternir » l'image, le plumage et ramage du président tet kale. Qu'on le veuille ou non, Micky Martelly souffre d'une absence totale de prestige en fonction de son passé sulfureux. Il a été élu sur la base d'une perversion de la pensée et d'un raisonnement par l'absurde : Pour combattre la misère et l'insécurité, il nous faut un salaud et un nigaud comme président. Tristes Tropiques. Après une période de répit, la presse internationale commence à revisiter les frasques du maître chanteur. Que dire par exemple des premières questions adressées à Sweet Micky au cours de cette récente interview avec Paule Robitaille de Radio Canada : « Qu'est-ce qui fait de vous un Président ? Qu'est-ce qui fait de vous un Homme d'État ? » Questions insultantes évidemment. Mais on n'y peut rien.

« Au lieu de s'irriter des propos des écrivains, et de les accuser de vouloir créer le désordre, qu'ils ne font que décrire et annoncer, on ferait mieux de les écouter plus attentivement et de prendre plus au sérieux leurs

Suite à la page (18)

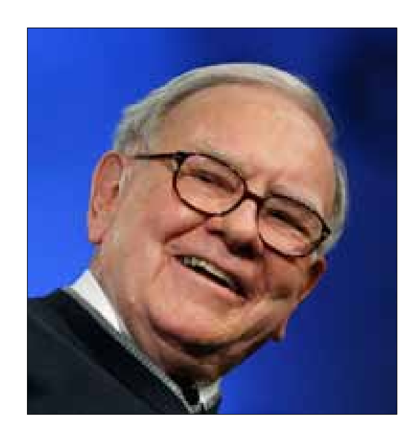
Certains le traiteront d'hypocrite, d'autres de doux rêveur, certains penseront qu'il est en train d'acheter sa place au paradis... Warren Buffett, l'un des hommes les plus riches au monde, vient de prendre sa plume pour demander à... payer plus d'impôts.

Warren Buffet propose d'augmenter les impôts des plus riches

Ce financier américain, qui fêtera dans quelques jours ses 81 ans et qui pèse au bas mot 50 milliards de dollars (34 milliards d'euros), a publié dans le New York Times une tribune pour se plaindre que ses impôts, et ceux de ses « amis super-riches » comme il les décrit lui-même, ne sont pas assez élevés alors que la classe moyenne et les plus pauvres souffrent des conséquences de la crise financière.

Il donne des chiffres : sa dernière feuille d'imposition fait apparaître qu'il a dû payer plus de six millions de dollars (4 millions d'euros) au Trésor américain. Une somme coquette, mais dont il fait observer qu'elle ne correspond qu'à 17,4% de son revenu imposable, grâce à des tas d'exemptions fiscales et de déductions parfaitement légales. Avec ce résultat très paradoxal :

« *C›est moins que ce que payent les vingt autres personnes de mon bureau. Leur imposition va de 33 à 41% de leurs revenus, avec une moyenne à 36%.* » Il ajoute ce commentaire qui en dit long sur la place de la finance dans le capitalisme d›aujourd›hui : « *Si vous faites de l'argent avec de l'argent, comme le font certains de mes amis super-riches, votre pourcentage pourra*


Warren Buffett

même être encore plus bas que le mien. Mais si vous gagnez votre vie avec un travail, votre pourcentage sera supérieur au mien, et sans doute de beaucoup. »

Il faut augmenter les impôts des plus riches

Une situation qui, selon lui, n'était pas le cas dans les années 80 et 90. Entre 1992 et 2008, alors que les revenus des 400 Américains les plus riches a décuplé, leur taux d'imposition moyen est passé de 29,2% à 21,5%.

Warren Buffett fait donc une proposition au Comité conjoint qui a été récemment décidé par Barack Obama et son opposition républicaine pour trouver des solutions au problème du déficit budgétaire : augmenter les impôts des plus riches.Il suggère de ne pas toucher à l'imposition de 99,7% des contribuables américains, mais de n'augmenter les impôts que de ceux qui déclarent plus d'1 million de dollars de revenus par an, soit 236 883 personnes en 2009, et plus encore pour ceux qui gagnent plus de 10 millions de dollars par an, et qui étaient quand même 8 274 en 2009.

Sa conclusion

« *Mes amis et moi avons été cajolés pendant trop longtemps par un Congrès ami des millionnaires. Il est temps que notre gouvernement devienne sérieux sur le partage des sacrifices.* »

Warren Buffett n'est pas qu'un riche excentrique. Il est un des personnages emblématiques du capitalisme américain, dont les paroles et les conseils sont suivis aveuglément par les petits porteurs.

Pierre Haski Eco89 15 août 2011

La main dans le sac : Washington tente de voler 1,5 milliard de dollars pour payer ses salariés du CNT

Par Thierry Meyssan

Les États-Unis ont tenté de s'emparer lundi dernier d'1 500 000 000 de dollars appartenant à l'État libyen, mais en ont été empêchés in extremis par l'Afrique du Sud. Les documents produits lors de cet épisode, et que révèle le Réseau Voltaire, attestent que les membres du CNT et leurs fonctionnaires sont directement salariés par un organe US.

Mardi 9 août 2011, Sana Khan, secrétaire du Comité des sanctions mis en place par la résolution 1970 du Conseil de sécurité, a transmis aux membres du Comité un avis émanant de l'ambassadrice Susan Rice, représentante permanente des États-Unis à l'ONU.

Dans cette missive, dont le Réseau Voltaire s'est procuré une copie [document téléchargeable au bas de cette page], Washington informe le Comité de son intention de dégeler 1 500 000 000 de dollars appartenant à la Banque centrale de Libye, à l'Autorité libyenne d'investissement, à la Banque étrangère de Libye, au Portefeuille d'investissement libyen en Afrique et à la Compagnie nationale libyenne du pétrole.

Arguant que ce dégel est légal lorsque les fonds sont destinés à des fins humanitaires ou civiles (article 19 de la Résolution 1970 [1]), Washington indique qu'il affectera unilatéralement cette somme comme suit :

- 500 000 000 de dollars à des organisations humanitaires de son choix « pour répondre aux besoins humanitaires actuels et à ceux que l'on peut anticiper, dans la ligne de l'appel des Nations Unies et de ses mises à jour prévisibles » ;

- 500 000 000 de dollars à « des sociétés d'approvisionnement en fuel et en biens humanitaires nécessaires » ;

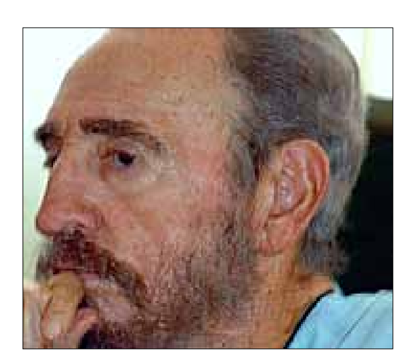
- 500 000 000 de dollars au Temporary Financial Mechanism (TFM) pour « payer les salaires et les dépenses de fonctionnement des fonctionnaires libyens, des dépenses alimentaires, de l'électricité et d'autres achats humanitaires ». Sur cette somme, 100 000 000 de dollars seront provisionnées afin d'être ultérieurement affectés aux besoins humanitaires des Libyens dans les zones non contrôlées par le Conseil de transition nationale (CNT) lorsque celui-ci aura établi « un mécanisme crédible, transparent et effectif » pour les leur transmettre.

En clair, les États-Unis ont informé le Comité des sanctions de leur intention de s'emparer d'1,5 milliard de dollars qu'ils attribueraient pour un tiers à leurs propres services humanitaires (USAID…), pour un second tiers à leurs propres multinationales (Exxon, Halliburton etc.), et pour le restant au TFM, un bureau du LIEM, lequel n'est qu'un organe officieux créé par Washington et avalisé par le Groupe de contact pour administrer la Libye [2].

Suite à la page (14)

Fidel Castro, la fraîcheur d'un homme authentique

Par Oscar FORTIN*


Warren Buffett

Né un 13 août 1926, Fidel Castro célèbre ses 85 ans avec la même simplicité et authenticité qui l'ont accompagné toute sa vie. Celui que la revue Fortune avait présenté à plusieurs reprises, mais en vain, comme un des hommes les plus riches du monde vit tout simplement dans une petite résidence à la Havane. C'est là qu'il reçoit, à l'occasion, des chefs d'État, des personnalités politiques, des écrivains et des artistes. Tous et toutes sont honorés d'être reçus par celui qui a renversé le dictateur Batista et donné naissance à une révolution que l'Empire n'a pu vaincre avec ses interventions armées, ses centaines de millions de dollars pour corrompre, créer des épidémies, susciter des actes criminels et un blocus économique défiant toutes les règles du droit international. Cible de plus de 650 complots d'assassinat, il est toujours là pour partager ses réflexions sur le monde et les conflits qui en menacent l'existence. Vous trouverez à travers les divers sujets traités la fraîcheur d'une sagesse qui repose tout à la fois sur un vécu intense, une intelligence exceptionnelle et un humanisme qui ne se démentent pas.

Peu d'hommes d'État, des 50 dernières années, peuvent se présenter avec autant de consistance et de fidélité à certaines valeurs fondamentales relatives aux personnes et aux sociétés.

L'insistance mise par la Révolution sur l'éducation et la santé est un premier indicateur de la valeur accordée à la personne humaine. De fait, sans éducation et sans la santé, les personnes demeurent vulnérables à la manipulation et à l'isolement. Elles ne peuvent assumer les responsabilités dont elles ignorent les avenants et les aboutissants. Depuis longtemps, Cuba est libre d'analphabétisme et son système d'éducation fait l'envie de nombreux pays de la région. Quant à son École de médecine, sa réputation n'est plus à faire. Cuba est le pays qui dispose du plus grand nombre de médecins par mille habitants. Il fallait le faire en dépit et à l'encontre de toutes les contraintes mises sur sa route tout au long de ces 50 années.

Un second volet qui caractérise la Révolution cubaine est celui de la solidarité nationale et internationale. Nous connaissons de plus en plus les interventions de Cuba dans diverses régions du monde. Il n'y va pas avec des fusils pour y faire la guerre, mais avec des ressources humaines pour y apporter éducation et santé. Cette coopération n'est d'aucune manière conditionnée aux idéologies des pays où professeurs et médecins se rendent. Il en est de même pour l'ouverture de l'École de médecine à de nombreux étudiants étrangers, y compris des États-Unis. Dans la grande majorité des cas, Cuba assume les frais de formation de ces jeunes trop démunis pour payer cette formation, mais suffisamment intelligents et habiles pour en maîtriser les connaissances et leurs applications. Ils sont des milliers, aujourd'hui, oeuvrant dans leurs pays respectifs auprès des populations les plus défavorisées. Ce qui a fait dire à l'ex Président de l'Assemblée générale des Nations unies, Miguel D'Escoto, que Fidel Castro était sans nul doute le personnage le plus solidaire des causes humaines. Chez lui, la solidarité s'écrit par des actions et des engagements.

« Nous vivons le meilleur moment de l'histoire d'Amérique latine, un moment durant lequel le rêve de Bolivar, de Morazán et de Martí ne sont plus un simple rêve, mais s'est transformé en un projet réalisable dans lequel nous pouvons nous engager. Pourquoi ce moment-ci ? Je crois que nous sommes en train de voir les fruits de l'exemple et de la lutte de Fidel, diabolisé par l'Occident pour avoir prêché la solidarité. Fidel ne l'a pas seulement prêchée, il a prêché par l'exemple. Pour moi, et cela je le dis aux Nations unies, il est le héros mondial de la solidarité. »

Dommage que nos politiciens et médias continuent à le diaboliser et à taire ses réflexions et commentaires sur ce que vit le monde d'aujourd'hui. N'importe, les peuples savent le reconnaître et de plus en plus de dirigeants s'en approchent pour y puiser conseils et sagesse. Son influence déborde les frontières de Cuba et rejoint les peuples de l'Amérique latine, d'Afrique et plusieurs du Moyen Orient et d'Asie.

Quelque part, les forces porteuses de vérité, d'authenticité et de consistance en arrivent toujours à percer les nuages du mensonge, de la manipulation et de l'incohérence. Peu d'hommes d'État peuvent rivaliser avec la stature de cet homme toujours porteur d'un message de solidarité, d'humanité et de fraîcheur.

Fidel, bon 85ème anniversaire. Tu demeures pour bien des peuples et de nombreux dirigeants un phare qui éclaire sans éblouir et qui guide sans dévier de la voie à suivre.

Québec, le 13 août 2011

NDLR. Oscar Fortin: Libre penseur intéressé par tout ce qui interpelle l'humain dans ses valeurs sociales, politiques, économiques et religieuses. Bien que disposant d'une formation en Science Politique (maîtrise) ainsi qu'en Théologie (maîtrise), il demeure avant tout à l'écoute des évènements et de ce qu'ils lui inspirent. Expérience de travail en relations et coopération internationales ainsi que dans les milieux populaires. Actuellement retraité du gouvernement québécois et sans cesse interpellé par tout ce qui peut rendre nos sociétés plus humaines.

50ème anniversaire du mur de Berlin : une analyse plus approfondie

Par Victor Grossman

Cette année, la chaîne publique Berlinoise nous a bourré le crâne chaque jour déjà un mois avant l'anniversaire du mur de Berlin. Chaque soir, depuis fin juillet, elle livrait une interview avec quelqu'un, à peu près n'importe qui, qui pouvait nous raconter une histoire émouvante sur le Mur. Chaque jour, on nous montrait les bonnes vieilles et familières photos d'évasions, des images de ruines du mur et une pléthore de cérémonies.



Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, le Mur de Berlin était érigé par la République démocratique allemande (RDA). Il séparera la ville pendant plus de vingt-huit ans, jusqu'à sa chute le 9 novembre 1989

Ai-je l'air cynique? Le mur de Berlin était un édifice tragique, un grand nombre de personnes en ont souffert et beaucoup sont morts en rapport avec son existence. Chaque décès était une perte amère. Il est impossible d'enjoliver sa mémoire, comme n'importe qui a vécu tout près de lui peut en offrir un témoignage poignant.

Pour quiconque qui pousse l'analyse plus loin, cependant, certaines questions appellent encore des réponses. Pourquoi a-t-il été construit ? Et pourquoi, après tant d'années, est-il de façon si peu commune mis encore sous le feu des projecteurs ? La presse ici a très largement oublié les tragédies liées à l'époque Nazie dans les quelques années qui ont suivi 1945.

Le mur a été construit en désespoir de cause, la seule méthode que les dirigeants est-allemands pouvaient trouver pour arrêter l'hémorragie de la population de l'Est vers l'Ouest. Je trouve plusieurs explications principales à cette hécatombe dramatique.

Premièrement, la quasi totalité de ceux qui dans le tiers-est de l'Allemagne étaient impliqués dans les crimes de guerre ou les autres brutalités Nazie, estimant avec raison qu'ils seraient bien plus en sécurité sous la coupe occidentale que sous celle Soviétique, ont décampé aussi vite que possible. Voilà ce que firent ceux qui mus par la haine la plus forte et la plus profonde envers les Communistes et les Russes, qui a été attisée avec tant de force par Hitler et sa bande, les hommes les plus mouillés dans le massacre systématique des Communistes et des Russes. Par bien des aspects, l'Allemagne de l'Est a eu la chance de perdre ces gens, mais ils ne comptaient pas que des troupes d'assaut et des agents de la Gestapo mais aussi une forte part de techniciens, managers et spécialistes de toute sorte.

Deuxièmement, l'économie est-allemande ravagée par la guerre était désavantagée dès le départ. Elle était depuis longtemps une région économiquement plus faible ; même où il existait une industrie, elle était largement dépendante des matières premières issues des régions cédées à la Pologne ou des sources ouest-allemandes de fer, de charbon et d'autres matières premières. Plus important encore, les puissances victorieuses avaient convenu que l'Allemagne de l'Ouest devrait payer des réparations aux pays occidentaux, l'Allemagne de l'Est à l'Union soviétique et à la Pologne. Mais les pays occidentaux plus riches avaient subi des dégâts beaucoup moins importants. Le paiement des réparations cessa bien vite alors que les États-Unis, qui n'avaient subi aucun dégât, utilisait sa puissante économie pour accroître rapidement ses investissements dans le cadre du plan Marshall, contribuant à réaliser ce que l'on connaît comme le « miracle économique » ouest-allemand.

L'Allemagne de l'est, de son côté (et après 1949 la République démocratie allemande, ou RDA), ne pouvait pas être exemptée des réparations à la Pologne et à l'Union soviétique dont les économies, moins développées avant la guerre et détruites de façon inimaginable par les Nazis, avaient besoin désespérément des machines Allemandes et d'autres produits. Donc, pendant huit années capitales, l'Allemagne de l'Est eut à supporter le poids de plus de 90% des réparations.

La RDA a été contrainte de relever la tête par ses propres moyens – et c'est exactement ce qu'elle fit, comme des économistes impartiaux l'ont souligné. Elle a rapidement atteint les niveaux d'avant-guerre, industrialisé des régions arriérées figées dans l'ère féodale, mis en place de nouvelles industries et donné la terre aux pauvres paysans et à ceux venant des provinces de l'Est perdues.

En 40 années d'existence, elle a été capable d'offrir le plein emploi, une couverture médicale et une éducation de la petite enfance au doctorat complètement gratuites, des crèches gratuites et des progrès importants vers la réalisation du difficile objectif de l'égalité pour les femmes, avec le planning familial et l'avortement légal. Elle a grandement réduit l'écart entre riches et pauvres et a presque éliminé totalement la pauvreté. Pour moi, de telles réalisations, extraordinaires si on les analyse depuis notre perspective actuelle, ont représenté une expérience marquante dans la voie vers le socialisme.

Mais en dépit de ces réalisations, nombreux furent ceux qui tentèrent de partir ! Et quand leur nombre ne cessa de croître, ce Mur terrible fut construit.

Fondamentalement, c'était un cercle vicieux. Berlin-Ouest était aidé à coup de milliards afin d'impressionner et de gagner les citoyens de RDA. Une propagande extrêmement efficace, reposant sur tous les biens de la culture consumériste Américaine, élaborée à partir des procédés très subtiles de l'industrie publicitaire, était articulée à d'innombrables encouragements à l'émigration, visant en particulier une nouvelle génération d'experts est-allemands tout juste formés.

Ma femme, travaillant dans un hôpital, connaissait un jeune spécialiste Ouest-Berlinois qui parlait régulièrement aux docteurs et les encourageait à « fuir à l'Ouest ». Former un docteur en RDA signifiait investir jusqu'à un demi-million de marks ; de telles pertes ont provoqué des trous, douloureux économiquement et parfois aussi de façon très littérale.

Les médias occidentaux en appelaient constamment aux sentiments nationaux allemands : « Nous ne sommes qu'un peuple, frères et sœurs ! » Mais chaque tentative orientale tendant vers une sorte d'unification neutraliste ou au moins de confédération a été repoussée, en réalité ignorée. La stratégie était « Tout ou rien ». C'est seulement après que l'Allemagne de l'Ouest a mis sur pied une nouvelle armée intégrée à l'OTAN que la RDA a abandonné ses efforts.

C'est là qu'opère le cercle vicieux. Le parti et les autorités gouvernementales de RDA ne pourraient jamais trouver les antidotes adéquats à l'attraction magnétique croissante pour les biens de consommation occidentaux et la culture Américanisée et l'exode de docteurs bien formés, d'ingénieurs et d'artisans qualifiés. Il y avait des efforts louables : le meilleur de l'opéra, de la danse, des théâtres magnifiques, des activités culturelles et sportives pour tous les âges et tous les goûts.

Mais les dirigeants étaient héritiers de leur propre éducation politique, en grande partie forgée dans les actions politiques anti-Nazies des années 1920, 1930 et 1940. Menacés par les conséquences de l'offensive occidentale, ils ont ressenti la nécessité de prendre des mesures énergiques. Presque tous les pays sévissent contre l'opposition qu'ils considèrent menaçante. Les États-Unis actuels en offrent suffisamment d'exemples. Mais en RDA, en partie en raison de la proximité d'une menace qui n'offrait aucune barrière protectrice naturelle, en partie aussi à cause des conceptions bornées de dirigeants vieillissants se concevant comme omniscients et infaillibles – et l'existence de couches opportunistes et carriéristes renforça ces conceptions – leur « répression » fit plus de mal que de bien.

En conséquence, le flux qui n'avait rien d'extraordinaire de personnes vers une économie perçue comme plus prospère s'était renforcé de ceux qui ne pouvaient pas accepter les pressions d'une direction de plus en plus coupée de sa population. Constatant que l'Église luthérienne ouest-allemande aidait souvent les dissidents de RDA, le gouvernement a souvent pris des mesures répressives contre des membres et des dirigeants de l'Église présentés comme fauteurs de troubles, tandis qu'il finançait dans le même temps l'Église de bien des façons.

Tout en soutenant avec libéralité les arts, le théâtre et le cinéma, elle était souvent méfiante envers ce qu'elle voyait comme une opposition de mèche avec l'Allemagne de l'Ouest, venant grossir les rangs de ceux qui désiraient partir. Le Mur était une réponse désespérée à ce véritable cercle vicieux. De façon peut-être surprenante, pendant des années il a permis de grands progrès et même fut une source de satisfaction accrue de la part de tous ceux qui étaient les moins directement concernés.

Vers la fin, ces tendances souvent contradictoires ont subi les conséquences de la lutte de la RDA pour ne pas être trop à la traîne dans la révolution électronique transformant les économies capitalistes avancées. Mais avec aucune aide même de la part de ses alliés Soviétique ou de l'Est, et exclue de l'essentiel du développement occidental, elle a été contrainte d'investir des milliards dans une vaine compétition avec Sony ou IBM, ainsi que dans un gigantesque programme de logement et dans son appareil militaire de défense. En fin de compte, cela s'est avéré trop pour elle.

Juste avant que le Mur ne soit construit, les flots de ceux qui partaient, craignant que ce ne soit leur dernière chance, ont menacé la RDA d'écroulement. Le gouvernement ouest-allemand, depuis Bonn, était à l'affût d'une telle opportunité. Mais toute étincelle dans cette situation tendue pouvait mener facilement au conflit ; avec les forces américaines et Soviétiques possédant l'arme atomique, que les événements prennent une tournure catastrophique était tout sauf une idée fantaisiste. On cite parfois le président Kennedy affirmant que le Mur « n'est pas une bonne solution mais que c'est mille fois mieux que la guerre ».

Mais pourquoi est-ce que lorsque les anniversaires offrent l'occasion de gloser sur les défauts et les erreurs de l'ancienne RDA, comme le Mur, ceux-ci ne sont ni oubliés ni pardonnés, mais au contraire on les rappelle en martelant le cerveau des gens sans cesse, chaque jour et chaque soir ?

Pour moi, la réponse me paraît évidente. Avec la RDA hors-jeu, les dirigeants d'une République fédérale élargie n'avaient plus besoin de services sociaux et de niveaux de vie suffisamment attractifs pour soutenir la comparaison avec la RDA. Les 21 dernières années ont vu une dégradation constante. Les soins médicaux et dentaires sont de plus en plus chers, payer l'éducation des enfants est une lutte permanente, l'âge de départ à la retraite a été relevé à 67 ans, la TVA et les loyers ont connu une escalade alarmante.

Alors que l'Allemagne connaît un peu moins le chômage que la plupart des pays, grâce à sa position dominante dans l'exportation de biens à haute valeur ajoutée, de plus en plus de gens sont contraints à des emplois précaires, temporaires et payés une misère. Un sentiment de sécurité, conditionnant des décisions sur le mariage, les enfants, le logement entre autres, est quelque chose de rare. Le patronat n'a plus à craindre la moindre compétition avec la RDA. Et cette absence d'une RDA concurrente, faisant constamment l'éloge de la paix, a permis à l'Allemagne d'envoyer des troupes, des navires et des avions de guerre en Serbie, au Liban et en Afghanistan.

La situation pourrie actuellement pousse les gens à se souvenir des meilleurs aspects de la RDA, en particulier dans les domaines du contrôle des loyers, de la garde d'enfants, des soins médicaux et dentaires et surtout de la sécurité de l'emploi et concernant son avenir. Avec l'économie actuelle confrontée à des évolutions inquiétantes dans les années à venir, les dirigeants économiques et politiques craignent de telles conceptions dangereuses. Et cela explique leur message constant, une déformation selon laquelle la RDA n'était que le Mur et rien d'autre, ce socialisme abominable n'était pas seulement un échec, il était aussi mauvais, peut-être même pire, que la dictature fasciste d'Hitler. Et c'est ce qu'on nous sert en Allemagne tous les jours, puissance trois ou quatre pendant les périodes de commémoration.

Victor Grossman, correspondant du Morning Star à Berlin

Traduction JC
Solidarite-internationale
16 août 2011

Suite de la page (13)

Washington a fait savoir qu'il considérerait avoir l'accord tacite du Comité des sanctions dans les cinq jours suivant la réception de sa notification.

Malheureusement, la Libye ne pouvait pas s'opposer à ce vol, car elle n'est pas représentée à ce Comité. En effet, son ancien ambassadeur a fait défection, et —en violation de l'Accord de siège— le Département d'État n'a toujours pas délivré de visa à son nouvel ambassadeur.

Washington entendait bien profiter de cette absence forcée pour s'emparer du butin. Au demeurant, la France a déjà ouvert une brèche en volant 128 millions de dollars dans les mêmes conditions.

C'est en définitive le représentant permanent de l'Afrique du Sud, l'ambassadeur Baso Sangqu, qui a fait obstacle à la manœuvre.

Outre la rapacité des États-Unis, cet invraisemblable épisode confirme que l'auto-proclamée « Libye libre » de Benghazi et Misrata n'est pas gouvernée par le Conseil national de transition (CNT). Celui-ci n'est qu'une façade, au demeurant fort lézardée. L'Est de la Libye, contrôlé par l'OTAN, est administré par le Libyan Information Exchange Mechanism (LIEM), un organe informel, sans personnalité juridique, mis en place à Naples par les seuls États-Unis, même si certains de ses employés sont des Italiens.

Les fonds que l'on présente comme attribués au CNT sont en réalités remis au LIEM qui les utilise pour salarier les membres du CNT et leurs fonctionnaires. La différence est de taille : le Conseil national de transition n'a pas de politique propre, il se contente d'exécuter la politique des États-Unis. Et c'est bien normal lorsque l'on sait que le CNT n'a pas été formé lors des événements de Benghazi, mais plusieurs années avant à Londres comme un gouvernement provisoire en exil.

Par conséquent, l'action militaire des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN ou du Conseil de coopération du Golfe n'a pas pour objectif de mettre en œuvre la protection des civils prévue par la résolution 1973, et encore moins la « libération des Libyens », mais bien la colonisation du pays.

Notes

[1] « Résolution 1970 sur la Libye », Réseau Voltaire, 26 février 2011.

[2] « Libye : Washington prépare sa revanche », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 21 juillet 2011.

Réseau Voltaire 16 août 2011

Suite de la page (12)

leur montrent les images vidéos de leur pays et surtout de leurs dirigeants. Hélas ! J'AI HONTE.

Pour ma part, je tiens à marquer mon indépendance totale et radicale par rapport à ce à quoi nous assistons aujourd'hui dans le pays. Je tiens à déclarer solennellement et officiellement que bien que signataire de la charte du parti, je ne fais plus partie depuis 1997 de LAFANMI LAVALAS. Il est tout aussi important pour moi de rappeler à tous que je n'avais pas non plus appuyé ni de loin, ni de près tout ce brigandage qui a conduit au coup d'Etat de 2003 et qui, en définitive ne visait qu'à boycoter le 200e anniversaire de notre indépendance et nous entraîner dans cette situation de confusion et d'occupation. Je demeure toutefois attaché aux revendications de justice, de transparence et de participation dans les affaires du pays qui nous ont conduit au mouvement 16 décembre 90. Ces revendications étaient et sont encore d'ailleurs le leitmotiv d'une grande tranche de la population qui militaient dans les organisations civiques et populaires comme ANOP, FENEH, ADIH, CNEH, TET KOLE, APN, SAJ, AYÏTI PAP PERI, FEDKKA, KOREGA, KID, MPP, AJH, KOMILFO, AEN, LAPPH, IEP, ANMH, SOFA, KAY FANM, les comités de quartiers etc.

A toute cette génération d'hommes et de femmes de ma génération, de toutes les couches et de toutes les classes qui croient dans l'honneur, l'intégrité, la tolérance, la démocratie vraie, organisée, organique et participative, vous qui, voilà de nombreuses années, aviez pris rendez-vous avec l'histoire, je vous dis que le moment est venu de montrer aux jeunes d'aujourd'hui et à tous ceux qui croient qu'il faut fouiller les poubelles de l'histoire récente et les bas-fonds de l'indécence pour exprimer leur colère et leur rejet légitimes, il faut l'avouer, face à la façon dont nous avons été gouvernés durant ces dernières années, qu'il existe et qu'il a toujours existé des hommes et des alternatives dignes de notre histoire de peuple et de notre lutte récente pour la démocratie.

Il est important de faire savoir aux jeunes qui n'ont pas connu les luttes de ces 25 dernières années que le pays n'est pas divisé en *grenn nan bouda* et *rat pa kaka*., que le pays n'est pas divisé en *makout* contre lavalas, ni en *moun anwo* contre *moun anba*, ni en mulâtres contre noiristes, ni en droite contre gauche, mais qu'il est bel et bien divisé entre ceux qui croient en l'honneur, la dignité, la liberté, la démocratie, le droit à la parole, l'intégrité, le respect des droits d'autrui et de leurs biens et ceux qui croient qu'ils ont le droit de piller les caisses publiques, de corrompre les administrateurs de l'Etat, de violer nos filles, d'enlever les opposants, de s'en débarrasser et de livrer le pays à l'indécence et aux gangs. Il est aujourd'hui urgent de faire savoir à la communauté internationale que nous n'avons pas les dirigeants que nous méritons. Il est impératif de rappeler à tous qu'un leader, un dirigeant, une élite d'un groupe ou d'un pays est celui qui représente le meilleur de ce qu'ils sont et de ce à quoi ils aspirent. Ce n'est pas le cas aujourd'hui en Haiti. Et pourtant, il y a dans toutes les classes, toutes les couches de la société et tous les partis, des citoyens dignes de nous représenter et de représenter leur classe, leurs catégories sociales, leurs partis, leurs tendances politiques qui sont dignes de nous représenter. Qu'ils se fassent entendre et qu'ils manifestent publiquement leur honte. Pour l'histoire, pour nos jeunes et pour la génération à venir! Oui, je le redis encore : j'ai honte.

Puisse cette honte se transformer en une sainte et saine colère ! Mais où est donc la société ? Ça suffit. C'est assez. Stoppons vite et maintenant ce macabre mardi-gras. Il est temps de mettre en œuvre une grande énergie positive basée sur l'amour, l'honnêteté, l'unité, l'intégrité et surtout de la compétence qu'on a tendance à dévoyer aujourd'hui. Il est temps de combattre ensemble et de toutes nos forces cette haine, ce mépris et cette grande disparité entre les classes, les couches, les strates, qui font la part belle aux politiciens de toutes sortes.. Mieux vaut construire une alternative que de maudire les forces des ténèbres. L'AMOUR, Ayïti Mobilisée dans l'Unité pour la Rédemption et/ou la Réhabilitation est la seule force qui puisse nous réunir et nous remettre notre dignité de peuple.

Suite de la page (6) Zòn Franch.....

fòmèl melanje ansanm, pa rive nan 300.000. Se nan sektè yo rele enfòmèl la, nou jwenn pifò popilasyon an ap degaje li pou kont li. Agrikilti a ki se okipasyon ki bay plis moun travay nan peyi a, Leta kite li nan kategori enfòmèl menm jan ak elvaj, lapèch oswa atizana. Kidonk, majorite travayè k ap pote ekonomi peyi a sou do yo pa jwenn ni estati legal kòm travayè, ni ankadreman, ni asistans Leta.

Leta ayisyen depi li antre nan konfyolo ak òganizasyon entènasyonal yo ak konpayi miltinasyonal yo ap pran desizyon kont pòsyon popilasyon milye riral la. An n sonje kèk nan desizyon reyaksyonè Leta pran anvan, pandan ak apre okipasyon meriken tankou kanpay rejete, kontra Mac Donald, kontra plante kawotchou ak SHADA sou Lescot, kontra batey nan Kiba ak nan Dominikani epi nan ane 1980 yo kontra PEPADÈP, kote yo te touye plis pase yon milyon kochon kreyòl. Rezilta tout vye desizyon, vye kontra sa yo, se anviwonman peyi a ki kraze, se popilasyon yo ki vin pi pòv. Se sistèm ekonomi nou an k ap kraze. Jodia sou chak 100 plat manje nou jwenn nan peyi a apèn si nou pwodui 40 plat. Se yon katastwòf nasyonal. Tout popilasyon an ap kouri kite milye riral la pou vin gonfle nan gwo vil yo, sitou nan Pòtoprens. Jodia, kapital la ak 6 komin ki pre li yo gen 2.5 milyon moun.

Ki repons otorite Leta yo ak sektè prive a pote devan anvayisman popilasyon an sou kapital la? Kit se Duvalier yo, kit se militè yo, kit se «demokrat yo», se toujou menm fo repons la dirijan yo ak oligachi a bay sou gwo pwoblèm pou kreye travay nan peyi a. Olye yo chache solisyon dirab pou ralanti ekzòd masif popilasyon an epi ankouraje sa ki deja la yo pou retounen lakay, nan devlope aktivite ekonomik, nan mete sèvis tout kalite pou valorize milye riral la, yo pito mache nan lojik miltinasyonal la. Konpayi meriken yo toujou vle fè Ayiti tounen yon rezèv mendèv bon mache nan Karayib la, yon gwo faktori k ap kole moso jwèt, rad, pyès elektwonik pou peyi Etazini. Yo vle Ayiti sispann fè manje, pou se yo k ap voye pwodui pèpè ba nou. Men nan ki lawont dirijan Leta yo ak oligachi a lage peyi a depi nan ane 1980 yo. Y ap fè komisyon sou tèt ouvriye yo epi y ap chache gen kontwòl politik katye popilè yo. Solisyon pak endistriyèl, zòn franch, faktori sa a pi fasil pase refòm agrè, irigasyon ak bay peyizan yo kredi pou travay tè yo.

Chwa simaye faktori sa a agrave sitiyasyon an paske majorite moun andeyò ki bezwen travay kouri antre nan kapital la, pou jwenn yon swadizan ale mye, men se byen konte mal kalkile.

Ki responsablite patriyòt pwogresis yo nan kalte move chwa ekonomik yo dirijan yo ap fè yo?

Jodia fòk nou konsyantize popilasyon an sou dega vye solisyon depaman sa yo ap fè nan estrikti ekonomik peyi a. Si nou vle konstwi peyi a pou jenerasyon k ap vini yo, si nou vle granmoun nan pwodui pwòp manje lokal nou, nou pa dwe kite oligachi a nan asosyasyon ak miltinasyonal yo, ak dominiken yo ap fin pran pi bon tè plèn nou yo, nan Maribawou, Taba, Dwouya, Karakol pou yo mete kanpe pak endistriyèl, zòn franch. Nou dwe denonse politik wete trip mete pay sa a. Nou ka fè agrikilti toujou si nou chwazi pou okipe zafè nou, nou ka fè elvay toujou, nou ka devlope atizana, nou ka konstwi izin pou transfòmasyon pwodui agrikòl yo. Nou ka konstwi yon lòt Ayiti, si nou mete òganizasyon dyanm sou pye, si nou mobilize tout fanm ak gason ki sou batay pou sove peyi a.

Gasner JOSEPH

Continued from page(9)

and tamping down the rhetoric of the Martelly sector, with which in essence they have no fundamental disagreement.

Beyond the lesson in political cooptation that has been inflicted on Martelly's clique, it would seem that Bill Clinton and Insulza have gone much farther in letting Martelly know that they totally disapprove of his campaign of denigration and criticism of the IHRC.

Indeed, Martelly, with the demagogic zeal that is characteristic of the way he hides his worthlessness, blasted away at the Clinton-led IHRC and outgoing Prime Minister Jean-Max Bellerive. He had even threatened to fire Bill Clinton and to put an end to the IHRC's mandate, which is supposed to end in October anyway. And it is from this same perspective that he categorically refused to keep Bellerive as the head of government, which would have ensured the continuity so desired by Clinton.

It did not take long for this caricature of a president to adapt himself to the orders of his bosses, given that he lost no time in changing his mind to quickly accommodate himself to their dictates. To show that he learned his lesson well, he stopped taking aim at the IHRC. Instead, he asked Parliament for a one-year extension of the IHRC, and to top it off he declared: "*The President that I am must be objective in recognizing that the IHRC can be a good tool for supporting the development of Haiti if the problems with which it is confronted are addressed.*"

To give himself a clear conscience before the one who made him Haiti's President, Martelly showered Clinton with the most vile flattery when he chose to honor him for so-called services rendered, while for us Haitian patriots, proud in our verticality, Clinton is nothing but the worst enemy of the country and of the Haitian people.

Even though this same Bill Clinton himself has recognized all the harm he has inflicted on us and our economy, his knave however declared to him: "*We will never forget that you were one of the very first international figures who came to bring us relief [...] and since then, you are showing us an undeniable interest by your repeated visits over the course of these last 18 months. We are certain that this interest is motivated by your sense of humanity coupled with the proverbial generosity of the United States [...] You are a great friend of Haiti. In the area of aid, you have not contented yourself with being the representative of our country; you have engaged yourself, and continue to personally engage yourself for Haiti [...] the humanism that animates you has led you to invest here in agriculture, education, housing, food, drinking water, electricity [...] Mr. President, the country of Haiti has trust in you [...] You are thus for us a valued friend, irreplaceable in the long and difficult road of reconstruction on which we have embarked [...] Mr. President, by the powers vested in me, I bestow upon you the Grand Cross of the National Order of Honor and Merit, by way of appreciation of the Haitian people for what you have already undertaken and for what you will be undertaking.*"

The reply by the Empire's son was curt, with even a hint of disdainful condescension that the Clinton lackey, ensconced in his base servility, surely didn't detect: "*I don't think that former American presidents need decorations, but this one, I accept with honor.*"

Still today, the country is caught between the devil and the deep-blue sea. The promises of reconstruction are nothing but silly fables. The victims will never be rescued. Thus the IHRC is just forging ahead, with lies, hypocrisy and scheming. It is an imperialist, colonialist, racist and neo-colonialist project of the ruling groups, accompanying the humanitarian operation which began after the January 12, 2010 catastrophe and which continues smoothly, with the complicity of the on-call indigenous who want to kill Haitian nationalism.

Suite de la page (6) Martelly pran yon.....

responsabilite Lapolis nasyonal Dayiti, sekirite nasyonal la se responsabilite fòs sekirite nasyonal… »

Prezidan Martelly bò kote pa l lè l te retounen dimanch lan t ap fè bilan vwayaj li, li te plis pale sou kesyon transfòmasyon manda Minustah ak kreyasyon yon fòs ayisyen pou defann tèritwa a . « Prezidan chilyen an, Pinera te sipòte volonte nou te manifeste a pou transfòme manda Minustah a yon misyon aktiv nan devlopman peyi a.

N ap raple pou prezidan Martelly, lè prezidan Preval te fèk pran pouvwa a nan lane 2006 li te fè menm pwopozisyon sa a ak plis detèminasyon. Nasyonzini te reponn pou l te di yo jan Ayiti ap mande sa a, misyon yo se mete lapè, kote ki gen menas kont lapè ak sekirite entènasyonal. Si Martelly pa dakò ak Minustah k ap touye pèp ayisyen an ak Kolera, se manda a pou l pa renouvle nan mwa Oktòb k ap vini la a.

Anpil moun nan peyi Dayiti, menm zanmi li yo nan Palman an te kritike monte desann, gaspiye lajan peyi a nan pil ak pakèt vwayaj l ap fè depi l te fin monte sou pouvwa a 14 me pase a. Yo te di l peyi a genyen twòp pwoblèm tankou : viktim 12 janvye 2010 yo ki toujou ap jemi anba tant yo, ki sou menas espilsyon fòse, ensekirite a k ap vale teren, grangou k ap fin touye moun, lekòl ki pral louvri, kriz politik ant 2 pouvwa Leta yo, gouvènman ki pa genyen nan peyi a elatriye. Fòk li ta chita ak tout fòs politik yo nan peyi a pou chache rezoud pwoblèm sa yo. Li pa tande, li pa wè, li pran avyon l li pati epi men sa ki rive l, prezidan Ajantin nan pa resevwa l, rezon prezidan Ajantin lan, avanse pa kenbe. Si l te pran prezidan an oserye li pa ta fouti pa resevwa l. Jan pwovèb ayisyen an di l : « Chyen gade je mèt kay avan l antre. ». Martelly te di laprès fèmen bouch li si l pa ka vann bon imaj peyi a, men jounen jodi a si li menm k ap fè yo pase peyi a nan betiz, fè peyi a pran wont sou plan entènasyonal la.

Un enfant français soigné par des médecins cubains



Valentin à l'aéroport d'Orly (France) avant son départ pour Cuba, le 7 août 2011 (photo prise par sa mère)

Pour la deuxième fois consécutive, le Centre de Réparation Neurologique de Cuba (Centro de Restauración Neurológica de Cuba - CIREN), accueille le jeune français Valentin Cagno, qui souffre d'une maladie affectant le moteur cérébral.

L'année dernière, avec l'appui de l'Ambassade de Cuba en France, la compagnie d'aviation Cubana de Aviacion et le Ministère de la Santé Public de Cuba, ont organisé le transfert et le séjour de l'enfant au CIREN.

A cette occasion, Valentin poursuivra le traitement sur l'île. *« Il s'agit d'un traitement personnalisé caractéristique de la médecine cubaine »* a déclaré sa mère Maria Goreti au quotidien français Le Parisien avant son départ.

Elle a affirmé que l'enfant était «très motivé» eu égard aux «progrès extraordinaires obtenus grâce aux soins des médecins cubains.»

S'asseoir, indiquer la position de 4 points et dessiner un cercle pour la première fois de sa vie ont été les premiers résultats obtenus lors de son premier traitement.

Valentin Cagno est né il y a 11 ans avec de graves complications qui ont provoqué de graves handicaps cérébraux et moteurs. Tout au long de sa vie il a été traité dans de nombreux établissements de santé français qui ont diagnostiqué un cas désespéré incurable. Les parents ont rejeté le diagnostique et décidé de faire appel aux CIREN, une des institutions de traitements neurologiques les plus prestigieux au monde, dont le siège est à Cuba.

La commission médicale du centre qui est situé à l'ouest de la Havane, a examiné le dossier clinique du patient et a déterminé qu'il existait la possibilité d'une amélioration substantielle de la qualité de vie pour Valentin, malgré ses capacités mentales qui correspondent à celles d'un bébé de 16 mois.

LGS 15 août 2011

Primaires en Argentine : victoire de Cristina Kirchner

Des élections primaires se sont déroulées le dimanche 14 août en Argentine, pour la première fois, en préalable aux présidentielles du mois d'octobre.

Elles se sont traduites par la victoire de Cristina Kirchner et du Frente para la Victoria, avec 50.3 % des votes en résultats partiels sur plus de 90% des bureaux. Viennent ensuite les candidats de la UDESO, Ricardo Alfonsín avec 12.5%, et Eduardo Duhalde, du Frente Popular avec 12.1 et Hermes Binner, du Frente Progresista avec 10.5% puis Alberto Rodríguez Saá, avec le Compromiso Federal 7.8% , la Coalición Cívica, avec Elisa Carrió, lograba a atteint 3.22%, le Frente de Izquierda, avec Jorge Altamira 1,5 %. En revanche, Proyecto Sur, Campo Popular et le Movimiento Social ont des scores inférieurs à 1,5%.

Avec plus de 35 points sur le premier postulant de l'opposition, Cristina Kirchner semble en mesure de s'imposer



Cristina Kirchner semble en mesure de s'imposer dès le premier tour de la présidentielle, le 23 octobre 2011

dès le premier tour de la présidentielle, le 23 octobre 2011. L'opposition doit se poser des questions : tant Ricardo Alfonsín que Eduardo Duhalde ne peuvent se poser en alternative crédible au partie de la présidente.

Le score de la présidente s'est imposé y compris à Buenos Aires et dans des provinces considérées comme difficiles comme Santa Fe et Córdoba. En revanche dans la province de San Luis sans surprise ce fut le candidat du Compromiso Federal, Alberto Rodríguez Saá, qui l'a remporté.

D'emblée, Cristina Kirchner a tenu un discours d'unité, saluant "toutes les autres forces politiques" qui ont participé à ces primaires, "qui ont participé au développement de la démocratie ", rappelant le rôle régional de l'Unasur pour s'unir face à la crise économique, et soulignant la nécessité de "l'union de tous les argentins pour continuer à se développer". Invitant à "réfléchir ensemble, nous avons besoin de l'unité de tous les argentins pour continuer à travailler ensemble ".Tant Ricardo Alfonsín, que Hermes Binner, ont salué le score enregistré par le parti de la présidente.

El Correo avecTelam, 15 août 2011

Israël: la contestation sociale sort de Tel Aviv et Jérusalem

Des dizaines de milliers d'Israéliens se sont rassemblés samedi soir contre la vie chère dans une douzaine de localités du pays, des manifestations sortant de Tel Aviv et Jérusalem pour la première fois depuis le début du mouvement de contestation sociale il y a un mois. « L›essentiel pour nous, c›est de montrer que le peuple est uni, que nous vivons dans un seul et même pays et qu›il faut tout faire pour combler les disparités sociales », a plaidé Stav Shafir, une des dirigeantes du mouvement.

Si la mobilisation n›a pas atteint le niveau historique de samedi dernier à Tel Aviv -300 000 personnes, du jamais vu pour un mouvement social en Israël-, elle témoigne néanmoins d›un ancrage national qui n›avait pas encore eu l›occasion de s›exprimer.

Selon le porte-parole de la police nationale, Micky Rosenfeld, les manifestations ont réuni samedi soir un peu plus de 50 000 personnes, dont 25 000 à Haïfa, la capitale du nord d›Israël, et 15 000 à Beersheva, la grande ville du Néguev, au sud, une région défavorisée.

Les dirigeants du mouvement et militants de base ont affiché leur satisfaction d›avoir pu mobiliser en dehors des deux plus grandes villes d›Israël.»On entend finalement la voix de gens du Sud, pas seulement celle de Tel Aviv», a expliqué Adar Meron, une danseuse de flamenco, la première à dresser une tente de protestation à Beersheva, après la naissance du mouvement à Tel Aviv.

Sur une grande place de Beersheva, une immense banderole était déployée, sur laquelle était écrit: «Le Néguev se réveille», tandis que des manifestants brandissaient des pancartes: «Israël m›est cher», «Le Sud en colère», «Pour un Etat providence maintenant».

Pour Haïm Bar-Yaakov, 53 ans, un travailleur social de Beersheva, cette manifestation a constitué «un moment historique». «J›habite depuis 40 ans dans cette ville, je n›ai jamais vu une telle mobilisation. Le peuple tout entier, Juifs et Arabes, Sépharades et Ashkenazes (juifs orientaux et d›Europe de l›est), est uni pour une société plus juste», a-t-il expliqué. Des Bédouins et des juifs religieux se sont aussi mêlés aux contestataires.

Des rassemblements ont également eu lieu notamment à Afula, en Galilée, dans le nord, à Modiin (centre) et Eilat (extrême sud).



300 000 personnes dans les rues, du jamais vu pour un mouvement social en Israël

«Le peuple exige la justice sociale»

Les foules ont de nouveau scandé: «Le peuple exige la justice sociale», le slogan adopté par la contestation depuis son début à la mi-juillet avec l'apparition des premières tentes de protestations le long du boulevard Rothschild, dans le quartier le plus chic de Tel-Aviv.

Samedi, l'objectif déclaré des organisateurs n'était pas seulement d'étendre le mouvement à la «périphérie» mais aussi de mobiliser les classes populaires afin de ne pas apparaître comme une protestation de «bobos» (bourgeois bohème) de Tel Aviv, caricaturés sous les vocables d'»amateurs de sushis et fumeurs de narguilé».

Selon un sondage rendu public mardi, une très grande majorité de la population israélienne (88%) soutient cette grogne sociale, la première du genre d'une telle ampleur en Israël et 53% d'entre eux se disent prêts à participer à des manifestations.

L'Humanité 14 Août 2011

La Palestine déposera sa demande d'adhésion à l'ONU le 20 septembre 2011

Par A.S.

Les Palestiniens présenteront leur demande de pleine adhésion aux Nations unies le 20 septembre, a déclaré samedi le ministre palestinien des Affaires étrangères Riyad al-Malki. La requête sera remise au secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, le jour de l'ouverture de la prochaine Assemblée générale de l'ONU à New York.

Depuis 1974, l'Autorité palestinienne, qui représente l'entité géographique de Cisjordanie, possède le statut d'observateur au sein de l'Organisation des Nations unies.

Les dirigeants palestiniens avaient déjà annoncé, en juillet, leur intention de présenter cette demande d'adhésion après l'échec de la réunion du Quartette (États-Unis, Russie, Union européenne, ONU) pour le Proche-Orient. Les responsables palestiniens excluent une reprise des négociations avec



Le ministre palestinien des Affaires étrangères Riyad al-Malki

Israël avant l'Assemblée générale de l'ONU.

Faute de perspective sérieuse de reprise des négociations de paix avec Israël, dans l'impasse depuis près d'un an en raison notamment de la poursuite de la colonisation,

Suite à la page (17)

Non à la répression d'Etat de la jeunesse britannique

L'éruption primaire de la colère sociale qui a balayé ces derniers jours Londres et d'autres villes britanniques a révélé au grand jour la pauvreté profondément enracinée, la discrimination et la violence policière auxquelles sont confrontés au quotidien les jeunes de la classe ouvrière.

La réaction de l'ensemble de l'establishment politique et des médias est de rejeter toute discussion sur ces conditions. Ils soulignent à l'unisson que les émeutes et les cas de pillage qui ont eu lieu sont exclusivement dus au fait qu'une vaste « sous-classe criminelle » de jeunes « infestait » les centres-villes et qu'il fallait en venir à bout impitoyablement.

C'est une calomnie contre les jeunes. Ces gardiens autoproclamés de la morale qui répandent cette calomnie - des hypocrites de premier ordre ! - oublient de prendre en considération les implications de leurs propres mensonges. Quel jugement faut-il porter à un système social qui produit une génération entière de criminels ?

En réalité, durant 35 ans l'élite dirigeante et ses représentants politiques ont mené une guerre contre la société. Chaque aspect de la vie a été subordonné aux intérêts d'une élite financière parasitaire qui a pillé sans retenue les biens publics en ne laissant sur son chemin que des niveaux record d'inégalité et de privation.

L'immense détresse sociale qui prévaut actuellement ne fera que s'aggraver considérablement. Ce n'est pas un hasard si le contexte des révoltes des jeunes est un nouvel effondrement des marchés boursiers du monde. Une orgie de spéculation et de cupidité de la part d'une infime élite ultra-riche a produit une catastrophe économique.

En Grande-Bretagne, comme ailleurs, la réaction de l'élite dirigeante à l'effondrement du capitalisme a été l'imposition de mesures d'austérité qui plongera des dizaines de millions de gens davantage encore dans la pauvreté. Cette politique de guerre des classes est ce qui sous-tend cette réaction brutale de la part de l'establishment politique et des médias. Leur but est d'inciter à la révolte les éléments les plus réactionnaires afin de pouvoir justifier une répression d'Etat de masse et même des attaques encore plus draconiennes contre les conditions sociales.



Condamnation sans équivoque de l'attaque policière perpétrée contre les jeunes britanniques

C'est pourquoi le premier ministre David Cameron ne jure que par l'«autorité de la loi » (« rule of law ») pour sanctionner le recours aux canons à eau et aux balles en plastique. C'est aussi la raison donnée par le dirigeant du Parti travailliste, Ed Miliband, dont le parti, alors qu'il était au gouvernement a contribué à créer les conditions sociales déplorables contre lesquelles les jeunes sont en train de se rebeller, pour exiger que « les policiers répondent de la manière la plus forte possible. »

Leurs dénonciations de la « criminalité » et de « l'immoralité » des jeunes sont d'un cynisme et d'une hypocrisie époustouflants.

Elles émanent de représentants d'une bourgeoisie qui est en train de mener des guerres d'agression criminelles en Irak, en Afghanistan et maintenant en Libye et dans lesquelles des civils innocents sont tués tous les jours. Ces mêmes politiciens - à commencer par Cameron - qui parlent avec éloquence de morale, ont été démasqués comme étant les laquais politiques du multimilliardaire ultra-réactionnaire, Rupert Murdoch, dont le journal News of the World a été impliqué dans la criminalité à une échelle industrielle, avec corruption systématique de la Police métropolitaine, cette même force de police qui est actuellement lâchée dans les rues de Londres pour attaquer en toute impunité les jeunes de la classe ouvrière.

Aucune mesure n'a été prise contre Murdoch, ni aucun de ses cadres, ni contre les policiers corrompus - et d'ailleurs aucune sanction n'est réclamée. Murdoch et son fils James sont traités avec une déférence écoeurante par les politiciens de tous les partis traditionnels et par les médias.

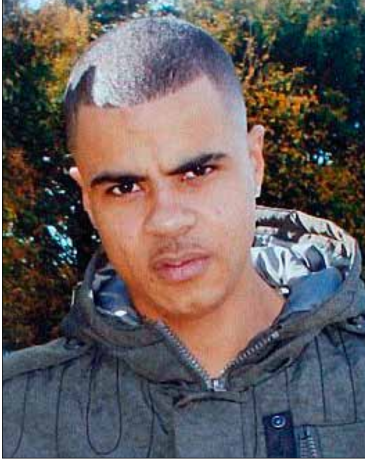
Dans cette condamnation générale du « non respect de la loi » il n'y a quasiment aucune référence faite à Mark Duggan, 29 ans et père de quatre enfants, dont la fusillade mortelle jeudi dernier par la police a déclenché les émeutes. On n'entend pas d'appels à traduire en justice le policier qui l'a assassiné.

Pas une critique n'a été émise sur les arrestations de masse qui ont lieu partout dans le pays. Près de 2.000 personnes ont été jusque-là interpellées au cours de rafles policières de masse pendant lesquelles de jeunes manifestants ont été attaqués et saisis au hasard. Les tribunaux fonctionnent actuellement jour et nuit pour traduire en comparution immédiate les personnes accusées de délits mineurs et dont beaucoup se sont vus refuser une libération sous caution.

Il y a plus que des relents de fascisme dans les appels répétés lancés aux « propriétaires » et aux « citoyens respectables » à « reprendre la rue » à ceux qui ont été qualifiés de « rats errants ». Ecrivant dans le journal Daily Mail, Max Hastings a décrit les jeunes impliqués dans les troubles comme des « animaux sauvages » qui « ne réagissent qu'à des impulsions animales instinctives. » Au début du 19ème siècle, poursuit Hastings avec une approbation non dissimulée, « les flambées de violence sporadiques » de la « sous classe » étaient refoulées « par la force et des sanctions pénales draconiennes, en premier lieu la peine de mort et le bannissement dans les colonies. »

Au contraire, se plaint-il amèrement, « Aujourd'hui, ceux qui sont au bas de la société ne se comportent pas mieux que leurs ancêtres, mais l'Etat providence les a soulagés de la faim et du vrai besoin. » De telles diatribes racistes et fascistes sont légitimées et diffusées par la presse bourgeoise « respectable » tandis que des forces droitières tel le « libertaire » Paul Staines fait circuler des pétitions sur internet pour demander la restauration de la peine de mort.

La session extraordinaire du parlement doit débattre d'une mesure visant à priver tous les chômeurs impliqués dans les émeutes, des prestations sociales auxquelles ils ont droit. Les émeutes quant à elles sont utilisées pour tester des mesures contre-insurrectionnelles sur le plan national, avant l'apparition de luttes plus importantes de la classe ouvrière dont ces événements sont le signe avant-coureur.



Mark Duggan, 29 ans et père de quatre enfants, dont la fusillade mortelle jeudi dernier par la police a déclenché les émeutes

Les révoltes des jeunes ont avant tout révélé au grand jour le caractère méprisable et réactionnaire de ceux qui se qualifient eux-mêmes de « libéraux » et même de gens de « gauche. » Des années durant, ces couches privilégiées de la classe moyenne se sont adaptées à l'inégalité sociale croissante. Totalement indifférentes à l'appauvrissement de vastes couches de la population, leurs références « progressistes » sont entièrement fondées sur leur soutien à la politique d'un certain style de vie et de diverses formes de politique identitaire petite bourgeoise.

Leur réaction aux émeutes urbaines est empreinte de peur intense et de dégoût. Ken Livingtone, du Parti travailliste - autrefois surnommé « Red Ken » [Ken le rouge] - a été parmi les tout premiers à réclamer le recours aux canons à eau, tandis que les députés travaillistes noirs et asiatiques et divers « dirigeants locaux » qui se sont servis de la politique d'égalité raciale pour promouvoir leur carrière et leur compte en banque sont les plus véhéments pour dire que la pauvreté « n'excuse pas » les émeutes et que la police doit riposter avec force.

Ian Dunt, rédacteur de politics.co.uk, a exprimé le plus clairement la perspective de ces couches. Par le passé, il avait écrit que « nous autres qui nous considérons comme des défenseurs des libertés civiles » nous nous méfions des appels au tout sécuritaire lancés par des « partisans de l'autorité. » Mais ce n'est plus le cas. « Soyons clairs, nous avons eu un aperçu de ce qui se passe lorsque la société s'effondre, » a-t-il poursuivi. Nous « devons montrer que nous comprenons la nécessité de sanctions plus sévères lorsqu'elles sont réellement nécessaires pour protéger le public, sinon nous ne serions que des fanatiques sans aucune connaissance de la réalité. »

De telles déclarations témoignent de la tragédie politique de la jeunesse. Leur indignation entièrement justifiée a été incapable de trouver une quelconque expression organisée et progressiste en raison de la pourriture et de la faillite du Parti travailliste et des diverses tendances de « gauche ». Il n'y a rien qui distingue fondamentalement ces derniers des organisations du Parti conservateur et de la droite plus généralement. La seule distinction c'est qu'ils s'adressent à des sections différentes de la même élite privilégiée.

En ce qui concerne les syndicats, leurs efforts systématiques pour saborder et étouffer toute opposition au gouvernement et à ses mesures d'austérité ont joué un rôle central dans l'isolement des jeunes, les laissant frustrés et désarmés.

Le Parti de l'Egalité socialiste (Socialist Equality Party) condamne sans équivoque l'attaque policière qui a été perpétrée contre les jeunes gens et exige le retrait immédiat de la police anti-émeute de toutes les régions qu'elle occupe actuellement. Les personnes détenues pour des délits mineurs doivent être libérées immédiatement sans qu'il y ait de conséquences ultérieures.

Aux jeunes nous disons: Toutes les ressources dont vous avez besoin pour mener la vie profondément satisfaisante et productive à laquelle vous avez droit - des emplois bien payés, une éducation gratuite, un accès à la culture, aux sports et aux loisirs ainsi que d'autres dispositions essentielles - peuvent être obtenues mais seulement en luttant contre le monopole exercé sur la société par les ultra-riches et leurs trois principaux partis politiques - les conservateurs, les travaillistes et les libéraux démocrates.

Vos alliés dans cette lutte sont les travailleurs de Grande-Bretagne et internationalement. La classe ouvrière - votre classe - est la seule force capable de renverser le système capitaliste en réorganisant la vie économique sur la base des besoins sociaux et non sur la base du profit privé.

Aux travailleurs et à ceux qui se préoccupent sincèrement des droits démocratiques et de la lutte pour l'égalité sociale nous disons : Prenez la défense des jeunes. Montrez leur comment sortir de l'avenir cauchemardesque de la pauvreté, du chômage et de la guerre que le capitalisme offre. Aux travailleurs tout comme aux jeunes nous disons : Lisez et étudiez le socialisme et l'histoire du mouvement marxiste et engagez-vous dans la lutte pour construire le Parti de l'Egalité socialiste en tant que nouvelle direction révolutionnaire de la classe ouvrière.

Déclaration du
Socialist Equality Party (UK)
16 août 2011

Suite de la page (16)

les Palestiniens comptent demander en septembre prochain à l'ONU l'admission en son sein d'un Etat de Palestine.

Les Palestiniens veulent obtenir une adhésion à part entière à l'ONU et la reconnaissance de la Palestine sur les lignes de juin 1967, avant la Guerre des Six jours.

Ainsi l'Autorité palestinienne deviendrait souveraine sur la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est. Plus d'une centaine de pays ont apporté leur soutien à ce projet palestinien.

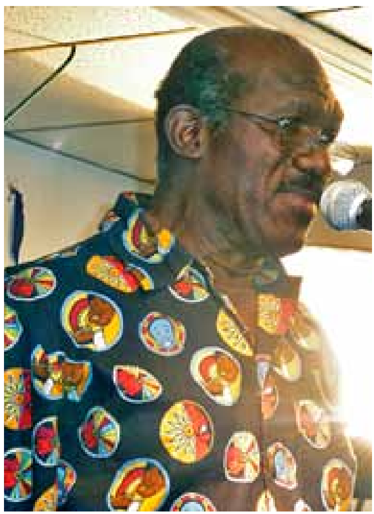
En outre, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'ONU ont, dans trois rapports publiés au printemps, affirmé que Salam Fayyad, le premier ministre palestinien, avait réussi à mettre en place les institutions politiques et économiques indispensables pour créer un État viable.

L'idée de créer deux Etats souverains -Israël et la Palestine- au Proche-Orient est certes soutenue par le Quartette diplomatique (Etats-Unis, ONU, Russie et Union européenne) depuis 2003. Mais Washington reste diplomatiquement proche d'Israël, qui souhaite s'aligner sur les frontières actuelles -et non celles de 1967. La demande d'adhésion pourrait donc se heurter toutefois à l'opposition des États-Unis, alliés d'Israël, qui ont menacé de mettre leur veto pour bloquer la requête palestinienne.

L'Humanité 13 Août 2011

Le congrès du Bois Caïman chaleureusement célébré à New York


Le maître de cérémonie Jean-Claude Cajou


Fritzner Pierre




Le Groupe TaynoJean-Claude Cajou

Conformément à notre tradition, cela depuis 4 ans, le samedi 13 et le dimanche 14 août dernier, à l'auditorium d'Haïti Liberté / Grenadier Books, dans le cadre d'un congrès de deux jours, ont été chaleureusement célébrés les 220 ans du congrès de Bois Caïman. Comme une seule famille, forte et unie, toute l'équipe du journal Haïti Liberté unie à des compatriotes haïtiens venus de partout, inspirés de la mémoire des ancêtres, ont commémoré, dans une ambiance de réflexion, cette date célèbre dans l'histoire de notre chère Haïti.

Le samedi un concert chaudement animé par le groupe racine 'Black Mistic' a fait résonner les tambours du terroir dans une ambiance endiablée de rara qui électrisa toute l'audience et conféra à cette première soirée, une véritable atmosphère de Bois-Caïman.

Le dimanche, c'était au tour du groupe Taino, de continuer la célébration de cette date mémorable à travers rythmes et chansons du terroir dont une «Haïti chérie» qui fit tressaillir plus d'un. Un trompettiste aux solos captivants, un bassiste faisant corps avec sa guitare et un tambourineur madré ont servi d'encadrement rythmique au chanteur- guitariste décidément maître de ses prestations. Cette soirée du souvenir fut également marquée par des interventions de qualité autour du thème de la célébration : recréer l'ambiance du serment du Bois-Caïman revécue par les participants qui de façon symbolique burent du sang du cochon tout en renouvelant le serment prononcé lors de cette soirée historique quand la négraille pour la première fois se mit debout contre l'oppression esclavagiste. La semaine prochaine, ces prestations seront rapportées autant que possible dans leur intégralité.

Merci à tous ceux et à toutes celles qui ont facilité la tenue et la réussite de cette belle activité, particulièrement à notre impayable Minouche Lambert, cordon bleu toujours au service de Haïti Liberté et de ses présentations culturelles et politiques de qualité, sans oublier le bel entregent de cette militante de longue date.



Minouche Lambert et le groupe Black Mistic



Le Groupe Black Mistic

Suite de la page (4)

autour du choix d'un Premier ministre. La candidate malheureuse aux dernières élections présidentielles, Mirlande Manigat du Rassemblement des Démocrates Nationalistes progressistes (RDNP) a plaidé aussi en faveur de la négociation pour trouver un compromis politique pour résoudre le problème de la ratification d'un Premier ministre. *« S'il y a un parti qui a la majorité au Parlement, c'est-à-dire 16 sénateurs et 50 députés, c'est lui qui doit choisir le Premier ministre, mais si vous n'avez pas un parti qui a une majorité, vous devez vous asseoir avec eux (les parlementaires) pour vous entendre, il n'y a pas d'autres solutions. La situation actuelle est arrivée à un degré dangereux de pourrissement. Personnellement, je ne vois pas de perspectives positives pour notre pays, parce que nous sommes rentrés dans une spirale d'escalade, cela veut dire : je suis fort, tu es fort* [….] *Nous allons voir qui va gagner la bataille, je ne crois pas que c'est une bonne chose pour le pays.* »

L'un des porte-parole de la plate-forme politique Alternative qui a apporté tout son support aux deux Premiers ministres rejetés, par le Parlement, Daniel Rouzier et Bernard Gousse, Evans Paul a fixé sa position sur le conflit qui oppose l'Exécutif et le Législatif sur un choix judicieux d'un Premier ministre: « Je vais aller jusqu'à dire que je ne crois pas que ni M. Martelly ni les parlementaires ont une mauvaise foi, je crois justement que nous vivons un problème qui est lié à une certaine absence de savoir-faire [...] le problème n'est pas seulement de vouloir, mais il faut aussi avoir la manière, la méthode de l'aborder, et la méthode ne peut pas être faite en fonction de la volonté d'une personne, elle doit se faire avec la volonté générale mais dans le cadre d'un forum où l'exécutif et le législatif se mettraient d'accord sur le modèle de société voulu pour le pays. » a-t-il indiqué.

La communauté internationale pour sa part encourage les autorités politiques haïtiennes à trouver un compromis, parait il à l'heure actuelle indispensable pour assurer la poursuite de l'aide internationale. Le secrétaire général de l'Organisation des Etats-américains, José Miguel Insulza, a exhorté les dirigeants politiques haïtiens à engager des négociations en vue d'aboutir à un compromis politique sur la nomination effective d'un Premier ministre et la mise en place d'un nouveau gouvernement, trois mois après l'accession au pouvoir de Martelly.

Des observateurs s'interrogent sur l'issue réelle du conflit et qui sont les grands perdants ? Comme toutes les autres crises précédentes fabriquées de toutes pièces soit par les puissances étrangères soit par leurs laquais locaux, c'est ce qui est en train de produire actuellement. Ce genre de situation favorise toujours l'ingérence voilée ou ouverte des étrangers dans les affaires internes du pays. Le coup d'Etat kidnapping du 29 février 2004 a favorisé l'occupation d'Haïti par des forces multinationales de l'ONU. Et comme conséquence, elle a amené l'épidémie de choléra tuant déjà plus de 7 mille Haïtiens des quartiers pauvres du pays.

Dans toutes ces situations confuses, c'est le peuple haïtien, ce sont les couches défavorisées, les ouvriers, les paysans, les chômeurs, les petits commerçants, les étudiants qui en font les frais. Il est temps qu'il y ait un réveil collectif des forces progressistes et populaires pour stopper l'exploitation à outrance et abusive de ce peuple appauvri.

Suite de la page (12)

avertissements prémonitoires » écrivait Albert Memmi. Au fur et à mesure que les Haïtiens se rendront compte dans quel pétrin ils se sont mis, Monseigneur Kébreau devra s'habituer à la multiplication des critiques contre le régime ubuesque de Micky Martelly. Louis Kébreau s'est bien bouché le nez lorsqu'il s'est présenté en public avec Micky Martelly au cours de la campagne électorale. Cette fois, il n'aura qu'à se boucher les yeux et les oreilles. Les tentatives de bâillonnement de la Presse et les invitations au silence sont nulles et non avenues. En réalité, le débat sur la « stupéfiante » émergence de Micky Martelly ne fait juste que commencer. Se présenter dans l'arène politique, c'est se préparer à faire face aux critiques parfois virulentes de la Presse. Et, comme l'a souligné le journaliste français Ignacio Ramonet, on assiste aujourd'hui à l'irruption d'un « cinquième pouvoir » qui ne fait pas dans la dentelle. Le président cousu de fil rose est désormais sur la corde raide. S'il n'arrive pas à avancer selon les règles de l'art, il risque de tomber bientôt dans le gouffre de la contestation générale. A ce moment-là, il n'aura pas d'alternative sinon que de ramasser ses haillons et de vider les lieux. Et en guise de compagnon de route, il pourra emmener avec lui Mon/saigneur Louis Kébreau en Enfer.

Je suis un Toba !
L'indien sans terre n'est pas indien

Par Guadi Calvo

Un petit groupe de documentalistes de l'Université de Général Sarmiento (Hernán Montero, de Mario Martinho, d'Eduardo Villar, menés par Maki Arranz), pénètre dans le monde des indigènes américains pour nous présenter cinématographiquement la communauté Toba. Le documentaire : « Je suis Toba » (2008) nous raconte comment cette ethnie argentine a été mise de coté, dépouillée de ses territoires et de sa dignité.

Indiens, aborigènes, indigènes, peuples originaires, gens de la terre, il n'existe même pas pour l'heure d'accord pour dénommer les ethnies qui habitent le continent américain depuis avant l'arrivée des conquistadors européens. La solution pour beaucoup des nations qui se sont fondées sur les territoires retirés à ces peuples, fut celle de ne pas les nommer. Les oublier, les ignorer de la culture officielle, les dissimuler avec honte dans les quartiers pauvres des grandes villes ou les enfermer dans de petites parcelles, en général des terres arides ou appauvries par l'exploitation de l'homme blanc.

On compte par milliers les témoignages du mépris et de l'oubli dans lesquels ces ethnies sont et continuent d'être soumises. Depuis les massacres, comme soufferte au Salvador en 1932 où plus de trente mille paysans indigènes ont été exterminés dans quelques jours par les troupes du Général José Calderón, à leur extermination par surexploitation, comme cela s'est passé dans les mines du Cerro Rico de Potosí, en Bolivie, où le nombre des morts indigènes depuis le commencement du XVe jusqu'à aujourd'hui est inestimable.

En Argentine, particulièrement, où la population originaire s'est vue substituer son identité à de niveaux impensables, il y a encore beaucoup d'habitants de la ville qui ne conçoivent pas avoir des compatriotes qui ressemblent tant aux hommes et femmes indigènes du continent. La confusion et l'ignorance atteignent un tel degré, que les fameuses Barras Braves du football, à l'heure d'insulter leurs rivaux, les appellent « boliviens ou paraguayens », l'insulte versée par des argentins à ceux qu'il serait très difficile de distinguer de n'importe quel homme ou femme né dans l'Alto de la ville de La Paz ou dans le quartier Mbokajaty de Asunción.

Un autre exemple clair de cette forte discrimination peut être vu dans le documentaire français Mondovino (2004) de Jonathan Nossiter, qui relate un long voyage à travers les grandes régions productrices de vin du monde. Dans le chapitre sur l'Argentine entretien avec Arnaldo Etchart, un fameux vigneron de la province de Salta, limite avec la Bolivie et zone de forte présence indigène. Pendant l'entretien Etchart change rapidement la direction de la conversation, qui est sur des vins, pour dénigrer les « indiens » comme « des gens sans initiative », « sans volonté de progrès », « à cause de leur race », ajoute l'un de ses enfants ; « par leurs ancêtres, sans culture » conclut Etchart. Tout cela n'importe quelle dame d'un quartier de classe moyenne de Buenos Aires pourrait le dire ; ce qui est significatif dans le cas des Etchart, c'est la forte présence indigène dans leurs traits et leurs manières, comme si eux mêmes ne pouvaient pas se voir et se reconnaître dans ces même «indiens» qu'ils méprisent tant.

On se rappelle encore avec fierté la boutade attribuée à l'écrivain mexicain Octavio Paz : « Les Mexicains descendent des Aztèques, les Péruviens des Incas, les argentins des bateaux », une idée excessive, pour n'importe qui fait le travail de marcher quelques pâtés de maison à travers n'importe quel quartier de la très blanche et européenne ville de Buenos Aires, par exemple.



La communauté Toba en Argentine au cours d'une prière

En Argentine la présence de descendants de peuples originaires, qu'on on a historiquement traités de minorités, est écrasante, on interagit avec eux d'une manière permanente et ainsi et malgré tout ils continuent d'être invisibles.

Le jargon argentin est rempli de mots hérités des langues autochtones comme : pilcha [frange], cancha [terrain de jeu], une pampa (« plaine » en quechua), maté [mate en Guaranis]. Et peut-être même le terme mapuche « Che » (homme), déjà devenu le surnom par lequel nous les argentins sommes identifiés dans le reste de continent ; en plus d'être presque le nom propre du meilleur de tous les argentins.

La présence de descendants des peuples originaires en Argentine est aussi majoritaire qu'ignorée, de même que dans tous les pays du continent. Ils sont des millions les argentins qui sans être purs, ont une présence indigène dans leurs gènes et nombre d'entre eux chargent cela comme une faute, une honte ou l'ignorent simplement.

Les systèmes de pouvoir ont transformé ces communautés en invisibles, leurs problématiques sont seulement exhibées à travers des questions médiatiques ou des intérêts politiques. N'a jamais existé une politique d'intégration en Argentine et depuis l'époque même où elle s'est déclarée république indépendante, les indigènes ont été oubliés, leurs territoires accaparés par les grands propriétaires terriens dépouillant les communautés de leur habitat, de leurs manières de sustentation et du territoire depuis lequel ils ont construit leur conception du monde. Sans territoire, sans soutien et sans les bases de leur religiosité, ils sont restés condamnés à être utilisés comme main d'œuvre bon marché, obligés à une intégration inégale, beaucoup poussés à l'alcool, à la malnutrition. Ils n'ont jamais été incorporés aux systèmes d'éducation et s'ils l'ont été ils sont tombés entre les mains de communautés religieuses qui ont fini par les dépouiller de leurs Dieux et de leur identité culturelle.

De la quantité importante de nations indigènes qui ont façonné la carte de l'Argentine (plus de vingt différentes ethnies), nombre d'entre elles ont été exterminées. L'une des plus importantes démographiquement est la Toba, dans leur langue les Qom (homme) ; la communauté se situe dans la région nord-est du pays, dans la province du Chaco, avec à peu près cent mille membres.

Les Qom ont été les derniers à être réduits, et jusqu'au début du XXe siècle ils ont résisté dans un pied de lutte ; leur dernière malon (groupe d'attaque d'Indiens) fut de la tribu Mocovi, une ethnie apparentée aux Tobas, en avril 1904, dans la localité de San Javier, la province de Santa Fe. Une Malon provient du terme mapudungun, de la langue de la nation mapuche, maleu, malecua qui signifie : « harceler l'ennemi ».

Dans le matin du 19 juillet 1924, ils subirent leur dernier et définitif échec. Près de 130 policiers et un groupe de civils, par ordre du gouverneur chaqueño Fernando Centeno, sont arrivés à la population de Napalpí, (Par hasard lieu des morts en langue Toba) et pendant 45 minutes les forces du gouverneur Centième ont déchargé plus de 5 mille balles de fusil sur la communauté. Près de 500 indiens sont morts par les projectiles ou empalés, les femmes ont été violées ; des trente-huit enfants qui ont survécu, la moitié est morte dans le déplacement jusqu'aux peuples de Quitilipi et de Machagai, où les survivants ont été offerts en cadeau au service domestique.

Malgré l'importance culturelle et historique de ces peuples, le cinéma argentin s'est très peu occupé de leur réalité. En 1918, Alcides Greca réalise le film « El último Malón », avec certains des protagonistes de cette incursion d'Indiens de 1904, comme le cacique mocoví Mariano López, leader du soulèvement.

Récemment en 2008, un petit groupe de documentalistes de l'Université Générale Sarment (Hernán Montero, Mario Martinho, Eduardo Villar, mené par Maki Arranz), se sont à nouveau occupés cinématographiquement de la communauté le Toba, pour réaliser le documentaire : « Je suis Toba ».

Le documentaire se passe entre deux communautés les Tobas séparées par plus de 1300 kilomètres, celle de Villa Río Bermejito, dans le Chaco, et celle de Presidente Derqui, dans la province du Buenos Aires. Lors de ses déplacements entre les lieux le film montre les différences et les affinités entre les deux communautés, une installée dans un contexte urbain de Presidente Derqui et l'autre nettement rurale, celle de Villea Río Bermejito. Liés les deux récits par une journée de pêche à l'arc, dans les marais de la communauté de Bermejito, qui est presque un acte rituel qui nous remonte aux origines de l'ethnie formée essentiellement par des chasseurs, des pêcheurs et des cueilleurs.

Aujourd'hui la communauté de Villa Río Bermejito, essaie de se tenir avec des activités agricoles, en faisant face aux difficultés de n'importe quel petit producteur qui est en compétition avec les grands trusts, en plus de la marginalisation et la discrimination à laquelle ils continuent d'être soumis de la part de l'Etat et des hommes blancs.

La communauté est insérée dans une zone de cent quarante mille hectares entre des marais contaminés, hautement inondables et la fois la zone de grandes sécheresses. Le récit de Laurencio Rivero, représentant des communautés Tobas du Río Bermejito, est clair au sujet de ses problèmes. « Un bébé est mort dans Uriburu, je ne sais pas s'il était sousalimenté, mais le gosse est mort ce jour là et ils voulaient se déplacer au cimetière, qui est 3 kms d'ici et comme ils étaient occupés par l'élection nationale, il n'y avait pas de camionnette pour porter le corps du gosse ».

La marginalisation de la communauté est absolue, les entités officielles pour laisser-aller ou corruption n'activent pas politiques d'intégration donnant une excuse qui est peut-être trop simple : « de toute façon c'est pour les indiens ».

« Quand vient la sécheresse, ces animaux commencent à mourir, parce qu'ils n'ont pas d'eau, ils n'ont pas de quoi manger. Certains ont très peu d'animaux, élèvent quelques chevreaux, mais nous nous battons, nos femmes travaillant dans l'artisanat, et qu'elles amènent en ville, … elles échangent des corbeilles pour des vêtements, alors nous avons des vêtements, nous habillons nos enfants, mais nous développons ainsi notre zone ». explique à un autre moment Clément.

Le profil de la communauté Toba de Derqui, pour être située dans un secteur urbain, a beaucoup plus de mobilité et les problématiques sont différentes comme le poids du déracinement. Son cacique, Clemente López raconte : « ma grand-mère disait, l'indien sans terre n'est pas indien. Que les gens comprennent que nous ne sommes pas les propriétaires de la terre, aucun de nous n'est propriétaire de la terre. Nous sommes parties de la terre ».

La caméra de Maki Arranz, cherche à refléter seulement la réalité, sans stéréotypes prétendument anthropologiques et beaucoup moins d'utilitaires. Sa caméra sert comme un simple instrument à refléter la réalité à la manière des grands artisans du genre, Joris Ivens ou Jean Rouch, où le regard a toujours été l'homme, dépourvu de toute idéologie et dans une liberté absolue face à l'objectif. La directrice laisse courir seulement les images dans une liberté absolue, pour que reste aussi clair que le dit dans sa dernière intervention le cacique Clemente López : « Les Tobas sont encore en vie, ils ne sont pas tous morts ».

Caratula. Août - septembre 2011
Traduit de l'espagnol par :
Estelle et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, 15 août 2011





To make your reservations, contact AmericanAirlines® Reservations at:



From the USA: 1-800-433-7300
From PAP: 2229-6000, 2999-6000

Website: AA.com
Or, visit your favorite Travel Agency
Our conveniently located Ticket Sales Centers:

AIRPORTS:

Miami International Airport (MIA) : Future Ticketing, Concourse D, 2nd Level

John F. Kennedy Airport (JFK) : Future Ticketing, Lane 2 Departure Level.

AmericanAirlines® International Airport of Toussaint Louverture (PAP) : Mais Gaté, Haïti

HAITI, DELMAS:

Delimart, Delmas 32 Plaza, Autoroute de Delmas

PÉTION-VILLE:

Choucoune Plaza, Rue Lamarre, Pétion-Ville, Haïti



HAITI SUMMER FLIGHT SCHEDULE THRU AUGUST 22, 2011*

From MIA, FLL, JFK to HAITI

FLT NBR	DPTR TIME	ARVL TIME
377	6:45A	7:40A
807	7:30A	8:25A
1291	10:00A	11:05A
837	9:20A	12:25P
809	12:10P	1:15P
803	2:10P	15:05P
2285	2:50P	15:50P

From HAITI to MIA, FLL, JFK

TO STA	FLT NBR	DPTR TIME	ARVL TIME
MIA	816	8:50A	12:00P
FLL	1988	9:30A	12:35P
MIA	404	12:15P	3:35P
JFK	896	1:40P	7:15P
MIA	804	2:25P	5:50P
MIA	1908	4:15P	7:35P
FLL	2288	4:55P	7:55P

*Flights are subject to change/cancellation/delays.